

La fausse guerre

(23 août 1939 – 10 mai 1940)

‘Ce n’est pas à l’Allemagne que vous faites la guerre’

1. Les guerriers malgré eux

Dès qu’il avait eu fini de digérer la Tchécoslovaquie en mars 1939 Hitler s’était dit que le moment était venu de s’emparer de la Pologne. Ce n’est pas qu’il voulait la guerre. Pacifique à sa façon, même s’il pensait que la guerre forme le caractère des jeunes-gens, il songeait plutôt à un nouveau Munich. Il aurait cette fois fallu associer à l’accord l’Union soviétique, dont les frontières étaient directement concernées : mais cette complication ne serait pas forcément insurmontable car l’Union soviétique avait été rossée en Espagne et il n’était pas impossible qu’elle se trouvât dans un état de crainte et de faiblesse comparable à celui de la France et de l’Angleterre depuis quelques années.

Cependant les choses avaient tourné différemment. Au lieu de subir une négociation à quatre, Staline avait traité séparément et parallèlement avec les Franco-Anglais d’une part, et les Allemands de l’autre, et il avait obtenu avec les derniers un accord dont les premiers étaient exclus et qui avantageait surtout l’Union soviétique. Le très défavorablement célèbre *Pacte de non-agression germano-soviétique* conclu à Moscou le 24 août 1939 prévoyait en effet que

soient rendus à l'Union soviétique les territoires perdus par Lénine lors du traité de Brest-Litovsk sans qu'elle ait à s'engager militairement de façon dangereuse, l'Union soviétique renonçant en échange à s'opposer à la conquête par le *Reich* allemand du reste de la Pologne. Ce traité, qui fit le scandale des franco-anglais, fut fameusement dénoncé sous le nom raccourci de *Pacte Germano-soviétique*, les historiens antisoviétiques préférant passer sous silence qu'à strictement parler il s'agissait non d'une véritable alliance militaire, mais d'une promesse de non-belligérance temporaire entre deux puissances qui venaient de se faire la guerre et qui étaient manifestement destinées à se la faire encore.

Les puissances occidentales n'avaient cependant pas tort de s'inquiéter, en dehors même du sort de la Pologne. Du fait de ce traité, Staline laissait les mains libres à Hitler pour l'ensemble ses entreprises à l'Ouest. Et il est vrai aussi que mettant le comble aux offenses, le *Pacte*, comme on se mit à dire par un raccourcissement supplémentaire que justifiait l'universalité du scandale, avait été précédé par des accords commerciaux qui n'excluaient pas les fournitures de matériel militaire et de matières premières à valeur stratégique. Par un comble de provocation aux yeux de ceux qui à l'Ouest comptaient sur l'inimitié germano-soviétique pour tenir en respect ces deux puissances à la fois, il fut en outre rapidement complété par un *traité d'amitié* qui pouvait surprendre entre deux pays qui venaient de s'affronter dans la guerre civile espagnole et dont les régimes s'inspiraient d'idéologies radicalement antagonistes : le *national-socialisme* en Allemagne et le *communisme* dans sa version *bolchévique* et *stalinienne* en Union soviétique.

Le paradoxe du *Pacte* consistait en cela que grâce à lui Staline aurait pour un temps, en échange de sa passivité, un glacis défensif qui n'était nécessité que par l'agressivité allemande elle-même. Il aurait aussi, provisoirement, une trêve dont il avait besoin après l'échec espagnol et la rebuffade anglo-française. Si l'on peut dire que le *Pacte* était surtout une réussite diplomatique de Staline, c'est qu'Hitler, tout en y trouvant l'avantage de la neutralité soviétique pour sa prochaine entreprise - la prise de la Pologne - s'était en revanche aussitôt attiré de la part de la France et de l'Angleterre une déclaration de guerre qu'il aurait dans ce moment là de son programme de conquêtes préféré éviter. A quoi il faut ajouter qu'un certain coût avait été consenti pour prix de la mansuétude stalinienne puisqu'il avait fallu se résigner à un partage de la proie polonaise. Mais cette concession, si contraire à l'esprit de tout impérialisme véritable, qui ne peut être que total, ne serait que partie remise. Conquérir le monde, quand le monde est hostile, ne peut se faire que par étapes.

C'était donc la guerre et l'Union soviétique, pour un certain temps, n'en serait pas. De son point de vue, Staline avait bien joué, et redressé une situation compromise par sa longue patience envers Chamberlain et Daladier, avec qui il avait tenté jusqu'à la fin de trouver une entente dans le sens d'une défense commune contre l'Allemagne hitlérienne qu'il considérait, et continuerait à considérer, comme la véritable puissance agressive du moment. Mais aucun accord n'avait été possible et il lui avait fallu se replier sur cette solution de secours qu'était une entente fragile et provisoire avec l'ennemi naturel. Peut-être une certaine jubilation avait-elle en même temps existé dans l'esprit de Staline - ce que l'on appelle parfois de la *Schdenfreude* - car Staline pratiquait volontiers un humour macabre que ses victimes trouvaient de mauvais goût même lorsqu'ils faisaient semblant de rire : et il se peut qu'il ait à part lui trouvé amusant de rendre aux franco-anglais la monnaie de leur pièce en s'entendant à la fin derrière leur dos avec Hitler comme eux s'étaient entendus avec lui derrière son dos à Munich. On comprend que si les politiciens occidentaux qui se croyaient malins s'étaient réveillés furieux au lendemain du 24 août, c'était bien fait pour eux. On leur avait joué un bon tour et ils l'avaient bien mérité.

C'est dans ces termes - une revanche sur la faute contre l'honneur et contre la paix commise par Chamberlain et Daladier à Munich – que, tout en désapprouvant fermement la manœuvre - Pierre Cot, venu du *Front populaire* et un des rares antifascistes français si l'on met à part les communistes, décrivait l'opération stalinienne : « *Cette opération est un Munich à rebours... En abandonnant la Pologne et les démocraties occidentales, Staline essaye de dériver l'orage hitlérien... Tout cela n'est qu'une politique à courte vue, analogue à celle de nos super-Munichois... Staline apprécie mal ses propres forces, celles d'Hitler et celles des démocraties. L'avenir nous dira de quelles souffrances la Russie et l'humanité vont payer cette erreur* ». Pierre Cot avait-il raison de pressentir que Staline se repentirait de la ruse qui risquait de le laisser un jour seul face à Hitler ? Peut-être pas. Il est regrettable que Pierre Cot n'ait pas précisé dans quel sens Staline, à son avis, se trompait sur les forces en présence. Peut-être était-ce Pierre Cot qui se faisait des illusions sur les unes ou sur les autres. L'erreur est la chose du monde la mieux partagée lorsqu'il s'agit d'évaluer les forces en présence à la veille d'un affrontement militaire. En septembre 1939 on croyait généralement l'armée française la plus forte, et on disait les choses les plus contradictoires sur la solidité de la position soviétique, tantôt *rouleau compresseur* et tantôt *colosse aux pieds d'argile*, et parfois les deux à la fois chez les mêmes analystes à deux paragraphes de distance. Mais l'expression '*Munich à rebours*' avait le mérite de rappeler que le *Pacte* répondait à une situation diplomatique qui ne laissait pas de bons choix à l'Union soviétique, même si elle suggérait à tort que tout le bénéfice allait une fois de plus à Hitler, car pour cette fois ce n'était pas le cas.

Pierre Cot se trompait probablement sur le calcul stalinien, dont il se faisait une simple image miroir de la stratégie des '*mains libres à l'Est*' - l'imbécile projet des bourgeoisies occidentales de voir l'Allemagne et l'Union soviétique s'annihiler mutuellement. Pierre Cot n'était pas le seul à négliger ce fait qu'en dépit des pertes les guerres produisent des vainqueurs parfois dangereux pour ceux qui en sont restés les spectateurs : et c'est bien que ce que déjà la guerre d'Espagne, en dépit de son niveau limité d'intensité par rapport à ce qui allait bientôt arriver sur des terrains beaucoup plus amples, avait fait pour les capacités des Allemands - et même des Russes qui avaient eu le dessous – simplement parce qu'ils avaient appris en s'y impliquant, par rapport à celles des Français et des Anglais qui s'étaient tenus à l'écart. Les deux adversaires, allemand et soviétique, avaient progressé techniquement, dans le domaine en particulier des chars et de l'aviation, et cela se verrait dans la grande guerre à venir, où les anglo-américains mettraient des mois et parfois des années à produire des matériels du même niveau, et les Français jamais. Mais ces questions à l'orée du conflit échappaient à l'attention même des observateurs intelligents, et c'est ce qui empêchait Pierre Cot, pourtant versé dans les questions d'équipement militaire, de vraiment comprendre le raisonnement de Staline.

Staline pour sa part n'avait jamais fait le calcul idiot de voir le *Reich* s'affaiblir dans une guerre à l'Ouest, et particulièrement pas dans le cas où il soumettrait la France. Et il savait aussi que si la France, et encore davantage l'Angleterre, l'avaient emporté sur l'Allemagne comme en 1918, ces deux puissances capables de se montrer hostiles auraient représenté comme dans un passé récent un danger encore plus considérable pour le pays de la révolution socialiste. Aussi Staline aurait-il préféré la paix sur tous les fronts car c'est de paix que l'Union soviétique avait besoin. Un autre déterminant de la puissance militaire était en effet la capacité industrielle et c'était sur ce point que l'Union soviétique était en difficulté après vingt ans de révolution et de guerre civile et étrangère. Sur ce point, l'Allemagne pouvait être un partenaire utile contre elle-même. Matières premières contre savoir-faire avancé : tel était la structure habituelle des échanges entre les empires russe et germanique dans les intervalles

où ils ne s'affrontaient pas. Restait seulement à savoir lequel des deux cette fois-ci profiterait le mieux de l'autre. Mais les enjeux étaient clairs pour les stratèges intelligents. Contrairement aux médiocres politiciens qui dirigeaient la France et l'Angleterre, Staline en faisait partie et la situation la plus favorable à ses yeux était la paix, et que soit maintenue pour le plus longtemps possible cette tension non résolue entre trois pôles de puissance qui se neutralisaient réciproquement. Cela était devenu impossible sur le long terme, mais avec le *Pacte* il avait au moins obtenu que l'Union soviétique ne soit pas impliquée dans la guerre qui se profilait à nouveau dans l'immédiat puisque l'Allemagne y tenait, et il avait à bon compte acheté un peu de temps et un peu d'espace pour organiser sa défense.

Dans l'immédiat et jusqu'à la fin du siècle, l'immoralité supposée du pacte germano-soviétique donnerait lieu à des condamnations et des controverses infinies. Le *Pacte* était clairement mauvais pour l'Union soviétique en termes de *relations publiques* et de prestige international, mais il était dans le caractère de Staline de faire prévaloir les considérations pratiques et immédiates sur les effets moraux, et dans l'urgence du moment le bénéfice stratégique était clair : en traitant avec Hitler - en *apaisant* Hitler - il évitait une invasion prématurée, et en négociant sa part de la Pologne il gagnait de l'espace pour échelonner sa défense. Temps et espace : les deux grands paramètres de la stratégie. Il est certain que le *Pacte*, s'il fut politiquement désastreux pour les gouvernements occidentaux, le fut aussi pour l'Union soviétique dont il assura un isolement diplomatique à long terme : mais le bénéfice stratégique immédiat, rétrospectivement, deviendrait d'autant plus justifié aux yeux de l'historien objectif que la mauvaise manière faite à Chamberlain et Daladier n'empêcherait pas finalement l'alliance de guerre avec Churchill et Roosevelt, deux autres cyniques, enclins à comprendre la logique de Staline et qui voyaient au delà des arguments d'une propagande fondée sur la fausse moralité que l'on sert aux peuples.

Du côté des anti-communistes, la condamnation du *Pacte* allait de soi : tout ce que faisait Staline était mal par essence, et s'il avait combattu le nazisme, c'était pour de mauvaises raisons, ou par accident, ou bien contre sa volonté. Les communistes de stricte obéissance de l'autre côté ne renoncèrent jamais à plaider que le répit d'un an acheté avec le *Pacte* n'avait pas été trop cher payé, et que l'impossibilité de l'alliance avec les franco-anglais en 1939 était une donnée de fait sur laquelle l'Union soviétique n'avait pas eu de prise : et il faut ici leur donner raison. D'autres cependant, dans le camp progressiste, prétendirent que le temps gagné ne fut pas bien utilisé puisque l'Union soviétique eut beaucoup de mal à faire face en juin 41. Le camp progressiste est presque uniformément anti-stalinien. Il y avait pourtant des esprits lucides à l'Ouest, ou au moins un, car il serait difficile d'en nommer de nombreux : mais pour trouver des mentions favorables à certaines décisions de Staline, il faut aller du côté de stratèges réactionnaires et habituellement russophobes comme Churchill, qui ne voulut ni dans ses discours à chaud ni dans ses écrits rétrospectifs l'être au point de sacrifier l'exactitude de l'analyse, dont, pour un praticien de la politique, la décision devait découler.

Il courut en janvier la rumeur que le gouvernement Chamberlain préparait la sortie d'un '*livre blanc*' sur les négociations ratées d'août 1939 vues du point de vue occidental. On pouvait y voir à l'oeuvre l'intention du clan Halifax de provoquer une rupture diplomatique formelle avec l'Union soviétique : ce qui aurait représenté un net virage dans le sens du pacifisme et de la tolérance des progrès allemands en Europe. Mais tout cela fut rapidement mis de côté, et l'on ne retint en Angleterre comme en France que la *faute* de Staline. Seul Winston Churchill, en Angleterre, reconnaissait encore en octobre devant l'ambassadeur soviétique **Ivan Maïski** que « *les négociations du pacte anglo-franco-soviétique ont été conduites de manière abjecte* ». Mais Churchill était, comme on l'a dit, un *original*, et la vaste mouvance des anti-

soviétiques occidentaux tenaient avec le *Pacte* honni un argument qui leur servirait pendant des dizaines d'années pour discréditer toute tentative d'accord avec la Russie. La situation idéologique n'était pas meilleure en France, où l'on prenait très au sérieux le concept d'une *alliance* indéfectible entre Staline et Hitler, avec un genre d'argument qui devait survivre même à juin 1941 et l'évidence éclatante que le *Pacte* n'était, de part et d'autre, qu'un expédient : cet argument était que par nature des dictateurs ne pouvaient qu'être complices, et des *démocraties* leurs ennemies. Une absurdité fondée sur l'illusion idéaliste selon laquelle dans les rapports entre nations les idéaux affichés prévalent sur les intérêts matériels, mais largement partagée. **Alexis Léger**, secrétaire général du Quai d'Orsay et sans doute meilleur poète que prophète, jugeait *idiot de croire qu'on pourrait détacher les Russes des Allemands*. Inceuvables billevesées : mais c'était le niveau de pensée des *élites démocratiques*, surtout lorsqu'elles étaient nostalgiques de l'*Ancien régime*, et méprisant la doctrine marxiste en étaient plutôt restées sur la doctrine héritée de Bossuet selon laquelle les grands hommes, ou bien encore la providence divine, déterminent le cours de l'Histoire.

Churchill, cependant, qui pendant des années avait crié *au fou* en voyant Chamberlain conduire sa politique de désarmement et de complaisance envers Hitler, n'avait pas reculé devant la nécessité politique de feindre, comme tout le monde, la surprise au jour où l'on apprit la signature du pacte Ribbentrop-Molotov, mais il savait – comme beaucoup d'autres politiciens, hauts fonctionnaires et diplomates occidentaux – que ce désastre n'était que l'aboutissement logique et inéluctable d'une séquence diplomatique étendue sur plusieurs années et inspirée par la peur et la haine aveugle du communisme. Et tout en détestant lui aussi le régime de Staline, il avait senti de longue date que l'intérêt national britannique n'était pas de faire l'impasse sur la recherche d'un *modus vivendi* avec l'Union soviétique, à l'orée d'une guerre qu'il aurait lui-même voulu éviter pour l'Angleterre – *the unnecessary war* – mais qu'il savait désormais nécessaire. Il ne partageait pas, au fond de son cœur, l'indignation, parfois feinte, des autres chefs conservateurs à l'endroit de Staline parce qu'il avait assez de hauteur de vue pour comprendre ses raisons, ni leur prétendue surprise, puisqu'il savait depuis le début que la recherche britannique d'un compromis *entre gentlemen* avec Hitler ne pouvait que conduire à une catastrophe diplomatique. Peut-être n'avait-il seulement pas anticipé la forme surprenante qu'elle prendrait d'un nouveau Munich, mais à l'Est. Aussi – on le sait par ses conversations de l'époque, comme avec l'ambassadeur Maïski – sans rien rabattre de sa condamnation du communisme, ni de son aversion héréditaire de britannique envers l'empire continental qui déjouait la pénétration des puissances maritimes, Churchill, toujours pragmatique, et donc souvent à contre-courant d'une opinion marquée au coin d'une prétention hypocrite d'idéalisme, se montrait en privé modéré sur le sujet du *Pacte*, comme on le verrait à l'inverse retenu et plein d'arrière-pensées dans son alliance de guerre avec Staline, au temps bizarre où à Londres les duchesses et dames d'honneur de la cour de Buckingham, saisies comme jamais par une de leurs bouffées d'enthousiasme temporaire, brandiraient le drapeau rouge et chanteraient l'*Internationale* dans des galas de soutien à l'effort de guerre soviétique.

Le *Pacte* au total et considéré avec le recul de nombreuses années avait été une bonne décision pour l'Union soviétique, ainsi que pour la survie de pays comme la France et quelques autres en Europe occidentale, et pour la liberté du monde en général parce qu'il avait contribué à la survie de l'Union soviétique et donc à la victoire sur le nazisme. Le calcul stalinien avait été juste et utile car si l'Angleterre avait certes été comme presque tout le monde choquée par son cynisme, à la fin des fins elle avait donné le pouvoir à Churchill qui s'en était accommodé, et elle était restée dans la guerre. Puis elle s'était franchement alliée à

la Russie, et elle avait entraîné les Etats-Unis dans une croisade qui pour un pays si réactionnaire et étranger aux idéalismes européens n'allait pas de soi en dépit de l'obscénité du régime hitlérien : et à la fin la guerre avait été gagnée. Staline avait eu à la fois l'allié indispensable et le bénéficiaire du temps pour organiser ses propres forces : et la preuve ultime de la tactique est après tout dans le résultat. A peu de choses près, et l'aide occidentale peut avoir été déterminante, l'Armée rouge avait tenu et le nazisme avait été extirpé. Ceci est le verdict de l'Histoire sur la stratégie de Staline. Si bien qu'au total, quoi qu'en disent les critiques systématiques pour lesquels Staline, parce qu'il était Staline, n'avait pu que toujours mal faire, il est impossible de prouver que le pacte germano-soviétique fut une mauvaise action. Avec un siècle de recul, si l'on adopte le point de vue des victimes désignées du nazisme, on peut parfaitement défendre le pacte germano-soviétique comme une bonne idée du point de vue d'un certain *bien pratique*, ou d'un moindre mal, et le mettre au crédit de Staline.

Sur le moment, un homme au moins dans le camp opposé à la fois au communisme et aux *démocraties* trouvait lui aussi que le *Pacte* était un mauvais coup porté à la cause du fascisme : et c'était le propriétaire du label, Benito Mussolini, qui dans une lettre de janvier 1940 en reprochera la signature à Hitler au nom de la lutte antibolchévique commune, avant de se réconcilier avec lui par la rencontre du Brenner le 18 mars suivant. Mussolini avait tort de s'alarmer : lui aussi avait pris le *Pacte* excessivement au sérieux. Avec sa signature, les seules perdantes évidentes et immédiates de la partie diplomatique qui s'était jouée au mois d'août étaient les ainsi-dites *démocraties*. Je dis '*les démocraties*', en tant que puissances matérielles particulières, et non *la* démocratie comme abstraction à prétention de validité universelle. Ici, il s'agissait de la France et de l'Angleterre.

La France et l'Angleterre qui avaient pris l'initiative des mauvais procédés envers l'Union soviétique étaient à la fin les grandes perdantes de la séquence. Elles n'avaient pas invité Staline à Munich : et à leur tour elles avaient été exclues de la vraie négociation et de l'accord qui avait comme écrit à l'avance le scénario de la guerre à venir, ou au moins son début. Elles avaient esquivé, retardé sous des prétextes hypocrites et de nombreux gestes de mépris toutes les propositions d'alliance soviétiques : et c'étaient elles qui se sentaient flouées au bout du compte. Staline était parvenu, prenant les politiciens français et anglais de vitesse, à exécuter pour son propre compte la manœuvre qu'ils avaient rêvé de réussir contre lui, et se trouvaient désormais confrontés au plus immédiatement dangereux des deux monstres qu'ils redoutaient, avec l'autre en arrière-plan, en position de spectateur. Et l'idéologie étant plus forte encore que la frousse, c'était contre l'Union soviétique que l'animosité était la plus vive à Paris comme à Londres. La signature du *Pacte* à la fin août 1939, en même temps qu'elle changeait la donne stratégique, faisait disparaître de l'arsenal diplomatique des gouvernements bourgeois de ces pays nantis la solution des *mains libres à l'Est pour le Reich hitlérien* sur laquelle reposaient leurs espoirs de maintenir la paix sans se priver ni de leurs possessions coloniales ni de leurs habitudes commerciales. Et donc, c'était la guerre, inévitable, pour la France et l'Angleterre, deux pays qui haïssaient la perspective d'une guerre dont ils n'avaient pas besoin, et qui n'était qu'un *coût* et qu'une source de complications en matière de politique intérieure.

En s'en prenant à la Pologne, Hitler avait su qu'il risquait une guerre à l'Ouest : un peu plus sans doute encore que l'année précédente lorsqu'il s'était fait donner la Tchécoslovaquie, car depuis quelques mois on l'aimait désormais tout de même un peu moins en France et en Angleterre - en Angleterre surtout - qu'à ses débuts lorsqu'il avait comme entrée en matière liquidé la gauche allemande. Son ami personnel Edouard VIII l'avait encore cette fois défendu, mais il venait d'y perdre son trône. Il y avait eu contre lui une tentative d'assassinat

dont on soupçonne qu'elle avait été ourdie par les propres services secrets britanniques : mais qui avait échoué. Il y avait donc eu ensuite, aux mêmes fins mais par des méthodes différentes et plus efficaces, le lancement du scandale Simpson par les milieux antifascistes britanniques. L'Angleterre décidément ne supportait plus Hitler. On le craignait désormais pour soi-même jusque dans les milieux jusque là les mieux disposés envers le fascisme : ceux auxquels le fascisme dans ses diverses versions avait toujours semblé plus utile que dommageable, comme une défense contre le bolchévisme. C'était probablement après sa victoire en Espagne que le vent avait tourné, comme le regard prédateur du *Führer* s'était tourné vers le Nord et dangereusement vers les rivages maritimes qui intéressaient Albion. Et l'on avait commencé à sentir jusque dans les classes les plus favorisées et les moins attachées à l'habillage démocratique du règne de la *City* comme une envie de se défendre aussi contre la forme allemande de la dictature des élites, trop agressive pour la France et l'Angleterre puisque Hitler, contrairement à Franco, Mussolini, et les autres dictateurs européens, avait des ambitions territoriales mordant sur les deux grands empires d'occident, et même un peu sur les métropoles.

La guerre, s'il devait y avoir une guerre, et même s'il était défendu de le dire en ces termes parce que c'était devenu un point de doctrine communiste, serait *impérialiste*. Une guerre pour l'empire du monde. Staline qui l'avait le premier désignée comme telle était décidément bon historien. S'en prendre à l'Empire britannique, pour s'en tailler un bien à soi, et qui soit profitable : il était clair pour Hitler, comme pour tout le monde après 14-18, que c'était un point qui empêcherait à lui tout seul l'accord avec l'Angleterre. Au lendemain du pacte conclu avec Staline, Hitler fit pourtant une nouvelle tentative pour *apaiser* l'Angleterre, mais cette fois depuis une position incomparablement plus forte. Tout en faisant narquoisement remarquer à l'ambassadeur britannique Neville Henderson, par l'intermédiaire de son ministre Ribbentrop, que '*l'Allemagne n'aura plus à combattre sur deux fronts*', Hitler offrit en contrepartie de la résignation anglaise, de garantir l'intégrité de l'empire britannique. Le sous-entendu était que désormais l'Angleterre devait abandonner la France aussi bien que la Pologne : mais que, provisoirement au moins, cela suffirait. Quant à la France, on ne lui offrait rien, car on savait à Berlin que si on lui imposait la guerre, elle ferait contre mauvaise fortune bon cœur et se résignerait facilement à une défaite.

Il faut accorder cela à l'Angleterre qu'elle refusa d'entrer dans ce jeu. La réalité de sa motivation à résister était, n'ayant plus aucune confiance dans la parole d'Hitler, la crainte de perdre ses positions coloniales au profit de l'Allemagne, mais la cause occasionnelle de la rupture fut la Pologne. Ce qui malheureusement était venu faire tout capoter, c'est qu'Hitler, en le ridiculisant publiquement, avait fini par exaspérer jusqu'à Chamberlain qui, le 25 août, confirma les garanties britanniques à cette proie désignée du moment. Et si l'Angleterre venait à rugir pour de bon, la France risquait de montrer les dents elle aussi. Une telle perspective n'était pas de nature à faire reculer Hitler, qui se contenta de retarder de quelques jours son attaque : mais de quelques jours seulement, car avec ses voisins de l'Ouest, l'espoir n'était pas vain de les voir vaciller au dernier moment et renoncer au combat, comme ils avaient toujours fait jusque là. Le fait que du côté français le président du Conseil Daladier ait réagi au raidissement britannique en s'adressant, le surlendemain, au dictateur italien Mussolini pour une ultime tentative de médiation ne pouvait que conforter ce genre d'espérance : mais un peu seulement, car Hitler savait que peu de gouvernants européens lui étaient aussi favorables que Daladier. Mais par un de ces impondérables de l'histoire, au nombre desquels l'agitation à Londres du clan churchillien, c'est la faiblesse même du *taureau du Vaucluse* qui pour cette fois avait fait tomber la décision du côté de la fermeté,

puisque s'il lui était habituel de s'incliner devant Chamberlain aussi bien que devant Hitler pris séparément et à tour de rôle, s'incliner devant les deux à la fois était devenu une tâche impossible alors qu'ils n'étaient plus d'accord.

Hitler, selon son familier Henri Picker, aurait espéré jusqu'au dernier moment que l'Angleterre, fidèle à son principe d'*équilibre européen*, allait par méfiance antifrançaise s'abstenir de lancer un ultimatum à propos de la Pologne : et bon analyste politique lui aussi il avait finalement rejeté la responsabilité du désastre sur '*cet ivrogne de Churchill*', l'enfant terrible du conservatisme britannique, et un ennemi instinctif et irréductible de l'idéologie et des pratiques national-socialistes aussi bien que communistes. Un chauvin, un impérialiste et un entêté, malheureusement influent et soutenu par des forces économiques et aussi des cercles intellectuels, mais dont le dictateur allemand espérait bien que les nombreux amis qu'il avait dans l'aristocratie britannique finiraient par se défaire. Mais il était exclu de se rendre dépendant de tels impondérables et donc s'il le fallait on passerait, afin de s'étendre à l'Est, par la guerre générale : car s'étendre à l'Est était l'essentiel du projet hitlérien, détruire la France un objectif de second rang, et s'entendre avec l'Angleterre un vœu très cher mais dont on se consolait qu'il ne fût pas accessible. Il s'agissait dans l'esprit des nazis de la survie même du peuple allemand comme groupe humain spécial et indispensable, et ici s'appliquait un des principes d'action du führer : *une seule décision courageuse de la part d'un politicien peut sauver la vie de milliers de soldats. Un politicien n'a pas le droit d'être pessimiste. Pour bien faire, il faudrait supprimer tous les pessimistes.* Même après l'entrée de ses armées en Pologne, sans déclaration de guerre, le 1^{er} septembre et une déclaration anglaise, qui était finalement venue le 2, et qui sans en être un, car Chamberlain n'avait pas voulu aller jusque là, ressemblait beaucoup à un ultimatum, il n'était pas question pour Hitler, en dépit de l'avis contraire de Goering qui conseillait un retrait, d'autre chose que de *jouer son va-tout* : "*Als Goering ihn daraufhin mit den Worten ansprach : 'wir wollen doch das Vabanque-Spiel lassen', und ihm riet, in den Polen frage zurückzustecken und Grossbritanniens Ultimatum anzunehmen, antwortete Hitler ihm jedoch : 'Ich habe in meinem leben immer Vabanque gespielt'*", rapporte Henri Picker. Et l'apparente résolution anglaise n'avait rien changé à la sienne.

C'était donc la guerre. Et pour que rien ne soit laissé au hasard en matière de sécurité intérieure, ce fut l'occasion pour Hitler de réorganiser la police, qui l'avait porté au pouvoir et qui était l'épine dorsale de son régime. Le 27 septembre, l'ensemble des services de police et de renseignement politique furent regroupés sous la dénomination RSHA, '*Office central de sécurité du Reich*'. Goering étant plus ou moins mis à distance de sa responsabilité dans ce domaine, Heydrich en fut fait maître, sous la haute autorité de Himmler, qui, quoique peu aimé d'Hitler, était devenu une puissance dans le Reich par l'efficacité avec laquelle il avait organisé la sécurité du régime. Ces deux là devaient encore entrer en concurrence avant l'élimination du premier par la résistance tchèque, mais sans que cela affecte vraiment la pesanteur de l'ensemble. Le seul Bureau 7, branche purement policière communément appelée '*Gestapo*', sur laquelle régnait Müller, comptait environ 40.000 agents. Et par la même occasion, un ordre secret du 1^{er} septembre 1939 lança le programme d'euthanasie des malades incurables. Avec la guerre, le **Reich** prenait les traits qui allaient le rendre inoubliable. Il s'agissait d'un régime policier, et qui jouissait pour cette raison de l'estime de toutes les polices d'Europe, et en particulier de la française qui prenait exemple autant qu'elle le pouvait sur la Gestapo et rêvait de pouvoir le faire davantage. Or une fois que la police est au pouvoir, il n'y a pas de recours. Seule dans une nation l'armée est aussi solidement organisée, et il est vrai qu'elle dispose d'armes plus puissantes : mais toute la culture de ses

membres est de soumission irréfléchie aux ordres reçus. Il suffisait donc à Hitler de mettre à sa tête un fidèle comme Keitel, et mieux encore de militariser une branche de la police, ce qui avait été fait avec la création de la SS, pour que toute menace disparaisse de ce côté. Cela explique qu'Hitler, contrairement à Staline, qui se trouvait seulement à la tête d'une bureaucratie post-révolutionnaire aussi ingérable qu'une brouette de grenouilles, ait pu échapper à la paranoïa des dictatures civiles et, passé l'épisode des *longs couteaux*, n'ait pas eu besoin de procéder à des purges périodiques pour garantir sa domination. Il lui suffisait de s'assurer que Müller, Himmler, Kaltenbrunner qui prendrait la succession de Heydrich, restassent concurrents et tous mutuellement hostiles, sous la surveillance de son secrétaire particulier Martin Bormann. L'armée quant à elle, toujours chapeauté par des fidèles, était efficacement marginalisée comme un pur instrument de destruction, non politique. Dans son rôle, essentiel mais bien délimité, la SS prouverait une dernière fois son efficacité et son utilité déterminante au moment du complot des généraux du 10 juillet 1944.

Hitler en envahissant la Pologne, avait eu – et tant pis - la guerre à l'Ouest : ou plus précisément une déclaration de guerre, puisque, chose peut-être inédite dans l'histoire, ce fut de ce côté là pendant sept mois une guerre en pointillés, sans opérations militaires d'envergure, sans tentative ni d'un côté ni de l'autre d'emporter la décision et d'atteindre des buts définis. A l'Est, tout était clair. Il avait été prévu avec Staline qu'il faudrait passer sur le corps des Polonais, et il n'y eut pas d'autres complications. A l'ouest, la livraison de la victime au bourreau prit des formes plus subtiles. Le Président du Conseil français, Daladier, et le Premier Ministre britannique, Chamberlain, lorsqu'ils avaient dû choisir entre faire la guerre à l'Allemagne ou revenir honteusement sur leurs engagements irréalistes envers la Pologne, avaient été contraints à la guerre : mais en pratique, ils allaient pourtant faire les deux choses successivement, quoique dans un ordre inattendu, puisqu'ils allaient laisser Hitler avaler la Pologne sans réagir, et faire la guerre à l'Allemagne après coup sans objectif défini. Tel est le sujet et le scénario des lignes qui suivent : un récit que les historiens racontent sans en souligner le caractère étonnant parce que les détails qu'il faudrait révéler pour le rendre compréhensible demeurent presque un siècle plus tard trop honteux et douloureux à considérer pour que l'on se résolve à les publier largement.

2. L'état de la France et celui de l'Angleterre

La catastrophe diplomatique du *Pacte germano-soviétique* étant survenue, prenant presque seul le risque de n'être ni compris ni dans un premier temps suivi, Churchill ne voulut pas s'en tenir à une condamnation facile mais sommaire de l'Union soviétique, qu'il voyait sur le moyen terme, sinon sur le long, comme une puissance d'équilibre, peu recommandable mais potentiellement utile étant donnée la fureur qui avait saisi l'Allemagne. Dans ses mémoires (*'The Second World War', abridged edition, Pimlico, 1959*), Churchill reconnaît la rationalité du *Pacte* du point de vue des intérêts soviétiques, et y voit avant tout un échec des diplomaties anglaise et française. Il rappelle la longue série des erreurs de Chamberlain qu'il avait dénoncées en leur temps, et souligne le caractère provisoire d'un traité entre l'Allemagne et la Russie qui n'avait à ses yeux d'*'alliance'* que l'apparence, en dépit de ce qu'en disait la propagande anticommuniste. Un simple expédient en réalité : «*Despite all that has been dispassionately recorded in this chapter, only totalitarian despotism in both countries could*

have faced the odium of such an unnatural act. It is a question whether Hitler or Stalin loathed it most. Both were aware that it could only be a temporary expedient. The antagonism between the two empires and systems were mortal. Stalin no doubt felt that Hitler would be a less deadly foe to Russia after a year of war with the Western Powers. Hitler followed his method of 'one at a time'. The fact that such an agreement could be made marks the culminating figure of British and French foreign policy and diplomacy over several years.»
Pour résumer : aucun compromis pour l'Angleterre n'était possible avec Hitler, alors qu'une alliance serait possible, pour un temps, avec l'Union soviétique, lorsque l'arrangement contre nature qui venait d'être trouvé entre les dictatures continentales aurait cessé d'être utile à l'un ou l'autre des deux compères. Tel était le verdict, cruel mais qui laissait des raisons d'espérer.

C'est à partir de ces quelques idées de base si tôt exprimées, et de leurs déductions que s'explique en très grande partie la figure que prit la seconde guerre mondiale sous l'impulsion de Churchill après son accession au pouvoir. Des idées personnellement churchilliennes, peu ou prou étrangères au reste des groupes dirigeants britanniques aussi bien que français. Les Français : des stratèges un peu primaires, pénétrés d'idéologie et par l'idéologie désorientés, tiraillés entre des intérêts contradictoires : et c'est probablement pour cela que se gardant de justifier leurs choix par une analyse raisonnée des intérêts et des forces en présence, ils alléguaient la *morale*, et l'évidente nécessité de défendre cette abstraction : *la démocratie*, abstraction d'autant plus fumeuse si on la confrontait à leurs pratiques concrètes. Pour trouver de la pensée géostratégique en France il fallait aller du côté des quelques individus hors-système qui s'autorisaient à penser : que ce soient les communistes, qui par principe pensaient monde et qui dans la lutte comptaient sur une Union soviétique censément irrésistible, ou bien alors tout à fait à l'opposé du côté des propagandistes de droite comme Rebattet et des futurs notables de la '*collaboration*' comme Henriot, de Brinon, ou de Monzie, qui déduisaient à peu près que la France n'étant pas de taille à vaincre seule l'Allemagne, elle ne pouvait que choisir entre deux maîtres. Et ceux-là, bizarrement pour un esprit de la seconde moitié du siècle formé par l'idéologie issue de la victoire anglo-américaine et d'un demi-siècle de propagande atlantiste, jugeaient que les anglo-américains étaient les plus pénibles à supporter, et les moins constants, les moins prévisibles dans leurs exigences s'il s'agissait de conclure avec eux un pacte de soumission. Les autres politiciens bourgeois, peu férus de philosophie politique, entraient à l'aveuglette dans une guerre confuse contre des puissances dont le nombre restait à leurs yeux indéfini, autant que le statut d'allié, de neutre ou d'ennemi : l'Allemagne, certes, et agrandie de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie, mais peut-être aussi l'Italie et même l'Espagne, deux pays et deux régimes pour lesquels on avait plutôt de la sympathie lorsqu'on était aux prises avec sa propre classe ouvrière, et peut-être même un jour prochain avec l'Union soviétique, le véritable ennemi idéologique, et le seul que l'on avait vraiment envie de détruire. Alors, une lutte contre le nazisme ? Certainement pas de manière bien claire et résolue dans la tête des classes dirigeantes françaises, en tous cas : et plus encore que les Anglais, les Français, en déclarant la guerre à l'Allemagne entraient dans une aventure non-pensée dans ses buts et ses moyens, puisqu'ils n'avaient jamais voulu l'entreprendre. Une guerre qu'ils ne renonceraient jamais à éviter, même après l'avoir déclarée.

Sur ce point, Staline aussi bien qu'Hitler allaient faciliter la tâche aux attentistes de l'occident bourgeois, car l'un comme l'autre préféraient laisser les Anglais et les Français en dehors de l'affaire polonaise tout aussi complètement qu'ils les avaient exclus des négociations préparatoires. Sur la frontière du Rhin comme en Mer du Nord il n'y eut d'abord aucune provocation de la part ni des uns ni des autres des quatre puissances confrontées. Ni Staline

ni Hitler, et encore moins les franco-anglais, ne voulaient de conflit généralisé en Europe : leçon à méditer pour ceux qui croient nécessaire que quelqu'un ait voulu une guerre pour qu'elle se produise, ou qu'une politique habile peut la façonner lorsqu'elle a été engagée selon la volonté et les intérêts de ceux qui l'ont déclenchée ou s'y sont résigné. Qui croient parfois follement, au moment où ils mettent le doigt dans l'engrenage, en limiter l'extension, la durée, et prévoir ses effets. 'Vous serez revenus avant l'automne', disait le Kaiser allemand à ses troupes en août 1914. Et d'une certaine façon, la leçon avait servi : cette fois on préférerait ne pas du tout partir se battre, mais cela n'allait rien empêcher : on allait partir quand même. Or tout comme l'incendie, la guerre une fois allumée, et même si c'est à contre-cœur, va là où le vent la porte et dévore tout ce qui sur son chemin était inflammable. En 1939 le conflit né à propos du couloir de Dantzig mit si longtemps à enflammer l'Europe entière que beaucoup de bons esprits croyaient encore au printemps de 1940 qu'il ne le ferait pas du tout.

La retenue générale de l'automne 1939 se voit du côté allemand si l'on considère les instructions qu'Hitler donne à son armée le 31 août, telles que les rapporte Churchill dans ses mémoires (et c'est pourquoi je les rapporte en anglais). Il s'agit de la 'Directive n°1 pour la conduite de la guerre' : "1. Now that all the political possibilities for disposing by peaceful means of a situation on the Eastern frontier which is intolerable for Germany are exhausted, I have determined on a solution by force. 2. The attack on Poland is to be carried out in accordance with the preparation made. 3. In the West it is important that the responsibility for the opening of hostilities should rest unequivocally with England and France. At first purely local action should be taken against insignificant frontier violations."

Des violations de la frontière allemande par l'armée française, il y en aurait suffisamment peu pour qu'Hitler ne se sente pas provoqué : Daladier et Gamelin y veillaient. Et du côté de Staline, même si l'Union soviétique avait d'avance négocié sa propre exemption, le même soin prévaudrait de ne pas déclencher une guerre franco-allemande, et cela se verrait dans la guidance du parti communiste français par l'**Internationale communiste**, ou **Komintern**, de Dimitrov qui, depuis Moscou et appliquant les directives de Staline dirigeait les partis communistes du monde entier.

A la date du 3 septembre, la position diplomatique de la France et de l'Angleterre était aussi claire qu'étaient incertaines et fluctuantes les résolutions de leurs dirigeants. Les termes du traité d'alliance avec la Pologne obligeaient à une intervention militaire contre l'Allemagne dans les quinze jours : mais rien de cela n'allait se produire. Un tel délai devait paraître conforme aux rythmes de la guerre auxquels on était habitués, même si l'on savait déjà qu'à l'âge des chemins de fer il avait fallu une mise en mouvement plus rapide que cela de l'armée russe pour sauver la France en août 1914. En réalité, les plans de mobilisation envisagés semblent bien paresseux si l'on considère que la *Wehrmacht*, en dehors de toute intervention d'un tiers, en aurait fini avec la Pologne au bout d'un mois avec la chute de Varsovie le 28 septembre 1939. Toutefois, l'inadéquation des engagements pris par la France et l'Angleterre, aussi bien dans l'autre sens que par l'Union soviétique, qui resta elle aussi pour l'essentiel l'arme au pied, fut sans conséquences puisqu'en pratique presque rien ne fut fait par quiconque qui allât dans le sens d'une exécution. D'ailleurs, les Anglais d'un côté n'avaient pas d'armée, et de l'autre côté l'armée française était entièrement pensée pour la défensive. Quant aux Soviétiques, ils préférèrent attendre que la *Wehrmacht* fit à elle seule le travail.

On se demande comment les Polonais avaient fait pour ne pas savoir que les promesses franco-britanniques étaient illusoires : mais la vérité du moment, peu imaginable avec le recul, c'était que les Polonais étaient convaincus de pouvoir à eux seuls tenir tête aussi bien à

l'Armée rouge qu'à la *Wehrmacht*, et même aux deux en même temps. Car comme le disent les Russes, d'autant plus abrupts que l'inimitié polonaise leur est de toutes façons définitivement acquise, les Polonais eurent toujours '*un rouble de prétention pour un kopeck de moyens*'.

A l'excessif allant polonais répondait une mollesse exactement inverse du côté anglais, et français davantage encore. Cette abstention scandaleuse de participer à une guerre que l'on s'était engagé à faire, et qu'on avait formellement déclarée était bien consciente et même ouvertement argumentée du côté du gouvernement Daladier, qui tenait qu'*il n'y avait rien d'autre à faire qu'à laisser Hitler faire ce qu'il voulait*, arguant que '*la guerre signifierait la fin de la civilisation européenne*', que '*dans les zones de bataille, dévastées et vidées d'hommes, les hordes cosaques et mongoles se déverseraient, menant l'Europe à une nouvelle "culture"*', et qu'*il fallait empêcher cela, même si cela entraînait de grands sacrifices*'. Le grand sacrifice du moment auquel pensait Daladier, c'était l'existence même de la Pologne : et son ministre-phare et futur successeur à la tête du gouvernement, Paul Reynaud, trouvait lui aussi ce sacrifice d'autant plus tolérable que son argent était à l'abri dans d'autres endroits.

Paul Reynaud est habituellement présenté par les historiens consensuels comme un grand républicain, un ferme antinazi, et seulement ensuite comme l'homme de l'alliance américaine : mais Reynaud était trop intelligent pour croire les Etats-Unis disposés à répondre au doigt et à l'oeil aux appels au secours d'une France en difficulté. Il était évident qu'à la fin de l'été trente-neuf ils n'en avaient même pas la capacité. Aussi Reynaud pensait-il surtout à l'Amérique comme à un refuge pour lui-même si les choses tournaient mal. D'aide américaine contre le nazisme et pour la sauvegarde de la république, on ne vit sous sa garde aucune organisation effective. Et d'ailleurs, l'idée était politiquement impraticable car contraire au fonctionnement constant des Etats-Unis comme puissance. On ne verrait pas l'Amérique s'engager dans une guerre européenne avant de savoir qui en Europe en sortirait le moins amoindri, et puisque de toutes façons c'était elle qui devait la gagner comme elle gagnait toutes ses guerres, sans savoir à l'avance ce que son engagement allait lui rapporter. Or un des objectifs de l'Amérique depuis au moins l'invention du *wilsonisme*, c'était la destruction des empires coloniaux européens. Il ne s'agissait pas de les sauver.

Daladier, qui sur ce point ne fonctionnait pas différemment de Staline, s'adressa donc directement à Hitler lui-même pour lui proposer de rechercher un compromis à propos de la Pologne. Saisi par une sorte d'*esprit de l'escalier* diplomatique, il pensait à son tour, mais un peu tard, à un second Munich : mais la configuration diplomatique étant fixée et les préparatifs opérationnels étant entamés, le Führer répondit qu'*il était trop tard* et *exprima ses regrets d'avoir à combattre la France*. Daladier aurait pu savoir, et Hitler ne risquait pas d'oublier qu'il avait aussi un compte à régler avec la France. Un compte qui remontait à novembre 1918, et que si la France lui avait déclaré la guerre sans la vouloir, lui n'allait pas laisser passer l'occasion de la revanche : simplement l'heure n'était pas venue.

La France et l'Angleterre étaient malgré tout formellement entrées en guerre : prenant en compte la division des forces politiques conservatrices, Chamberlain et son groupe s'étaient finalement ralliés à une solution de compromis entre leurs pacifistes et leurs bellicistes. On était entré en guerre, mais en laissant à la France une quasi-exclusivité des opérations terrestres éventuelles, si la France voulait les entreprendre : ce à quoi on ne la poussait nullement. L'adoption de cette nouvelle ligne, moins pacifiste, du parti Conservateur britannique allait de pair avec l'entrée de Churchill au Cabinet. C'était un Cabinet Chamberlain, dominé par les apaiseurs, et qui demeurait essentiellement attentiste, mais

l'aversion personnelle de Churchill envers Hitler apportait une touche nouvelle et rendait plus difficile tout accommodement avec l'Allemagne. On demeurerait ouvert à un retour à la paix, et on le resterait même après la destruction de la Pologne, Halifax prenant même l'initiative d'approches encore au début novembre 1939, mais en conditionnant la paix à un retrait d'Adolf Hitler au profit d'Hermann Goering. Il est concevable que le poids personnel de Churchill ait pesé dans cette évolution, qui rendait en pratique la paix impossible, au moins jusqu'à ce que la défaite française de juin 1940 rebatte les cartes, et rende de l'influence au clan défaitiste.

On sait comment le 1er septembre 1939, Chamberlain avait convoqué Churchill, jusque là honni, pour lui proposer une place au gouvernement : en partie au moins parce qu'il ne pouvait plus vivre avec une opposition active et bruyante de sa part. Churchill avait donné un accord de principe : ce qui explique en partie sa réserve dans les séances difficiles que Chamberlain devait vivre aux Communes les premier et deux septembre dans ses derniers efforts pour sauver la paix. A cela s'ajoutait la politesse toujours de mise entre membres du Parlement, et le fait que Churchill avait au fond eu par le passé beaucoup de considération pour l'homme au col cassé, son aîné, presque son mentor en politique, une étoile au firmament de la vie politique britannique. Mais tout cela comptait moins désormais. Un poste ministériel contre un silence qui valait bien des soutiens explicites : tel avait été l'objet, un peu mesquin, de la négociation, mais les conséquences allaient être considérables. Après le 3 septembre et la déclaration de guerre le parti travailliste et le parti libéral déclinèrent dans un premier temps l'offre de former un gouvernement d'union nationale et Chamberlain dut se contenter d'élargir son ministère en direction de quelques anti-munichois venus des rangs conservateurs eux-mêmes. Churchill avait alors été dûment récompensé pour avoir été bien sage en séance aux Communes, et il était entré au *Cabinet* comme **Premier lord de l'Amirauté**, c'est à dire en recevant le commandement de la flotte. Cela le mettait en position de faire la seule guerre qui pendant les premiers mois aurait lieu. C'était un compromis intelligent : à celui qui voulait faire la guerre, on confiait la guerre qui aurait lieu, en espérant qu'il ne ferait pas trop de zèle. Hore-Belisha devint secrétaire à la guerre tandis que trop impétueux sans doute, les jeunes loups churchilliens comme Alfred Duff Cooper, Leo Amery et Harold Macmillan furent laissés de côté. Eden fut confiné au poste subalterne de ministre des dominions, et en restant exclu du cabinet de guerre.

Churchill étant neutralisé, Leo Amery serait jusqu'au semi-retrait de Chamberlain avec le déclenchement des opérations à l'ouest le 10 mai 1940 le procureur le plus acharné aux Communes contre l'inertie dont beaucoup accusaient le gouvernement. Cela mettrait un point final à son ancienne amitié avec Chamberlain lui-même, et affecterait également ses relations ultérieures avec Churchill, pour qui l'essentiel était de ménager la chèvre et le chou pour durer dans les cercles du pouvoir. Il s'agissait de tenir une étroite ligne de crête, entre laisser prendre trop d'ascendant aux *apaiseurs*, disons la ligne Halifax, à qui Hitler ne cessera de tendre la main, et se démarquer comme excessivement hostile à tout arrangement qui permettrait un retour à la paix : ce que Churchill était effectivement, mais sans l'assumer. Un pas trop loin dans le bellicisme et on risquait la cassure du compromis : et l'on vit où était la limite avec l'éviction du ministre de la guerre **Hore-Belisha**, chassé du gouvernement en janvier 1940 en raison de ses positions anti-munichaises radicales, et aussi de **Stafford Cripps**, l'ex-travailliste, naguère exclu du parti travailliste, et désormais exclu du *Parti conservateur* en raison de son attitude critique à l'égard du gouvernement Chamberlain et de sa passivité. Mais il n'était pour le parti de l'antifascisme anglais que d'attendre que la logique inéluctable de la guerre se développât. Une fois renforcé et mis aux commandes par la

campagne de France et son issue tragique, Churchill trouverait utile et commode, en dépit de ses réserves de fond, de faire de Stafford Cripps un ambassadeur à Moscou : *"un cinglé au pays des cinglés"*, dira-t-il alors. Mais sa stature politique grandirait alors au point d'en faire un rival potentiel pour le poste de premier ministre lorsque la situation de l'Empire sera devenue très inquiétante, et que l'alliance soviétique passera pour décisive. Au retour de Moscou, et désormais sans parti, Stafford Cripps, que tous les partis se renvoyaient comme une patate chaude au temps des indécisions deviendra **Lord Privy Seal**, et concurrent en vue pour le poste de Premier ministre. Un aiguillon de gauche pour un Churchill qui avait jusque là surtout eu à ferrailer contre sa droite.

Une décision au moins était prise et faisait consensus en Grande-Bretagne : si l'on en venait à faire effectivement la guerre à l'Allemagne, ce ne serait pas comme la fois précédente. Sur le continent, la France serait seule, et l'on affectait de croire que cela ne devrait pas faire de difficulté pour l'allié français, puisque le général Weygand venait de déclarer : *«Je crois que l'armée française a une valeur plus grande qu'à aucun moment de son histoire. Elle possède un matériel de première qualité, des fortifications de premier ordre, un moral excellent et un haut commandement remarquable.»* Y croyait-il lui-même ? Probablement pas. A considérer sa conduite au moment de la crise rhénane aussi bien que par la suite, on doit supposer qu'il ne croyait pas l'armée française en mesure de tenir tête à celle d'Hitler : et c'était probablement une idée majoritaire en France, dans le public aussi bien que dans l'armée. Nul en tous cas ne songeait à une offensive : et en raison du choix fait de ne pas venir en aide à la Pologne, c'est à dire de manquer aux engagements pris, le test ne devait venir que huit mois plus tard, après qu'on aurait oublié l'optimisme de façade de Weygand.

Et l'Allemagne ? Comment, si les choses, en dépit de tout, venaient au pire, frapper l'Allemagne ? C'est là que Churchill encore ferait le choix essentiel, mais déjà inscrit en 1939 dans les programmes d'équipement militaire : la guerre terrestre serait remplacée par la guerre aérienne, sous la forme de bombardements terroristes contre les populations civiles allemandes. Tel était le plan qu'incarnèrent par la suite Harris et aussi Portal avec son sinistre mémorandum du 3 novembre 1942, qui fut point par point réalisé, jusqu'à ce que l'allié américain, concourant avec les objurgations de Staline, vînt le compléter en imposant le débarquement de Normandie de la composante stratégique d'opérations terrestres dont précisément Churchill avait espéré se dispenser par ce moyen. Sacrifier des civils allemands plutôt que des fantassins britanniques : tel était le pari churchillien, qui n'avait pas bien tenu compte – qui ne pouvait pas tenir compte – de l'inefficacité relative des bombardiers et de leur vulnérabilité. Mais il n'y avait encore rien de cela dans la tête de la majorité des Britanniques en septembre 1939. Dans la vision britannique telle que la figurait le groupe encore dominant de Chamberlain, on entrait en guerre, et cela entraînait la participation de la France : mais bien que l'alliance fût comparable et que les enjeux soient les mêmes, le schéma stratégique ne serait pas celui de 1914. On savait seulement cela et l'on s'était entendu sur un compromis, à mi-chemin entre les churchilliens qui voulaient détruire le nazisme *à tout prix* et les milieux jusque-là dominants mais provisoirement défaits qui pensaient que l'on pouvait s'en accommoder, et que sa destruction ne valait pas une guerre *du tout*. L'essentiel était que l'on ne disposerait pas de troupes sur le continent en quantité importante. Il n'y aurait pas *de second Paschendaele* : c'était le cœur de doctrine sur lequel Churchill lui-même était d'avance d'accord, car c'était aussi une de ses obsessions personnelles. On enverrait en France un corps expéditionnaire symbolique pour ne pas offenser l'allié du Continent qui recevait la mission de verser son sang pour interdire la côte sud du *Channel* à l'ennemi. Mais de combat terrestre de grande ampleur, il n'y aurait que de strictement indispensable, pour défendre l'Empire là

où il serait menacé : en Méditerranée, en Afrique, puis en extrême Orient, en raison des Japonais. L'Empire défendrait l'Empire, et en même temps la métropole.

Et les Français, dans tout ça ? Quels étaient leurs plans ? La réponse est qu'ils n'en avaient pas, si ce n'est d'attendre comme le lapin hypnotisé par le serpent l'assaut de l'ennemi, ou, bizarrement, de s'en prendre à la lointaine Russie, quoique selon des plans qui tenaient davantage d'un rêve de Picrochole que de l'art militaire. Conformément à l'habitude que César décrivait déjà chez les Gaulois, les Français, menacés par l'ennemi, se disputaient entre eux. A Londres le gouvernement de Chamberlain n'eut pas le loisir de s'endormir aussi longuement sur sa déclaration de guerre qu'on le fit à Paris, car l'esprit public ne le permettait pas. D'ailleurs, cela peut sembler incroyable, mais Chamberlain lui-même avait fini par trouver Daladier un peu mou par rapport à Hitler : et puisqu'il était de notoriété générale que le Français dans son pays était plaisamment décrit comme *le taureau du Vaucluse*, Chamberlain avait ironisé qu'il s'agissait d'un *taureau avec des cornes d'escargot*, qui se rétractent lorsqu'elles rencontrent un obstacle. L'Anglais pouvait bien se moquer du Français, mais il se trouvait empêtré dans la même difficulté, à devoir gérer l'entrée dans une guerre qui lui faisait horreur. Seulement il ne recourut pas à la facilité consistant à se distancier du pouvoir, et n'ayant plus le choix de reculer, il conduisit l'Angleterre jusqu'au début effectif des opérations terrestres – sur initiative allemande - en juin 1940 : une étape plus loin, donc, que Daladier dans la lente progression qui finit par conduire à la confrontation effective avec le nazisme. Dans l'immédiat il avait l'épée dans les reins car outre l'action personnelle de Churchill, stratégiquement placé au meilleur endroit du dispositif institutionnel comme *premier Lord de l'Amirauté*, des anti-munichois de provenances partisans diverses formèrent un groupe informel de surveillance fort d'une cinquantaine de parlementaires, visant à dénoncer les éventuelles tergiversations du pouvoir. On y trouvait des gens comme le conservateur Robert Boothby, l'indépendant Clement Davies, la féministe Eleanor Rathborne. Ce groupe dit des '*Vigilantes*' entretenait des contacts avec Harold Nicolson, Leo Amery, Harold Macmillan, et des personnalités de premier plan comme Clement Attlee, Archibald Sinclair et Hugh Dalton.

Si l'on considère que dès le 18 septembre 1939 un sous-marin allemand coula le porte-avions britannique *Courageous*, puis le 14 octobre le cuirassé *Royal Oak* à son mouillage de Scapa Flow, on peut être tenté de trouver curieux qu'Hitler ait eu l'idée de prendre l'initiative de la guerre navale, alors qu'il avait commandé la plus grande réserve sur le front terrestre : mais on comprend mieux ce qui s'était passé s'y l'on prête attention aux critiques qui émergèrent alors en Angleterre en provenance des milieux conservateurs : la *Navy* s'était montrée trop agressive dans la chasse aux sous-marins allemands. On comprend que les opérations sur mer avaient commencé immédiatement, la Grande-Bretagne ayant mis en place sans attendre le blocus maritime de l'Allemagne, et l'on ne peut que supposer que Churchill était personnellement derrière ces développements précoces. Hitler au moins n'en douta sûrement pas, qui prit rapidement l'habitude de le traiter de gangster, d'alcoolique, de dégénéré et bien entendu d'enjuivé. Et l'on comprend le calcul de Churchill. Que quelques navires britanniques soient torpillés était désagréable en soi, mais excellent pour commencer à souder la nation dans la haine de l'ennemi, même si le niveau d'hystérie susceptible d'interdire tout retour à une paix blanche ne put être atteint qu'un an plus tard après la défaite de la France, avec menace, largement imaginaire et fabriquée par la propagande, d'une invasion des îles britanniques elles-mêmes, et aussi, bien qu'il soit mal vu de le rappeler, avec la perspective toujours exaltante d'une guerre *aussi* avec la France après Mers-el-Kébir et la venue au pouvoir à Vichy d'anglophobes patentés comme Darlan et Baudouin. Pour un esprit anglais,

cette guerre-là commençait à ressembler à du sport de haut niveau et l'envie de participer devenait irrésistible.

Dans le même ordre d'idée, Churchill aurait bien voulu que l'on lançât dès ce moment des raids de bombardement sur l'Allemagne, mais Chamberlain et les siens s'y étaient, pour le coup, opposés. On n'avait pas encore oublié que la destruction délibérée de biens civils, éventuellement avec les civils eux-mêmes, avait étourdiment été classée comme *crime de guerre* dès les débuts de l'aviation, ce qui avait créé un risque de retenue dans l'usage de l'arme, d'autant que depuis les exploits de la Légion Condor en Espagne on avait partout marché dans les *démocraties* dans la dénonciation de ce moyen de la guerre comme typiquement *fasciste* et *non-civilisé*. Les *démocraties* avaient du chemin à faire pour moderniser leurs stratégies de guerre : mais elles allaient le faire. Il faudrait seulement attendre pour lancer la guerre terroriste aérienne *démocratique* que s'enclenchât dans le cadre de la dite '*bataille d'Angleterre*' d'août-septembre 1940 un engrenage du même genre que sur mer. Car sur mer, en revanche, la guerre chaude était commencée. Dans la première quinzaine de décembre, il y aurait la traque du **Graf Spee**, un épisode qui, après d'autres, nourrirait la presse patriotique, tiendrait le public britannique en haleine, et le ferait échapper à l'atmosphère démoralisante et débilitante de la *drôle de guerre* à la française. Du fait de Churchill et de la flotte, l'Angleterre ne connut pas vraiment la *drôle de guerre*, et il est vraisemblable qu'une invasion des îles britanniques, si elle avait eu lieu comme on en agita la menace pendant tout un été des deux côtés du *Channel* après la défaite de la France, n'aurait pas débouché sur une occupation aussi tranquille que celle du continent.

Dès son arrivée aux affaires, Churchill, outrepassant ses prérogatives de *Lord de l'Amirauté*, se mit à se comporter comme un ministre de la défense, et même comme un premier ministre. On l'apprend après soixante-dix ans de secret-défense, il va bientôt organiser, dans l'éventualité d'un débarquement allemand et de la constitution d'un '*gouvernement Quisling*' en Angleterre, une résistance clandestine toute prête à le combattre : tuer – *lâchement* diraient les journaux acquis à l'ennemi - des officiers allemands en leur tirant dans le dos, faire dérailler des trains de *permissionnaires innocents*, comme diraient à coup sûr les mêmes, liquider sans jugement des collaborateurs séduits par le *nouvel ordre européen* : tout ce que feraient, en résumé, quelques Français de façon improvisée à partir de 1941 et que l'on présenterait comme de l'aventurisme, y compris dans beaucoup de milieux anti-hitlériens. Cela, l'Angleterre pour sa part l'avait préparé à l'avance, et au niveau des moyens de l'État : ce qui démontre, si cela était nécessaire, que lorsque les hommes de l'État dénoncent un *terrorisme*, cela ne signifie pas qu'ils en répudient absolument les méthodes pour leur propre usage. L'autre leçon à tirer de ce moment, c'est que Churchill, dès son entrée au Cabinet de guerre se comporta en premier ministre occulte et parallèle, avec une doctrine de la guerre qui ne s'interdisait aucun moyen. Churchill, si l'ennemi posait le pied sur le sol britannique, était prêt à se battre comme un Russe ou un Espagnol contre Napoléon. Les Allemands, qui trouvent déraisonnable et donc immoral de ne pas céder devant une force évidemment supérieure furent choqués, et Hitler ne divaguait pas absolument, mais exprimait bien l'opinion consensuelle de son peuple lorsqu'il représentait Churchill en gangster armé de la mitraillette habituellement associée à l'image d'Al Capone : cet homme, tout comme le feraient les Russes, et à la différence des Français de Vichy, ne respectait pas les lois implicites de la guerre telles que les comprenaient les Allemands. Car si tous les peuples d'Europe parlaient d'un *droit de la guerre*, et depuis longtemps, chacun s'en faisait une idée particulière.

C'était un choc de civilisations, car Churchill en cela au moins n'avait lui non plus rien d'exceptionnel parmi ceux de sa nation et de sa classe. Après Dunkerque, s'attendant à des parachutages hostiles, tous les aristocrates d'Angleterre redescendirent des greniers les vieux pistolets hérités de leurs aïeux corsaires ou coureurs de brousse et les remirent en état : car si des petits Hitler revêtus d'uniformes pittoresques, et par ailleurs créatifs en matière de méthodes répressives, représentaient à leurs yeux des solutions de gouvernance convenables, et même peut-être optimales, pour des pays politiquement immatures comme la France, l'Italie ou l'Allemagne pris individuellement, un seul grand Hitler menaçant de conquérir toute l'Europe devenait une menace pour l'Angleterre elle-même. Et, sans forcément partager la tranquille arrogance britannique, on doit admettre que les théoriciens de l'Internationale comme Dimitrov, ou les officiels du régime comme Molotov avaient peut-être tort de mettre la France et l'Angleterre dans le même panier de l'idéologie *démocratiste* abstraite, mensongère et hypocrite : car il y avait quelque chose d'authentique dans l'antinazisme britannique : et même s'il arrivait aux Anglais de parler d'un *monde libre* à défendre, ce n'était pas pour eux, comme en France, une abstraction, mais une façon de désigner l'Angleterre elle-même, ses champs ses villes, ses villages et le *sunday roast* dans ses pubs, c'est-à-dire tout un mode de vie collectif et bien réel auquel tous tenaient : ce que George Orwell avait décrit comme *England, your Engand*. Et donc, comme la suite l'a prouvé, l'Angleterre allait se battre, comme la France, globalement, ne se battra pas. A la mi-décembre 1939, la guerre étant engagée avec la destruction du *Royal Oak* d'un côté, et du *Graf Spee* de l'autre, et George Orwell quittait l' **Independant Labour Party**. Il achevait son essai *Inside the Whale*, où il faisait la critique du refus de l'engagement incarné par Henry Miller – un auteur que par ailleurs il admirait - et redevenait mentalement un *soldat de l'Empire* au service duquel il mettait son talent littéraire. Et de l'autre côté du fossé politique si bien imagé par la disposition de la Chambre des Communes, il existait un certain degré de sincérité dans les professions d'un idéal national unanimement partagé que faisaient même les plus sots, snobs et égoïstes des aristocrates britanniques.

A ce sentiment de solidarité insulaire entre individus correspondait une certaine bénignité dans la lutte politique. Pour un aristocrate aussi conservateur soit-il, tout Britannique, même communiste, était un Britannique en dépit de tout : et cela d'autant plus qu'un sentiment réciproque d'appartenance nationale ne disparaissait jamais du cerveau d'un communiste britannique : si bien que du coup il n'y avait guère de communistes dignes de ce nom dans les îles britanniques, si être *communiste* en 1939 supposait d'abord que l'on fût docilement *stalinien*. Autant valait pour les philonazis : et on le vit lorsque l'antinazi Churchill prit la défense de son ami Edouard VIII, attaqué sous le prétexte de ses projets de mésalliance domestique, mais en réalité devenu impopulaire en raison de ses opinions philonazie, incompatibles avec le patriotisme du moment. Tel est le chauvinisme d'Albion : quelles que soient les divergences d'opinion, une Angleterre en guerre est unie comme le poing à mettre sur la figure de l'étranger, et contrairement à la France qui honore leur habileté, elle ne tolère pas les traîtres.

En France, la position des classes était différente. Dans les classes dominantes on était habitué depuis 1870 à l'idée que la France était dominée en tant que nation, et qu'après la saignée de 1914-1918 le courage français avait jeté ses derniers feux. On avait consenti à être dominé aussi bien par le voisin agressif d'outre-rhin que par le supposé protecteur d'outre-atlantique. Et l'on avait configuré ses avoirs et ses pratiques économiques pour que cette abjection soit confortable. Or il était visible que contrairement à l'Angleterre de 1914, l'Amérique se satisfaisait d'un compromis avec l'Allemagne. Hitler était fort populaire outre-Atlantique.

Dans ces conditions, le pacifisme de droite se fondait sur la certitude que, pour des raisons démographiques et culturelles, la domination allemande en Europe était inéluctable et qu'il était inutile autant que suicidaire de vouloir s'y opposer : d'autant que le choix était seulement entre cela et la submersion par le bolchévisme venu de l'Est. En France, l'obsession de la lutte des classes l'emportait de beaucoup sur la préoccupation de la lutte des nations : et d'ailleurs quand Staline, avec son *discours des marrons* du 10 mars 1939 et le lancement concomitant de la ligne idéologique nouvelle de la *guerre impérialiste* avait rompu les ponts avec ses potentiels alliés à l'Ouest, il l'avait fait avec les mots de la lutte des classes, et ainsi confirmé le point de vue de la bourgeoisie française. Il avait rappelé à toutes les bourgeoisies d'Europe continentale, qui n'en étaient que trop convaincues, que la menace pour leurs intérêts n'était pas tant l'étranger en tant que tel, que l'ennemi de classe qu'elles avaient à l'intérieur.

Molotov avait à sa façon attisé la réaction des bourgeoisies possédantes en mettant lui-même le débat sur le terrain de la lutte des classes. Il avait rappelé que le mouvement communiste ne donnait aucune créance aux pays de l'Ouest capitaliste au titre de la défense de valeurs humaines universelles. Si l'Ouest capitaliste se déchirait, cela ne l'empêchait pas de demeurer solidairement l'ennemi des travailleurs. Il avait répété le 24 août en commentaire de son annonce du pacte avec Hitler la dénonciation communiste de l'hypocrisie franco-anglaise : « *En Angleterre de même qu'en France, les partisans de la guerre ont déclaré à l'Allemagne quelque chose comme une guerre idéologique qui rappelle les vieilles guerres de religion. Il est insensé voire criminel, de mener semblable guerre pour l'anéantissement de l'hitlérisme en le couvrant du faux drapeau de la lutte pour la démocratie.* » Et donc, les dirigeants franco-anglais étaient prévenus : leur opposition à Hitler ne leur vaudrait pas la sympathie des partis communistes. Ils avaient bien lieu de continuer à croire à la lutte des classes, car dans toute la mesure où Staline, Molotov, Dimitrov y pouvaient quelque chose, c'est la guerre que l'on continuerait à leur faire.

Molotov avait peut-être eu tort, on l'a vu, de mettre la France et l'Angleterre dans le même panier : car même s'il arrive aux Anglais, peu adonnés aux abstractions, de parler à tout propos comme les Américains d'un *monde libre* à défendre, ce n'était pas non plus comme en France une abstraction mensongère désignant globalement les privilèges des plus fortunés. La critique de Molotov valait surtout pour la France, où les abstractions de la science politique telles que la '*démocratie*' sont prises au sérieux en tant que telles et valent que l'on s'entre-égorge comme on s'est entre-égorgé à propos de la *présence réelle* ou de l'antisémitisme, dès lors que des clans se sont constitués sous ces enseignes : mais où l'on reconnaît inmanquablement dans ces clans les défenseurs d'intérêts matériels plus ou moins sordides. Et il est de fait que le prétexte de la lutte pour la *démocratie*, faisant oublier et Hitler et la guerre, avait permis en France de remplacer la guerre étrangère contre Hitler par une guerre civile contre la classe ouvrière. Autre signe de ce retournement à prétexte idéologique, un anticommuniste obsessionnel, le général Héring était nommé gouverneur militaire de Paris le 7 septembre : et tout au long de la *campagne de France* de mai-juin 1940 il insisterait pour obtenir des forces de maintien de l'ordre supplémentaires autour de la capitale au détriment des opérations sur le front, justifiant une fois de plus l'apostrophe célèbre de Raymond Guyot et Fernand Grenier : "*Ce n'est pas à l'Allemagne que vous faites la guerre, mais au peuple français*".

S'agissant de la bourgeoisie française, le rappel effectué par Molotov n'était pas nécessaire, tant en France, à l'inverse de l'Angleterre, la solidarité nationale est un faible ciment par rapport aux solidarités d'intérêt. La France résignée à sa décadence était ainsi munie d'un fascisme de résignation qui se distinguait à peine de l'opinion majoritaire dans la population :

personne en réalité ne supportait la perspective d'une nouvelle guerre contre l'Allemagne, et cela explique la facilité avec laquelle, à l'approche de la guerre, les gouvernements radicaux et socialistes de Blum, Chautemps, Daladier, puis le gouvernement encore plus droitier de Reynaud, répudiaient toute planification d'une résistance réelle au fascisme étranger, que ce soit par le moyen d'une armée régulière ou d'une guérilla des villes ou des champs. Daladier, typique en cela du personnel politique de la Troisième république décadente, était avant tout un politicien bourgeois : une identité qui laisse peu de place au patriotisme. Aussi, quoique ayant déclaré la guerre, il ne faisait pas la guerre, et ne la préparait pas non plus : il faisait la politique de sa classe, et répondait aux développements récents de la grande politique européenne, où le conflit principal n'était pas entre nazisme et démocratie, mais entre l'idéologie socialiste et sa révolution d'une part et d'autre part une bourgeoisie dont le nazisme n'était qu'une forme de résistance extrême, et dont Hitler était le grand homme. Car le fascisme n'est rien d'autre que la bourgeoisie en état de guerre sociale : et donc Daladier admirait secrètement Hitler, qui de son côté trouvait Daladier utile et intéressant. On dit qu'il était l'homme politique préféré du chancelier, qui le préférait même à Laval, regrettant seulement que ni l'un ni l'autre n'eussent le courage d'instaurer la dictature qui eût convenu à la France et qui eût ouvert la voie à une paix sous hégémonie allemande, ouverte ou pudiquement habillée en *coopération* et *amitié* éternelle : une sorte de protectorat de la bourgeoisie française par une bourgeoisie étrangère plus puissante, semblable à celui qui s'imposa finalement sous égide américaine après 1945. C'était donc un bon début du point de vue d'Hitler si, quels que fussent ses prétextes et ses motivations, Daladier s'affairait pendant cette guerre sans guerre à mettre en place des lois et des structures mettant sous surveillance la classe ouvrière : ce qui serait ensuite le frein le plus puissant à l'organisation d'une résistance antifasciste contre l'occupation étrangère.

Hitler connaissait bien la situation politique et sociale intérieure de la France. Il avait par exemple un jour expliqué à son entourage pourquoi en cas d'occupation il savait pouvoir compter sur la police française. *'La police en France est particulièrement détestée, et c'est pourquoi elle recherche toujours un tuteur. Ce tuteur, ce sera nous.'* Le raisonnement qui valait pour la police valait aussi pour ceux que servait la police : l'ensemble des possédants, qui avaient déjà dans l'histoire du pays pu apprécier l'appui qu'un vainqueur étranger, tout en pillant le pays, apportait au principe de la grande propriété des moyens de production, et comment il était possible d'obtenir qu'il protégât l'essentiel des biens des plus riches. Hitler savait donc que, faute de paix fondée sur l'écrasement du judéo-bolchévisme en France, le *Pacte* présentait pour lui cet avantage collatéral que, tout en l'assurant de la bienveillance au moins temporaire de Staline, il affaiblissait l'ennemi français de l'intérieur en activant encore davantage une guerre civile qui était allumée depuis la guerre d'Espagne et la rupture de l'illusoire *Front populaire*. Une guerre civile qui couvrait en réalité depuis 1917 entre des milieux populaires qui regardaient avec faveur la révolution qui s'était faite à l'Est et les élites bourgeoises enclines à se targuer de la réaction fasciste contre leur *ennemi de l'intérieur* ouvrier.

De fait, c'était doublement que les bourgeoisies européennes pouvaient se sentir flouées par un *pacte* qui établissait une connivence entre ce qu'elles voulaient continuer à présenter comme un allié potentiel : l'Union soviétique, et leur allié secret : l'Allemagne nazie. Deux puissances désormais associées contre elles. Mais on n'imagine pas que les dirigeants bourgeois aient pu songer à renoncer à leur ligne de propagande : celle qui leur donnait un ascendant moral, et donc, persistant dans l'hypocrisie, ce fut, comme elles le font toujours, leur amour supposé de la *démocratie*, un amour dont l'expression tonitruante est

immanquablement suivie d'une attaque contre les libertés publiques, que les classes bourgeoises et aristocratiques mirent en avant pour justifier leur scandale dès les premiers jours qui suivirent l'annonce du pacte germano-soviétique. Elles n'allaient certes pas évoquer leur sympathie bien réelle pour le fascisme, qui leur donnait le sentiment d'avoir été flouées par Hitler autant que par Staline. Tout cela était bien décevant, et les classes ouvrières qu'elles avaient sous la main allaient servir d'exutoire à leur colère.

Il est impossible de comprendre tout-à-fait le comportement des élites gouvernementales françaises en cette conjoncture si l'on ne prend pas en compte à quel point elles étaient obsédées par le souvenir de la *Commune* de 1871. Car il s'agissait d'une obsession collective et non pas individuelle : ironiquement, au moment suprême de l'arrivée de la Wehrmacht sur Paris, Héring, probablement pris par ce vertige ou ce remords auquel d'autres céderont en juin 1940 en voyant ce qu'ils avaient fait, parlera de *résister jusqu'au bout dans Paris*, et il sera aussitôt remplacé par Dentz, un pro-allemand résolu celui-là, à l'heure de déclarer Paris ville ouverte. Car il y avait au sommet de l'État, placés là par Paul Reynaud, un Pétain, un Weygand, un Huntziger, qui gardèrent toujours la tête froide et entrèrent sans ciller dans la collaboration avec l'occupant contre le désordre intérieur et les menaces pesant sur les bonnes mœurs et les dividendes - surtout les dividendes.

Hitler, qui n'aurait sans doute pas pu sans cela acheter ou convaincre absolument tous les banquiers, tous les industriels, tous les généraux, tous les politiciens bourgeois de se mettre entre ses mains, avait beaucoup tiré avantage de leur peur du peuple et, paradoxalement, de cet esprit révolutionnaire et libertaire français qui avait au fil des années fait grossir un parti communiste solidement organisé et docile aux instructions données par l'Union soviétique. C'est paradoxalement un Anglais qui avait prodigué une des expressions les plus claires de cet état d'esprit commun aux élites françaises et anglaises : l'anticommunisme viscéral, mais qui aurait surtout des conséquences en France, où le parti communiste était une réalité politique puissante, alors que la totalité du parti communiste anglais, que Churchill envisagea il est vrai à un certain moment d'interner, aurait pu tenir dans un tout petit camp de concentration. Je veux parler de l'Air-Marshall Charles Burnett, un membre de la délégation rappelée le 25 août de Moscou où elle avait vainement négocié sous l'amiral Drax. Celui-ci en effet exprima sa satisfaction devant l'échec diplomatique auquel il avait participé, puisque, disait-il, «*la collusion stupéfiante d'Hitler avec Staline permettra à nos gouvernements de ne plus ménager le communisme*». Je dis *paradoxalement*, car la question se posait peu en Angleterre où le parti communiste était insignifiant, mais elle était devenue capitale en France, où l'exclusion de la gauche à potentialité révolutionnaire par les partis du consensus républicain n'allait pas de soi : c'était l'enjeu même de la lutte politique depuis 1917. Mais dès septembre 1939, et donc bien avant l'occupation allemande du territoire, la bourgeoisie de centre-gauche qu'incarnait Daladier, et qui s'était naguère laissée enrôler dans le *Front populaire*, n'avait plus eu d'ennemis qu'à gauche : et c'était un événement.

En France, l'interdit lancé contre l'Union soviétique après le pacte germano-soviétique, et contre le parti communiste qui lui faisait allégeance, changeait tout, et avait eu des conséquences politiques, réglementaires et policières immédiates. Pendant tout le temps qui précéda l'occupation allemande, et donc presque une année entière, l'ennemi bolchévique allait remplacer en tant que Croquemitaine l'ennemi nazi tout proche et qui affûtait ses couteaux : et en réaction contre cette menace intérieure, Daladier, qui avait préparé une succession droitrière en introduisant Paul Reynaud dans le ministère, laissa aussi Paul Reynaud préparer sa propre succession au profit de Pétain en truffant la haute administration de tout un personnel encore plus droitier parmi lequel le Maréchal puiserait ses ministres : comme par

exemple l'ami personnel d'Emmanuel Berl, Paul Bouthilier, qui deviendrait le grand argentier de Vichy, nommé le 31 août dans les organes dirigeants de la Banque de France, mais aussi avec lui toute une kyrielle de hauts-fonctionnaires, banquiers, commis de haut vol qui passeraient sans transition de la république à l'ex-république, justifiant cet aphorisme de l'historienne Annie Lacroix-Riz : '*le cabinet Paul Reynaud, c'est le bottin mondain de Vichy*'.

Typiquement, lorsque le 13 septembre 1939, juste après la déclaration de guerre à l'Allemagne, Daladier créa un *ministère de l'armement*, c'est au synarque Raoul Dautry qu'il le confia. Raoul Dautry venu de la société Schneider et chef du côté français du *Comité France-Allemagne* d'Otto Abetz. Et celui-ci s'entoura immédiatement de technocrates qui allaient après juin 1940 s'épanouir dans les allées du pouvoir vichyste comme Jean Bichelonne, François Lehideux, Jacques Barnaud, de la banque Worms, Henri Du Moulin de Labarhète, Jacques Guérard et, pour ce qui est du monde universitaire, Alexis Carrel. Loué pour son efficacité républicaine par certains historiens, mais bien exemplaire de la haute administration secrètement pro-fasciste, Dautry était en réalité partie prenante du complot qui organisait la défaite pour favoriser la venue au pouvoir de Pétain, dans lequel il était plus particulièrement chargé de gérer les bons rapports avec Hitler. Car, comme le résume excellemment Annie Lacroix-Riz en conclusion de ses plongées profondes dans des archives longtemps interdites et que la plupart des historiens préfèrent ne pas consulter depuis qu'elles sont ouvertes, *la collaboration ne fut pas la conséquence de la guerre et de la défaite, mais la guerre et la défaite les conséquences de la collaboration*. On le voit, dès avant l'occupation et la mise en sommeil de la république, la bourgeoisie s'était unifiée contre la classe ouvrière et l'ensemble des milieux modestes dans la configuration conflictuelle qui serait celle de la *résistance* face à la *collaboration*, et au niveau organisationnel le régime de Vichy n'aurait rien à changer : car en arrivant à Paris les Allemands trouveraient tout constitué un appareil administratif prêt à collaborer au pillage de la France, des juges d'esprit suffisamment répressif et munis de toutes les lois nécessaires. Crucialement, la *Sécurité* allemande trouverait des services policiers français bien organisés, bien renseignés grâce à un fichage intensif des militants ouvriers sur les sources potentielles de désordre anti-allemand, et décidés eux aussi, par anticommunisme rabique, à collaborer sans scrupules avec l'ennemi. C'est ainsi que la lutte contre l'Allemagne nazie serait censée justifier non pas des mesures de défense nationale et de mobilisation des énergies françaises en vue de la liberté française, mais d'autres qui firent avant l'heure ressembler la France à l'Allemagne nazie elle-même.

3. Le parti communiste et la déclaration de guerre

Daladier n'avait pas attendu la guerre pour exploiter l'événement du *Pacte germano-soviétique* contre le parti communiste. Que le *Pacte* en réalité signifiât la guerre, et même plusieurs guerres dans la guerre, dont une guerre civile française réactivée, et donc aussi le prochain déchaînement d'une persécution anticommuniste était, en dépit du déni de façade, bien compris au sommet du Parti, qui se mit en état de défense. D'une part la Direction changea alors de braquet dans ses formes de contrôle interne, et un début d'épuration eut lieu en son sein avant même les ruptures et les grands reclassements qui découlèrent des réactions individuelles à la nouvelle ligne de la *guerre impérialiste*. Par ailleurs, dès leur première réunion retour de vacances du 25 août, les membres du Bureau politique réunis à Paris jetèrent les bases de structures adaptées à la clandestinité qui allaient durer jusqu'en 1945.

Une organisation dont, dans la première période, l'homme clé fut Fried, représentant en France de l'Internationale.

Dès le 12 septembre, Jacques Duclos demandera à Charles Tillon, revenu à Paris, de mettre sur pied des structures militaires clandestines, puis le 9 octobre, après l'interdiction du Parti et l'internement des députés communistes, il lui donnera l'ordre de plonger personnellement dans la clandestinité : ce qu'il fera avec davantage de savoir-faire et de réussite que la moyenne des militants. La plupart en effet manifestèrent un laisser-aller qui leur coûta parfois cher : et cette désinvolture persista un certain temps encore dans les débuts de la période d'occupation allemande, d'autant que la politique initiale d'Otto Abetz visant à utiliser le parti communiste comme un moyen de chantage sur Vichy correspondit pendant quelques mois à un allègement de la pression policière instaurée par Daladier mais que le pouvoir subordonné de Pétain n'avait dans les premiers temps pas eu les moyens de soutenir. Beaucoup, qui ne furent pas aussi prudents et rigoureux que Charles Tillon furent alors repérés, et pris par la suite, victimes de leur inexpérience et de leur incompréhension du sérieux de la situation.

Le *Pacte* avait causé du trouble dans les esprits. Devant le péril ressenti pour la France et pour le Parti, auquel la politique de Staline ne semblait pas répondre. Maurice Thorez, rentré à Paris dans la soirée du 24 août, put le constater au sommet même du monde militant. A ceux des membres du groupe parlementaire communiste qui s'insurgeaient, il répondit brutalement au niveau des grands principes indiscutables dans le Parti que « *nous n'avons pas à nous immiscer dans les affaires extérieures de l'Union soviétique* ». Le plus probable est qu'il était embarrassé car il n'avait lui-même reçu ni explications ni consignes quant aux arguments à mettre en avant. Cependant, il avait compris l'intention stalinienne, comme le montre ce qu'il confiait à son entourage immédiat : *'Je ne savais pas plus que quiconque que le Pacte allait être signé, mais cela n'a pas d'importance. L'essentiel est que la guerre soit maintenant engagée, mais que l'URSS ne soit pas dedans'*. Il avait bien compris que le pacte c'était la guerre, que les intérêts français ne faisaient pas partie du calcul et il y consentait : mais la théorie officielle à l'intérieur du Parti, et qui fut diffusée à l'intention du public général sans pouvoir être maintenue plus d'une semaine, était que *le pacte germano-soviétique renforçait les chances de la paix*.

Une fois bien chapitré, le groupe parlementaire communiste à l'Assemblée nationale donna le même jour, 25 août, un communiqué dans lequel il rendait platement compte de l'exposé fait par Maurice Thorez. Celui-ci dénonçait l'hitlérisme comme un facteur de guerre, mais approuvait le *Pacte* en tant que garantie de paix et le déclarait compatible avec un accord tripartite franco-anglo-soviétique que l'on affectait de croire encore en cours de négociation : ce qui était se leurrer, car contrairement aux espoirs que Dimitrov avait cherché à nourrir pour consoler les Français, le pacte signé avec l'Allemagne interdisait à l'Union soviétique des accords séparés avec d'autres parties. En réalité, tout le monde sentait ce qu'il en était : on allait à la guerre, et seuls les communistes les plus dévots faisaient semblant de croire le contraire, tout en prônant l'antifascisme, ce qui était en soi contradictoire, puisqu'il était patent depuis 1936 que le fascisme était guerrier et ne serait arrêté que par la défaite militaire. Au total, dans le rapport de Thorez, que l'on peut supposé laissé à ses propres moyens par un Staline qui avait d'autres chats à fouetter, et parmi les idées qui lui étaient venues, il n'y avait rien qui pût atténuer le choc de voir la patrie du socialisme renoncer à la lutte contre le fascisme en tant que tel pour laquelle tant de communistes venaient de donner leur vie en Espagne et ailleurs.

Des tentatives d'explication et de justification du *Pacte* furent faites dans la presse du Parti, qui étaient répercutées et discutées dans les cellules. Elles reposaient en partie sur le mensonge, et un mensonge qui supposait bien du toupet, puisqu'on déniait que le *Pacte* signifiât la guerre, et pour la France une guerre sans appui anglais significatif et sans allié de revers, comme pourtant seuls les plus naïfs pouvaient encore l'ignorer. La chronologie est une fois de plus sans appel, puisqu'il ne devait s'écouler qu'une petite semaine entre le moment où Ribbentrop et Molotov burent ensemble le champagne du succès dans les négociations de paix entre l'Allemagne et l'Union soviétique et l'entrée de l'armée allemande en Pologne. Et encore ce délai n'était-il dû qu'à la nécessité, du côté soviétique, de faire passer la décision par le *Soviet suprême*, puisque le mensonge et le faux-semblant ne pouvant être l'apanage du monde capitaliste il existait malgré tout une *démocratie* et un *état de droit* soviétiques, à peu près aussi substantiels que ceux de la France et de l'Angleterre, et qui interdisaient que Staline semblât décider seul l'engagement de l'Armée rouge. Mais enfin, quand les orateurs ont fini de pérorer, il faut bien que les décisions des décideurs s'appliquent, et l'incontournable ratification étant acquise le 31 août, et la légalité socialiste pleinement respectée, l'invasion allemande de la Pologne allait avoir lieu le lendemain premier septembre.

A la date du 26 août, la guerre, en dépit du *pacte* selon les uns, et en raison du *pacte* selon les autres, était donc de plus en plus menaçante, et Aragon, dédaignant dans *Ce Soir* de cacher l'effrayante réalité, avait assumé la nécessité de soutenir en dépit de tout la Pologne. En appelant implicitement à la guerre antifasciste dans le cadre d'une union nationale, il agissait de façon passablement hérétique par rapport à la ligne du Parti : mais cela n'avait pas retenu le gouvernement de procéder sans attendre à la saisie de *Ce Soir* et de *l'Humanité*, déclarés solidairement « *dangereux pour l'ordre public et pour la défense du pays* ». Car ce même jour, Daladier avait pris un décret interdisant tout écrit '*dont la publication est de nature à nuire à la défense nationale*' : ce qui recouvrait l'ensemble de la presse communiste, quoique à peu près rien d'autre, et surtout pas la presse pro-allemande. Le dernier numéro, saisi par la police, de *l'Humanité* légale, celui du 26 août 1939, titrait sur '*L'union de la nation française contre l'agresseur hitlérien*', et affirmait, en un vocabulaire étrange par rapport aux thèses de Molotov autant que décalé par rapport au comportement du gouvernement Daladier : « *les communistes français... Seront au premier rang des défenseurs de l'indépendance des peuples, de la démocratie et de la France républicaine menacée* ». Mais on ne peut pas s'étonner que des professions de foi patriotiques et antinazies n'aient pas arrêté le bras d'un gouvernement qui avait cessé d'être national et qui n'avait pas le nazisme pour hantise principale. A partir de ce jour *l'Humanité* ne fut plus imprimée que clandestinement et avec des moyens de fortune, et ne reparut plus légalement et avec une pagination normale qu'après la libération de Paris en août 1944. Continuité du fascisme français triomphant, avec ou sans la *république*.

Le 28 août fut instaurée la censure de la presse, puis le 29 Daladier s'en prit au droit de réunion en interdisant pour la première fois un meeting du Parti communiste à la Mutualité. Une perquisition policière eut lieu au siège du Parti le 31, inaugurant une campagne de persécution arbitraire et illimitée de toutes les activités militantes. Le Parti était toujours légal, mais on allait ajuster le droit au fait plutôt que l'inverse, comme il est assez habituel avec la structure politico-administrative de la France, et rendre les armes à l'extrême-droite qui demandait depuis un bon moment sa dissolution. Du côté des ennemis traditionnels et des plus récents, Doriot et les autres renégats communistes devenus super-Munichois étaient les plus acharnés contre leur ancien parti, réclamant sa destruction radicale : mais ce pas ne serait franchi que le 26 septembre, avec l'entrée de l'Armée rouge en Pologne. Dans l'immédiat, les

autorités voulurent user de la carotte aussi bien que du bâton, et le 28 août, faisant miroiter une suspension des mesures policières anti-communistes, la préfecture de la Seine avait convoqué quelques notables du Parti, dont Georges Marrane, pour les inciter à se désolidariser de Staline. Cependant cet appel, et toutes les autres manœuvres de séduction, resteraient incapables de ramener les masses militantes dans le giron idéologique de la mourante république bourgeoise : même si la Direction avait des difficultés à faire accepter la ligne de *la guerre impérialiste*, l'opprobre jeté sur les positions communistes n'eut pas d'effet notable sur les engagements populaires parce qu'ils étaient enracinés dans les situations vécues, et aussi parce que la répression policière avait provoqué une réaction de défi dans la profondeur du peuple communiste. Le bon sens populaire tenait que les hommes du capital étaient responsables de la guerre, plutôt que Staline, en attendant de conduire à la défaite.

Par la suite, le Parti allait continuer à se marginaliser en s'alignant sur la critique que Staline et Molotov faisaient des motifs franco-anglais d'entrer en guerre, et la répression supposée *républicaine* s'ensuivit, qui faisait progressivement sortir du régime républicain. Le 1er septembre Daladier allait prendre un nouveau décret-loi « *réprimant la publication d'informations de nature à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit de l'armée et des populations* », avec cette fois des peines de dix ans de prison. Les réunions communistes étaient également interdites. C'était la fin de toute activité de propagande communiste à visage découvert. Puis l'avalanche ne cessa plus des textes répressifs, ciblant le mouvement ouvrier plutôt que les sympathisants de la puissance et de l'idéologie nazies auxquelles la France supposément *démocratique* était en principe en butte. Le 9 septembre, un nouveau texte définissait quiconque aurait fui à l'étranger comme *ressortissant étranger*, et prévoyait la déchéance de nationalité : une disposition qui menaçait immédiatement les responsables du Parti qui passaient leur temps entre Paris, Bruxelles et Stockholm, où Fried représentait l'*Internationale*, et qui n'affectait pas les nombreux thuriféraires français du nazisme allemand, lesquels n'avaient pas spécialement besoin de voyager puisque la police se désintéressait de l'installation à demeure des nazis allemands en France.

Ces développements répressifs, qui faisaient déjà sortir du régime républicain, n'étaient pas une surprise pour les intéressés à qui Daladier avait enseigné tout au long des dix-huit mois précédents ce qui était possible dans la *démocratie* à la française. Comme le Parti avait quadruplé ses effectifs entre 1935 et 1937, la masse militante demeurait considérable, aux alentours de 280.000 adhérents, soit dix fois plus qu'en 1934, mais sans alliés et sans programme autre que la défense de l'URSS et le maintien de la paix – ce qui semblait désormais bien dépassé – le Parti n'exerçait plus aucune influence sur la politique du gouvernement et il était désigné pour les coups. Par ailleurs, en approuvant le *Pacte*, le Parti se coupait aussi des forces sociales moins éloignées et qui avaient pu dans d'autres circonstances se comporter en alliées : à commencer par le mouvement syndical où il avait tant travaillé à prendre de l'influence. Et ce fut pour lui un grave revers lorsque, le 24 août, sur la proposition de Jouhaux, la commission administrative de la CGT vota la condamnation du *Pacte*. Seule *La Vie Ouvrière* de Benoit Frachon s'aligna sur la position communiste.

Le 18 septembre la rupture allait être consommée entre pro et anti-communistes les militants communistes composant un syndicat *Unitaire*, opposé aux partisans de Jouhaux et Belin, proches du pouvoir. Par la suite, ceux-là formeraient la CGT *confédérée*, qui encouragerait le gouvernement à traiter la CGT *unitaire* de Benoit Frachon avec la même rigueur qu'il traitait le parti communiste : et en effet, le dernier numéro de *La vie ouvrière* paraîtra le 21 septembre, avant l'interdiction le 26, en même temps que celle du Parti. Les *Confédérés* de leur côté, ayant échappé à l'interdiction grâce à une scission formelle de dernière minute le

25, refuseront de condamner l'interdiction de la presse communiste puis approuveront toutes les mesures prises à l'encontre des communistes. En raison de son manque de solidarité ouvrière et démocratique élémentaire, Jouhaux serait longtemps une des têtes de Turc favorites de *l'Humanité* clandestine mais cela ne le dissuaderait pas de travailler jusqu'à la fin avec les gouvernements défaitistes de Daladier et Reynaud. Il se mettrait seulement par la suite en congé de la politique tandis que Belin, l'arbre tombant du côté où il penchait, allait finir ministre à Vichy : mais l'harmonisation du syndicalisme français sur un mode autoritaire, et même totalitaire, puisque inspiré des pratiques fascistes au sens littéral du terme, telles qu'inventées en Italie par Mussolini, n'allait pas attendre l'invasion et l'avènement du maréchal cacochyme. Dès le 7 octobre 1939, les accords du *Majestic* entre le gouvernement encore supposé 'républicain' de Daladier et la CGT confédérée instaurent la *collaboration patronale, ouvrière et gouvernementale*, signifiant qu'en pratique les représentants du personnel, au lieu d'être élus, seraient désormais nommés par le gouvernement parmi les candidats proposés par les organisations *représentatives*, c'est-à-dire approuvées par le gouvernement. Les premiers représentants ainsi choisis sur la base de leur engagement pro-gouvernemental, pro-patronal et anti-communiste devaient ensuite, sans aucune solution de continuité résultant de la défaite et de l'occupation allemande, faire carrière sous Pétain, puis après la 'libération', sans davantage d'anicroche, dans le syndicalisme sponsorisé par les Etats-Unis pour contrer l'influence communiste et soviétique dans le monde du travail. Le monde du travail organisé français dans la décennie 1938-1948 fut sous plus d'un rapport un havre de continuité : exactement comme si aucune guerre et cinquante millions de morts n'avaient pu suffire à altérer sa tranquille soumission à l'autorité, son respect des hiérarchies et des institutions quelles qu'elles soient et quels que soient leurs visées et leurs principes.

Dans la lutte civile qui se mettait en place, l'essentiel des agressions venait donc de la bourgeoisie au pouvoir, le parti communiste et les classes travailleuses prenant les coups et hésitant sur la stratégie à adopter pour les esquiver, sans vraiment se croire en mesure de les rendre. Il y eut alors d'étonnants à-coups dans la politique du Parti français. Si la récente approbation du *Pacte* était conforme à la ligne de la *guerre impérialiste*, et était faite pour plaire à Moscou, le vote des crédits de guerre le 2 septembre allait dans l'autre sens, puisque Staline aurait préféré que le partage de la Pologne ait des conséquences aussi limitées que celui de la Tchécoslovaquie, avait continué à espérer qu'il ne débouchât pas sur une guerre européenne générale, et comptait pour cela sur un dégonflage franco-anglais. Il n'était pas en soi illogique que les communistes aient soutenu l'entrée en guerre contre Hitler de la république française. Contre le fascisme européens ils étaient en guerre chaude depuis au moins juillet 1936 et cette guerre nouvelle, si elle avait été menée honnêtement et intelligemment, même par la bourgeoisie la plus conformiste et obtuse, aurait été la leur. Si les communistes français faisaient exception à l'atmosphère générale qui régnait dans leur pays au moment de l'entrée en guerre, ce n'était pas dans le sens qui leur était naturel du pacifisme, mais à l'inverse. C'est le reste de la société française, et avec elle le gouvernement qui la représentait, en un certain sens *démocratiquement*, qui étaient, au moment même où les communistes de leur côté se résignaient à la guerre, d'un défaitisme écoeurant. Mais il est avéré que dans cette conjoncture précise Staline eût préféré la paix. Par son vote belliciste, le Parti français se coupait de Moscou, et en même temps le fait d'adhérer à une défense nationale sous l'égide d'un gouvernement plus actif contre le communisme international que contre les puissances fascistes ne portait aucune promesse de réintégration dans la communauté nationale. Le Parti sur le moment déclara avoir agi par solidarité avec la Pologne. S'agissait-il en réalité d'échapper à la répression au prix d'une infraction à la

discipline internationaliste ? Si c'est le cas, l'effet fut manqué : et il ne pouvait que l'être, étant donné que la répression était en route, qu'elle découlait de l'approbation du *Pacte*, et même plus lointainement, de la participation à la guerre contre Franco et du refus de *Munich*, comme cela devint évident puisque seuls les communistes furent stigmatisés, et dès cette époque, comme insuffisamment patriotiques, alors qu'ils se distinguaient au contraire -et ce n'était pas la première fois - dans le sens de la résistance à Hitler : mais c'était pour cela même que les communistes français, qui ne comprenaient même plus très bien la politique de Staline, étaient plus seuls que jamais. Le mouvement communiste était, du fait du *Pacte*, stigmatisé comme un allié d'Hitler : et pourtant, les communistes en septembre 1940 étaient presque seuls à juger que cette guerre était nécessaire, et si le même enthousiasme avait partout régné ils auraient pu arguer que la société ne faisait que les rejoindre sur des positions qui étaient les leurs depuis un moment : il fallait faire la guerre au fascisme. Mais à la date du 3 septembre une vague de pacifisme, celui-là véritablement abject face à l'agression hitlérienne effective, déferlait au contraire dans le pays. Alors que le chef syndicaliste Delmas lançait, sans que nul ne parlât de trahison, un *appel pour la paix* largement suivi par le parti socialiste, le gouvernement lui-même entamait en Suisse des tractations avec Friedrich Grimm, émissaire de Ribbentrop, qui n'avait jugé nécessaire de quitter la France que dix jours plus tôt, tant il se trouvait à l'aise encore, au seuil de la fausse guerre que la France allait déclarer à l'Allemagne, dans le bain tiède et complice de la bonne société parisienne. Par la suite, une fois la guerre déclarée, le 13 septembre, Louis Lecoq lancerait son '*Manifeste pour la paix immédiate*', qui serait signé par Alain, Giono et Déat, désormais un des accusateurs publics les plus véhéments contre le parti communiste, sans que cela leur cause trop d'ennuis avec la police. Par la suite de vastes milieux, et la SFIO elle-même, se prononceraient contre la guerre, qui d'ailleurs n'allait dans un premier temps pas avoir lieu du tout sans que cela tienne en rien aux manœuvres inhibitrices du parti communiste français.

La situation était que les partis bourgeois qui s'étaient mis dans la main d'Hitler et qui s'y étaient résignés étaient bien résolus à ne pas aller à la guerre chaude au moment même où ils subissaient l'obligation de la déclarer : et c'était une toute autre guerre, moins dangereuse pour eux, la guerre sociale qui les préoccupait et qu'ils entendaient mener. C'est ainsi que, dès le 1^{er} septembre, avant même sa déclaration effective - et ce fut son premier acte comme chef de la seconde guerre démocratique - Daladier fit arrêter - gibier facile pour sa police fascisante et dont il n'est pas certain qu'elle ait par décence ou par prudence au moins provisoirement interrompu sa collaboration avec ses homologues italienne et allemande - des dirigeants communistes étrangers réfugiés en France après la guerre d'Espagne comme les italiens **Palmiro Togliatti** et **Luigi Longo**, et l'allemand **Franz Dahlem**. Bonnet, toujours en concertation amicale avec l'ambassadeur d'Italie - à lui on pouvait même parler sans se cacher puisque le fameux et inattendu '*coup de poignard dans le dos*' du printemps 40 était encore à venir - venait de lui expliquer que « *les partis socialo-communistes étant pratiquement réduits à l'impuissance, il existait désormais la possibilité de faire en matière de rapports franco-italiens ce qu'il avait toujours en tête mais que la situation intérieure l'avait empêché de faire jusqu'alors* ». Ce n'était pas du bluff, et même l'action avait précédé la promesse : car lorsque Dimitrov, quelques jours plus tôt, avait demandé à Luigi Longo d'établir la liste des brigadistes internés en France, il était apparu que leur nombre était de cinq mille, auxquels il fallait ajouter plusieurs dizaines de milliers de réfugiés espagnols. Tous des antifascistes éprouvés et incontestables que l'on mettait hors de combat en prélude à la supposée guerre des '*démocraties*' contre le *fascisme*.

Il apparut bientôt avec évidence que le vote des crédits de guerre, s'il ne suffisait pas à réconcilier le Parti avec la société bourgeoise, allait également à l'encontre non seulement de ses positions antimilitaristes habituelles et de tous les instincts qu'il tenait de ses origines mêmes, mais aussi de la ligne du Komintern du moment, et que c'est probablement parce que la liaison avec Moscou avait été défailante, et qu'un grand trouble existait à Paris au niveau de la Direction, qu'une telle initiative avait pu être décidée. La preuve en est que la correction était bientôt venue de Moscou : dans un télégramme du 1er septembre 1939, Dimitrov avait proposé une analyse de la situation et une ligne stratégique qui ne correspondait pas à la trajectoire prise inconsidérément à Paris. Il expliquait qu'on avait eu tort de soutenir trop facilement Daladier. Dimitrov, ou plutôt, le pilotant en sous-main Staline lui-même, avait comme d'habitude raison. La réaction du gouvernement Daladier au vote des crédits de guerre par le parti communiste montrait bien que cette initiative purement locale avait été inconsidérée et reposait sur de faux espoirs : les gouvernements bourgeois des pays qui se disaient *démocratiques* de l'Europe occidentale n'avaient l'intention ni de faire la guerre au fascisme, ni de conclure la moindre trêve ou alliance avec les mouvements ouvriers ou l'Union soviétique en vue d'une telle guerre. Quand on était la direction du parti communiste français, il n'aurait fallu à aucun moment laisser croire aux militants que l'on pouvait encore en quoi que ce soit faire confiance à Daladier. Une erreur dont la nature est sans complexité : le Parti s'était laissé entraîner par son antifascisme en oubliant qu'on ne peut pas combattre le fascisme en alliance avec les alliés du fascisme : et il faut croire que la direction française n'avait pas identifié Daladier et le personnel qui l'entourait comme tels. Or même si l'on était encore loin de tout savoir sur le personnage, il était clair que par sa politique hostile au monde ouvrier, et en suivant aveuglément la politique antisoviétique anglaise, Daladier s'était disqualifié pour mener la lutte du peuple français contre l'Allemagne nazie. Cela, les communistes de direction avaient seulement fait semblant de l'ignorer et ils avaient pu croire que c'était ce que Moscou préférait : mais voilà que Dimitrov, comme un cocher qui fait claquer le fouet pour réveiller les chevaux assoupis, expliquait que le Parti communiste, au lieu de rester dans l'ombre d'un gouvernement de trahison, devait revendiquer le rôle premier, et non le second rôle, dans la lutte contre le fascisme. Le 7 octobre, dans un long télégramme adressé à la Suisse, aux Pays-Bas et aux pays scandinaves, l'Internationale allait appeler à une guerre de propagande active et sans complexes contre la social-démocratie et son appui à *la guerre pseudo-antifasciste*, qui '*n'est qu'une préparation de la guerre contre l'Union Soviétique*'. Certains plans de guerre ultérieurs de l'État-Major allaient démontrer que l'intuition de Dimitrov – ou bien plutôt celle de Staline – ne le trompait pas. Depuis 1917, et il en serait encore de même un siècle plus tard et même après la dissolution de l'empire soviétique, la planification militaire française viserait toujours d'abord à contrer la menace des *rouges venus de l'Est*. Il allait rapidement apparaître que, même si vingt ans après Verdun personne dans la caste militaire française n'aimait l'Allemagne, on la détestait beaucoup plus fort et avec moins d'arrière-pensées depuis qu'on pouvait la décrire comme l'alliée des Russes.

'La guerre pseudo-antifasciste n'est qu'une préparation de la guerre contre l'Union Soviétique', écrivait Dimitrov, et il est difficile de lui donner tort en ce qui concernait la situation française. La situation anglaise était plus paradoxale et avait fourni une sorte de contre-épreuve pour juger du peu de validité de la stratégie communiste française. L'épreuve des faits allait départager les parisiens des moscovites lorsque le secrétaire général du parti britannique, Harry Pollitt, allait se rebeller contre la ligne kominternienne interdisant de façon uniforme d'appuyer des gouvernements bourgeois. Il se trouvait que l'Angleterre était devenue une exception dans la mesure où le pouvoir s'y orientait dans un sens

authentiquement patriote : d'où ce résultat que, soutenant que la lutte antifasciste restait primordiale, Pollitt s'était aligné sur Chamberlain à partir du moment où, même si c'était par chauvinisme ou pour d'autres mauvaises raisons, il avait abandonné l'espoir de trouver un terrain d'entente avec Hitler. Cependant l'**Internationale** appliquait sa doctrine uniformément et sans faire d'exception pour la Grande-Bretagne. Le 29 septembre Dimitrov, confirmant le point de vue de Moscou, avait donc protesté contre les écarts de Pollitt : *'La ligne d'appui à Chamberlain conduit le prolétariat anglais au carnage dans le seul intérêt de la bourgeoisie impérialiste. Chaque communiste doit lutter au cours de la guerre contre la réaction dans son propre pays'*. Mais Pollitt s'était entêté. Etre en butte à un gouvernement politiquement hostile, mais tout de même patriote, faisait un monde de différence, et le Parti britannique, qui cultivait un certain isolement par rapport à l'Internationale, devait maintenir sa position jusqu'à ce que Pollitt soit remplacé, le 3 octobre 1939 : la nouvelle direction s'aligna alors sur Moscou, sans pour autant déclencher un redoublement de persécution. Le communisme anglais allait juste se fondre dans la société britannique en état de défense nationale et y disparaître dans l'insignifiance si l'on met à part les exploits de son élite intellectuelle en matière d'espionnage au profit de l'Union soviétique.

L'antifascisme de l'aristocratie britannique, tout récent mais plus sincère que celui de la bourgeoisie française, allait jusqu'à tolérer les formes prises par celui de ses communistes : mais en France il n'y avait aucune stratégie du parti communiste qui pouvait garder les communistes hors de prison. Aussi, en cohérence avec les positions qu'il recommandait, et très critique de la décontraction et du manque de rigueur doctrinale des communistes français, Dimitrov recommandait des *mesures urgentes* visant à *préserver les hommes et les liaisons et assurer leur fonctionnement ultérieur*. Puis le 2 septembre, il réagit à l'annonce de ce qui s'était passé à Paris en demandant à être informé sur la situation dans laquelle se trouvait la Direction, et sur sa position par rapport au gouvernement. Les Français étaient restés un long moment sans répondre, et Dimitrov s'était adressé à son agent en Suède pour essayer d'avoir des nouvelles. Le 4 septembre, il fit part de son inquiétude sur le sort des dirigeants de l'Internationale installés à Paris, comme Togliatti, Fried et l'argentin Codovilla, et recommanda de les envoyer dans un pays neutre pour y assurer la continuité du travail politique : mais son intervention arrivait un peu tard, puisque plusieurs d'entre eux avaient d'ores et déjà été arrêtés. Le sept septembre, il avait à nouveau perdu la liaison avec la direction parisienne.

Le 9 septembre, Dimitrov, qui avait retrouvé par Pierre Villon le contact avec Thorez, Tréand et Fried, leur avait détaillé la teneur de la doctrine nouvelle du Komintern par un télégramme *'contre la guerre impérialiste'* : la paix étant désormais garantie à l'Est, le conflit ouvert entre l'Allemagne d'une part et les franco-anglais d'autre part ne pouvait plus être considéré comme *lutte antifasciste*, mais comme le choc de trois impérialismes. *'La guerre actuelle est une guerre impérialiste, injuste, à laquelle la bourgeoisie de tous les états en guerre a une part égale de culpabilité. Dans aucun pays la classe ouvrière, et à plus forte raison le parti communiste, ne doivent soutenir cette guerre. [...] Il est nécessaire de changer de tactique. Les partis communistes doivent se déclarer contre la guerre. Passer à l'offensive contre la politique de trahison de la social-démocratie. Les partis communistes, surtout ceux de France, Angleterre, Etats-Unis, Belgique, dont la ligne politique est en contradiction avec cette ligne doivent redresser leur ligne'*.

Le lancement de la ligne de la *guerre impérialiste* n'était plus vraiment nouveau, mais il n'avait apparemment pas encore bien pénétré dans l'esprit des masses militantes, et aux camarades qui s'étonnaient du changement de stratégie envers la menace fasciste, Jacques

Duclos allait devoir rappeler que seule était légitime une guerre qui servait la révolution mondiale. Le concept de *guerre impérialiste* n'aurait pas dû sembler étrange aux camarades, puisque le camarade Staline l'avait introduit dès le mois de mars, et comme le camarade Dimitrov venait de l'expliquer, il s'appliquait clairement à la guerre que Daladier voulait faire entreprendre à la France, dès lors qu'après la signature du *Pacte*, la paix était redevenue possible. Dès l'instant où le *Pacte* avait mis un terme à l'agressivité allemande – et le *Pacte* signifiait qu'il n'y avait plus d'agressivité allemande – la guerre qui demeurerait possible était celle que promouvaient désormais des Daladier, des Chamberlain, en appui du pouvoir réactionnaire de Pologne, et si elle devait éclater, on devrait en assigner la responsabilité aux gouvernements français, anglais, polonais, et elle aurait un caractère impérialiste. Il fallait donc accepter sans murmures la correction de ligne venue de Moscou, même s'il n'était pas question d'entamer une agitation révolutionnaire contre la politique, que l'on désapprouvait désormais dans tous les domaines, du gouvernement. Telle était désormais la consigne.

D'autres traces, ultérieures, subsistent du caractère discontinu et imparfait du contrôle de l'Internationale – c'est-à-dire de Moscou – sur les partis communistes occidentaux dans la période agitée du premier mois de la guerre. Ainsi, par exemple, lorsque Montmousseau, ancien secrétaire de la CGTU, avait fait paraître dans *La Vie Ouvrière*, journal de la CGT, du 13 septembre un article conforme à la ligne '*antifasciste*', depuis répudiée, et qui semblait approuver la déclaration de guerre consentie par Daladier, il avait été vertement condamné le 27 par le secrétariat du Comité exécutif du Komintern. Le papier avait été décrit comme '*politiquement erroné, nuisible, pénétré de l'esprit social patriote de l'époque guerre de 1914, opposé à la ligne politique de l'Internationale communiste.*' La sévérité de la correction était justifiée par l'obstination du personnage après les remontrances de la semaine précédente et cette fois le parti français accusa réception sans ambiguïté. Le vote des crédits de guerre fut bientôt décrit par la Direction comme une erreur, et donc tout était remis d'équerre, jusqu'aux prochains malentendus et retards de transmission.

Quant à la cohérence des rapports entre Moscou et les partis communistes étrangers, la cohésion de l'Internationale supposait des communications efficaces, et à la vitesse où les événements se succédaient, il était inévitable que des décalages apparussent entre la ligne décidée à Moscou, ce qu'en connaissait la direction communiste parisienne, et de plus loin encore la base militante. En réponse aux exigences parfois inattendues de Staline le Parti français réagissait de façon parfois approximative quoique globalement docile : ce qui ne signifiait pas un manque de résolution des militants, puisqu'ils risquaient de payer cher pour leur communisme quel qu'en soit le contenu de doctrine. C'est peut-être avec une certaine exagération, par sous-estimation du poids des mentalités et des traditions populaires locales que même un sympathisant bourgeois, extérieur au Parti mais habituellement compréhensif de ses positions comme Emmanuel d'Astier, devait décrire la politique communiste sous Tréand et Duclos comme « *la réverbération brutale de l'ordre stalinien, de la partie entre Staline et Hitler.* Et il critiquera ces premiers moments de la période d'interdiction et de clandestinité comme '*substituant la palinodie et la virtuosité à l'explication fondamentale*'. Ici la critique avait de la valeur comme ne venant pas d'un observateur systématiquement hostile, et la notation doit sans doute être reconnue exacte qui devait rester comme thèse historique : l'interdiction du 26 septembre sauvera le Parti du débat interne sur la question nationale, mais avec cet effet que la ligne du moment, celle de la *guerre impérialiste*, allait demeurer figée à travers une longue période dans la tête des militants les plus disciplinés, jusqu'en juin 1941 en réalité, et les mettre en porte-à-faux dans des moments et des circonstances où elle était devenue inadéquate et même absurde.

En tant que la doctrine de l'Internationale déterminait les discours et les attitudes quotidiennes des militants communistes de base, une phrase surtout dans la première formulation de la ligne de la *guerre impérialiste* était sans doute excessive et dangereuse : '*la bourgeoisie de tous les états en guerre a une part égale de culpabilité*'. Car tout de même il était difficile de défendre devant des camarades moins convaincus que la France et l'Angleterre, même si leurs politiques y avaient conduit, avaient voulu cette guerre, ou s'étaient données des buts de guerre aussi féroce-ment agressifs que la partie allemande ! Une phrase que les plus disciplinés, sinon les plus habiles, parmi les militants du Parti, souvent mobilisés à partir de septembre 1939, parfois isolés dans leurs unités, puis après juin 1940 pour beaucoup d'entre eux faits prisonniers et envoyés en Allemagne, allaient pourtant prendre au pied de la lettre, et ainsi s'isoler davantage qu'il n'aurait été utile et nécessaire. Mais en pratique dès que les communications deviennent difficiles, le Parti français manifeste des réflexes politiques divergents par rapport aux résolutions élaborées au même moment par l'Internationale : d'où la nécessité périodique des corrections, mais aussi sans que cela exclue dans l'autre sens des concessions de la part du Centre. Et il est remarquable de noter que la tendance générale indépendante du parti français va dans le sens de l'internationalisme, de l'antifascisme, de l'universalisme libertaire français. Et c'est au fond à cause de cela, plus encore que de l'allégeance extérieure plus théorique que réelle en ce qui concerne la masse militante que, quelles que soient les hésitations et les compromissions de la ligne nouvelle du Parti, et quelles que soient les convergences occasionnelles avec les forces politiques les plus inattendues, le communiste français de l'automne 1939 était résolument devenu un paria promis aux foudres de la justice, et que pendant tout le premier mois de la guerre, en dépit du fait que les communistes avaient tous jusqu'au dernier répondu à leur appel sous les drapeaux, la campagne anticommuniste ne fit qu'enfler dans le pays.

Une hypothèse générale peut être aventurée pour rendre compte de la dérive tendancielle entre le Komintern tenu par Staline et les vues de la direction française : il s'agit de voir que les deux partis, français et soviétique ont des histoires différentes, qui ont tendu à sélectionner des militants et des dirigeants de mentalités différentes. On peut décrire à première vue le Parti français comme un parti petit-bourgeois, le parti d'une classe ouvrière embourgeoisée, et qui n'a jamais effectué la moindre révolution, ni même pris part au moindre mouvement insurrectionnel. Le parti de Staline, pour sa part, n'est pas étranger, originellement, à toute action révolutionnaire, encore que la vraie révolution russe ait été celle de février, à laquelle il avait été étranger, et non celle d'octobre, qui fut plutôt un coup d'État interne au mouvement révolutionnaire : mais en tout état de cause, une fois la guerre civile gagnée et Lénine puis Trotsky sortis du jeu, le parti bolchévique de Staline n'est plus celui d'octobre et du combat effectif contre des forces réactionnaires, mais peut se décrire, et a été décrit comme un parti *thermidorien* : le parti de ceux qui ont mis fin à la période révolutionnaire et entendent consolider leur domination, le parti des survivants, et bientôt des parvenus de la révolution de 1917. Staline, leur chef, qui va s'appliquer à les éliminer progressivement pour faire encore autre chose de la société politique soviétique, est donc l'homme de l'intrigue des factions, et la politique soviétique est définitivement marquée par un esprit de calcul politicien à l'intérieur d'un État solidement retranché. Cela déteint sur ses pratiques en matière de politique internationale, et donc dans sa gestion du Komintern qui en est l'instrument. Le Komintern de Dimitrov est résolument politicien, même s'il est plus conscient des exigences de clandestinité que les partis semi-légaux, ou à légalité partielle et périodique, comme le Parti français.

La situation des années trente est donc caractérisable comme celle où un parti russe, thermidorien, c'est à dire visant à stabiliser des acquis : un parti du *statu quo*, internationalement aussi bien qu'intérieurement, tient en laisse, mais sans rigueur, un parti français qui accepte sa subordination, mais sans comprendre toujours les intentions, les projets, les priorités du centre directeur. Une sorte de parti godillot de Staline. Et bien entendu, ce parti français a en même temps et contradictoirement sa vision propre, ses traditions héritées, ses réflexes, ses travers, ses paresse. Il n'est ni plus ni moins révolutionnaire que son mentor étranger, mais il est en-deçà de la révolution dont il parle, quand le parti russe est au-delà, et toute sa politique spontanée ne vise qu'à maximiser son influence dans le cadre d'une république bourgeoise qu'il ne songe nullement à contester dans son principe, ni à menacer, sinon en paroles.

Cette analyse sommaire, que l'on pourrait définir comme '*caractérielle*' donne à comprendre que le Parti français, au lendemain d'une déclaration de guerre pour lui problématique puisqu'elle allait dans le sens de son antifascisme, mais en même temps à l'encontre de son pacifisme tout aussi fondamental, ne l'aurait pas dénoncée aussi fermement s'il avait été longtemps abandonné à ses propres raisons. Il avait fallu que soit déclarée obsolète une de ses deux dimensions idéologiques en conflit : à savoir l'antifascisme, au profit de l'autre : le pacifisme. Et c'était en soi une difficulté que le pacifisme ait dû être réactivé par l'organisation même, l'Internationale, qui avait si puissamment oeuvré dans l'autre sens pendant la période précédente de la guerre d'Espagne. La difficulté principale était là. Elle était de qualité presque *morale*, au sens où il existe une *morale politique*, voulant que le plus utile et opportun dans l'instant soit inacceptable si l'on considère le long terme, la nécessité de rassembler les camarades et de leur insuffler le désir de se battre pour la cause : et c'est pourquoi les éléments les plus intellectuels du Parti, principalement, eurent du mal à avaler la couleuvre. Car sinon, en termes de calcul stratégique, la position soviétique, aussi difficile à admettre fût-elle, était facile à expliquer : Staline ne voulait en aucune façon que l'Union soviétique fût impliquée dans un conflit militaire, et la meilleure assurance de cela, c'était qu'il n'y eût pas du tout de conflit. Il n'acceptait que comme un pis-aller la guerre qui s'annonçait pour la Pologne entre la France et l'Angleterre d'un côté et l'Allemagne de l'autre : une guerre qui semblait inévitable, mais à laquelle au moins il n'aurait pas à prendre part. Comme premier choix, Staline aurait voulu qu'Hitler soit contenu par des moyens diplomatiques, et ses agressions limitées par de la dissuasion. Grand *apaiseur* à l'instar de Chamberlain, Staline demandait logiquement aux communistes français de désavouer la politique de leur gouvernement lorsqu'elle semblait tendre à la guerre, ne pouvait que regretter la déclaration de guerre franco-anglaise du 3 septembre, et voulut continûment un retour aussi rapide que possible de la paix après cette date.

Le 10 septembre, Fried avait convoqué Duclos et Frachon à Lille et leur avait communiqué les termes de la nouvelle ligne, dûment répercutés en France : mais le 17 une nouvelle modification s'imposait avec la non-intervention de la France plus d'une semaine après l'invasion effective de la Pologne. Celle-ci représentait en effet une trahison des engagements pris envers la Pologne qui obligeait à affiner le diagnostic porté sur l'*impérialisme* français : si les garanties de la France et de l'Angleterre avaient été dénoncées comme illusoires – ce qui n'était pas mal vu - elles l'avaient aussi été – contradictoirement - comme un simple prétexte à justifier une *guerre impérialiste* : et il apparaissait évident que la France ne voulait pas faire la guerre, impérialiste ou pas. Dans la *guerre impérialiste* il n'y avait plus d'impérialiste que le pays avec lequel la patrie du communisme avait trouvé une forme d'arrangement un peu clair et un peu stable, à savoir l'Allemagne. Faut-il voir un rapport

entre cette constatation et le réalisme du Komintern qui lors de sa réunion du 22 septembre finit par entériner certains choix civiques des partis frères occidentaux, dont celui des communistes français de ne pas se dérober à leurs obligations militaires légales et de répondre aux ordres de mobilisation ? Le Komintern se borna donc à interdire toute participation *volontaire* à la guerre impérialiste, dans quelque armée que ce soit. Il prescrivit que les communistes devaient se plier à leurs obligations militaires lorsqu'ils en avaient, mais devaient résister aux autres pressions, et même avec un statut militaire travailler *dans le sens bolchéviste* : formule vague qui recouvrait probablement le devoir de défendre par la discussion les positions communistes, et rien de plus. C'était déjà beaucoup demander dans une situation d'incorporation dans une armée en guerre, et c'est pourtant ce que firent tout au long de leur *drôle de guerre*, de leur captivité allemande puis de leur internement soviétique, des sujets comme Daniel Georges. Il n'était pas seul de son espèce et si l'on en juge aux témoignages laissés sur la période par d'autres militants du Parti, comme **Jacques d'Andurain** (*Drôle de Mère, In Libro Veritas, 2007*), ou bien encore **Gilbert Brustlein** (*Chant d'Amour d'un Terroriste à la Retraite, à compte d'auteur*), le Parti vivait encore dans l'armée : mais si dans les paroles et les attitudes l'antimilitarisme faisait fureur, il n'était jamais parlé de sabotage, de désertion ou de refus d'obéissance, comme il en était pourtant arrivé, fameusement, après la première guerre mondiale et l'intervention contre la révolution bolchévique. Au total, dans le même temps où se généralisait l'alignement de tous sur le concept et la condamnation de la *guerre impérialiste*, sa mise en œuvre était platonique. Il est étonnant de constater qu'en contradiction avec les conseils de Dimitrov, les députés communistes mobilisables, dont certains comme Thorez, Tréand et Clément qui avaient d'abord prévu de se transférer en Belgique, au Danemark ou en Suède et de plonger dans la clandestinité, avaient au contraire résolu de rejoindre leurs unités : et ils furent suivis dans cette folle aventure de la quasi-totalité des élus et militants communistes. Ceci au moment même où ceux d'entre eux qui étaient députés, recevaient et appliquaient la consigne de ne pas voter la guerre dont ils venaient de voter les crédits. Plus étonnant encore le fait que l'Internationale semblait, pour le coup non seulement accepter, mais encourager que l'on obtempérât aux ordres de mobilisation bourgeois, puisque Raymond Guyot qui résidait à Moscou au moment de la déclaration de guerre fut même rapatrié en France afin de rejoindre son unité.

Parmi les responsables historiques du mouvement communiste, un homme comme Charles Tillon était mieux placé peut-être pour gérer sa désobéissance à l'État bourgeois saisi par une guerre ambiguë : Tillon qui avait appris que la police l'avait mis sous surveillance, et qui n'était pas mobilisable, avait rejoint une planque connue de lui seul, la première d'une longue série jusqu'aux jours enivrants de la libération de Paris. Dans son cas, qui n'était ni pour la première ni pour la dernière fois idiosyncratique, les habitudes et réflexes de la résistance avait commencé à s'installer le premier septembre 1939. Tillon, dans son esprit de conséquence était une exception, mais c'était très généralement qu'entrer en résistance au fascisme et au nazisme, pour un communiste de l'automne de 1939, ne signifiait pas aller faire la guerre d'un gouvernement bourgeois de plus en plus sournois et ambigu dans ses visées réelles. Dans l'armée française de 1939, les communistes ne faisaient pas entièrement confiance à tous leurs officiers, et les officiers ne faisaient pas du tout confiance à leurs communistes. Dans le cas de Tillon comme dans tant d'autres, la *Résistance au nazisme* dont la république de 1945 et depuis ne craint pas de faire l'éloge officiel avait dû passer par la résistance à la supposée *république* de 1939 et 1940, puisque tout cela se passait à une époque où les pétainistes, qui n'avaient que partiellement accédé aux leviers de commande de l'État,

ne pouvaient encore qu'occuper des places, et intriguer dans l'ombre, sans disposer librement de la police et de la *Sécurité militaire*.

4. La fin de la Pologne et ses conséquences politiques

On le vit dès que le premier septembre 1939 Hitler attaqua la Pologne : il n'y avait pas d'*impérialisme* strictement français, ni même d'objection française à l'impérialisme allemand. Staline n'en avait pas encore déduit une nouvelle ligne officielle parce que l'ancienne demeurait politiquement nécessaire dans ses rapports avec Hitler, mais il en avait très pragmatiquement tiré les conséquences. Il avait compris qu'en l'absence d'opérations militaires à l'Ouest, l'Allemagne pourrait très vite avaler toute la Pologne et venir sur sa frontière : et c'est ce qui l'avait déterminé à occuper la Galicie orientale polonaise, en conformité avec certaines clauses secrètes du pacte germano-soviétique dont sa prévoyance avait évité l'omission lors des récentes négociations de Moscou. Les clauses par lesquelles Staline avait obtenu de ne pas avoir la Wehrmacht, même apaisée, trop près de Moscou.

C'est alors, lorsque la guerre germano-polonaise entra dans sa phase finale, que le *Pacte* se fit concret de par ses effets visibles, et qu'au plan intérieur français les choses s'aggravèrent pour les communistes. Dans les premiers jours Staline avait commencé par ne pas appliquer les accords de Moscou, et il s'abstint pendant près de trois semaines d'attaquer la Pologne par l'Est comme il était prévu en soutien de l'agression allemande. Au lieu de cela, il attendra pour venir constituer son glacis défensif face à la Wehrmacht d'être certain du succès allemand et de l'inexistence d'une intervention des franco-anglais, à laquelle, ne mesurant pas le manque d'envie d'en découdre des *démocraties*, il s'était d'abord un peu attendu. Principalement par souci de ne pas se trouver impliqué dans un conflit dont la France et l'Angleterre auraient été parties prenantes de l'autre côté, il ne se prévalut des clauses secrètes qui lui réservaient une partie du pays que lorsqu'il fut bien clair d'une part que la France et l'Angleterre restaient de facto neutres, et que d'autre part - mais c'en était la conséquence - la Pologne était sans aucun doute possible condamnée. Alors, ne voyant aucune offensive terrestre se produire sur le Rhin, ni aucune gesticulation navale en Baltique ou en Mer du Nord, Staline avait dû se dire qu'il avait bien fait de ne pas compter sur une alliance défensive avec des gouvernements de cet acabit, mais tant de coupable passivité lui rendait en l'occurrence service, et c'est tout-à-fait rassuré de ne pas voir arriver la flotte anglaise à l'assaut de Léninegrad qu'il fit le 17 septembre faire mouvement à l'Armée rouge. Celle-ci entama alors dix jours d'une rapide progression en territoire polonais, à la rencontre des Allemands, mais pratiquement sans opposition de la part d'une armée polonaise qui était à cette date défaite. Dix jours plus tard, Varsovie était tombée aux mains des Allemands et l'URSS avait signé avec l'Allemagne un traité '*de délimitation et d'amitié*' qui entérinait la nouvelle situation géostratégique. Atteignant approximativement l'ancienne *ligne Curzon*, elle récupérait les régions de l'ex-Pologne qui faisaient partie de l'empire des tsars à la veille de la révolution de 1917 et qui étaient majoritairement peuplées d'Ukrainiens et de Biélorusses.

Les historiens bourgeois aiment faire croire à la fable d'une invasion concertée et conjointe de la Pologne par Staline et Hitler : ce qui les autoriserait – pensent-ils – à parler d'une *alliance* soviéto-allemande. Mais l'histoire militaire, impitoyable dans son chiffrage pour les falsificateurs, retient qu'il y eut dans l'ensemble de l'affaire polonaise 737 tués russes contre 16 000 Allemands et 66 000 Polonais. L'Union soviétique n'avait pas fait la guerre avec

l'Allemagne : elle avait poussé ses pions en Pologne en profitant de la guerre germano-polonaise : ce qui n'était peut-être pas très chevaleresque, mais ne justifiait pas les mêmes prévisions pour l'avenir. La grande Histoire doit donc retenir que les deux puissances les plus anticommunistes du continent – l'Allemagne et la Pologne – s'étaient battues entre elles, épargnant à l'armée communiste la peine de *tirer les marrons du feu*. Et à la fin Staline avait pris un gage territorial qui ne lui avait rien coûté, et qu'il n'aurait peut-être jamais osé prendre s'il ne lui avait pas été offert sur un plat d'argent par ses ennemis géographiques, naturels et ataviques. Le 8 octobre, Béria allait signer la directive sur le contrôle des prisonniers de guerre servant de cadre réglementaire au fonctionnement du camp de Kozielsk, ouvert pour accueillir les officiers et policiers polonais faits prisonniers dans les territoires conquis par l'URSS, ou livrés par Hitler sur la base de leur origine géographique d'avant-guerre. Staline, chez qui la méfiance l'emportait toujours, les considérait comme pro-fascistes et anti-soviétiques dans leur grande majorité et comme non utilisables dans un combat à venir contre l'Allemagne, et même comme éventuellement dangereux, et il les ferait exécuter à l'approche de l'invasion nazie au mois de mars 1940. De cela nous reparlerons en son temps.

Très vite après le dépeçage de la Pologne, Staline et Hitler organisèrent leur coexistence précairement pacifique en Europe centrale par une nouvelle série d'accords qui attribuèrent encore la Lituanie à l'URSS. Au total, l'Union soviétique s'accroissait de dix millions d'habitants que sa propagande décrivit comme '*libérés du joug capitaliste*', et qui ne perdaient certes rien à ne pas être plutôt placés sous le joug nazi, comme il allait leur arriver un an plus tard. Mais leur sort était en réalité un enjeu que tous considéraient comme secondaire. C'était la guerre à venir qui se préparait dans les résultats de ce prélude, et seuls importaient l'espace et les positions stratégiquement significatives pris en gage par les uns et par les autres. La campagne de France, puis pour contre-épreuve l'échec de la Wehrmacht devant Moscou montreraient l'importance de la profondeur stratégique dans la guerre mécanisée. Pour compléter ses préparatifs de défense contre l'assaut allemand qu'il savait inévitable, Staline conclut le 30 septembre un pacte d'assistance mutuelle avec l'Estonie, qui lui accorda des droits de présence militaire. C'est dans le même esprit que Staline allait s'assurer d'une bande côtière aux abords de Léningrad au détriment de la Finlande. Il tenterait d'abord une approche pacifique avec le gouvernement finlandais, proposant un échange de territoires, mais se heurterait à un mur : les Finlandais avaient choisi l'alliance allemande, ce qui conduirait à la première guerre soviéto-finlandaise, dite '*guerre d'hiver*' deux mois plus tard.

Dès la fin de l'automne 1939 le '*pacte*' germano-soviétique ayant porté ses fruits et ayant cessé d'être utile était mourant presque aussitôt que venu au monde. Il est exact que Staline allait en faire aussi longtemps que possible durer la fiction pour prolonger l'état de paix, et le caractère hypocrite de cette fausse entente germano-soviétique. A l'automne de 1939, les deux puissances qui s'étaient partagées la Pologne s'étaient assurées en le faisant les positions les plus fortes possibles l'une contre l'autre en vue d'un affrontement que chacun savait inévitable mais que Staline au moins comptait retarder le plus possible. Et cet affrontement, pas davantage que le fragile et temporaire compromis qui avait précédé, après une première période d'affrontement par Espagnols et contingents internationaux interposés, relevaient de logiques géostratégiques étatiques et nationales bien plus qu'idéologiques. Cela n'empêcha pas que s'élevassent dans l'occident capitaliste et libéral des clameurs qui parlaient d'*'alliance germano-soviétique*' et qui ne se tairaient jamais plus, nourrissant un flot de littérature à prétention philosophico-scientifique qui détaillait, pour comprendre l'histoire du monde, toutes les figures prises par une opposition que l'on supposait structurante entre

démocratie et *totalitarisme*, alors que toute l'histoire du monde montre que le comportement international des empires et des nations est sans rapport avec leurs pratiques de politique intérieure, qui n'affecte en rien des systèmes d'alliances et d'inimitiés essentiellement déterminés par la géographie. Hitler voulait détruire la Russie et exterminer les Russes, et il ne croyait pas assez au nazisme pour vouloir en faire des nazis, et il est apparu aussi, ce qui fut longtemps moins évident mais semble désormais établi par la recherche historique, que Staline n'était initialement pas très intéressé non plus par un projet de communisation de l'Europe centrale, qu'il ne développa après 1945 que pour contrer l'influence américaine. Rappelons que la théorie à laquelle ce thermidorien de la révolution russe s'était arrêté était celle du *communisme dans un seul pays*. Et pas davantage qu'ils n'avaient pour projet de supprimer le système de domination l'un de l'autre Hitler et Staline n'eurent-ils jamais le projet de collaborer au remplacement universel de la *démocratie* par le *totalitarisme*. Au total, la Wehrmacht et l'Armée rouge n'opéreraient jamais de façon concertée contre un même ennemi, et c'est pourquoi on ne peut pas parler d'une '*alliance*' qui aurait eu lieu entre l'Allemagne nazie et la Russie communiste. Pour reprendre à propos de ces deux puissances et en ne s'en démarquant que modérément la remarque piquante que de Gaulle fit un jour sur les rapports entre Vichy et la France libre, si l'on excepte le cas de quelques milliers de prisonniers polonais qui finirent tragiquement, entre l'Espagne de 1936 et le centre de Berlin en 1945, les militaires russes et les militaires allemands, loin de s'entraider, n'échangèrent jamais autre chose que des coups de canons.

En réalité, la politique stalinienne se caractérisait, comme celle de Roosevelt, Churchill ou de Gaulle, par le pragmatisme et la propension à voir et saisir les opportunités. On peut pourtant noter des nuances. Ainsi, Staline est-il sans doute surtout à rapprocher de l'autre décideur majeur de la période, à savoir Roosevelt, tandis que Churchill et de Gaulle étaient davantage des hommes à *principes*, ce qui est plutôt un handicap en pratique, Hitler étant encore un cas à part : un *idéologue*, et donc un *loser*, destiné à être finalement la victime de ses propres illusions. Pour donner une justification supplémentaire à cette tentative de classification, on peut rappeler comme Staline allait réagir très vite au plan diplomatique aussi bien qu'au plan doctrinal au coup de tonnerre de Sedan le 10 mai 1940 puisque à l'instant où il devint visible que la France était en grande difficulté face à l'Allemagne il lui avait à nouveau tendu la main au mépris de son pacte avec l'Allemagne, et fait dès le 15 des propositions de rapprochement avec un gouvernement qui avait dans le passé repoussé toutes les autres. Cette fois, Paul Reynaud, ne se contentant pas de les rejeter, en avait communiqué la teneur à l'ambassadeur de Mussolini à Paris, **Gariglia**, pour information des dirigeants de l'Axe. On peut supposer que le but était de semer la zizanie entre Moscou et Berlin : objectif apparemment supérieur, aux yeux de Reynaud, à l'impératif de sauver la France. Mais c'est qu'il ne s'agissait plus pour lui, dès le 15 mai 1940, que de s'entendre avec les nazis : et dans la foulée, Reynaud avait envoyé le nouveau cardinal-évêque de Paris, Suhard, à Madrid pour y traiter avec les Allemands des conditions d'une reddition, tout en prévoyant de sacrifier quelques centaines milliers d'hommes dans le simulacre d'une lutte qu'il avait d'emblée déclarée vaine : car il ne s'agissait pas non plus de perdre la face vis-à-vis des Anglais, auxquels Reynaud mentait effrontément sur sa volonté de résistance. Comme on le voit, si la ligne politique de Staline était sinieuse – puisqu'il paraît que dans son seul cas cette caractéristique était très condamnable - c'est aussi qu'elle devait s'adapter à des comportements parfois obliques de la part de ses interlocuteurs.

Du côté de la bourgeoisie le *défaitisme* français ne devait être définitivement confirmé qu'à Rethondes le 22 juin 1940, mais une nouvelle révision de doctrine aurait dû normalement

s'imposer dès les premières semaines de septembre 1939 pour ceux qui avaient élaboré et diffusé la doctrine de l'*impérialisme franco-britannique*. Il n'était pas nécessaire d'attendre des événements d'une telle ampleur et aussi inattendus qu'une abolition complète de la volonté française et le démembrement de la France en l'espace de six semaines pour obliger le plus rigide doctrinaire des régimes soviétiques à revoir sa propre doctrine en matière de relations internationales : et Staline, s'il ne détestait pas examiner par écrit de nombreux sujets en matière de science, d'art, d'agriculture, et naturellement de stratégie politique et militaire, et parler de tout en *grand savant* et même *génie universel*, n'avait pas toujours été rigide doctrinaire. Il se voulait disciple de Marx, et donc pratiquant de la méthode scientifique avant tout : et donc toujours prêt à réviser une théorie que les faits démentaient. L'effacement français perceptible dès le mois de septembre 1939 avec l'entrée en non-guerre et non-défense de la Pologne de l'armée française était un fait et le comportement des élites françaises qui avaient produit et mis en avant des Daladier, Bonnet, Flandin, Reynaud et qui allaient porter Pétain au pouvoir dictatorial prouvaient une chose qui n'avait pas jusque là compté au nombre des prémisses de première probabilité dans les raisonnements géostratégiques soviétiques, mais qu'il fallait désormais bien intégrer : il n'y avait pas d'*impérialisme* strictement français, ni même d'objection française à l'impérialisme allemand. En attendant le déferlement de la guerre allemande sur la France, et que survinssent les ultimes palinodies de la république française, Staline avait dû se déterminer par rapport à la situation nouvelle et un peu bizarre de la *drôle de guerre*, ou guerre sans guerre : et il en avait, en esprit simple, déduit qu'elle devrait être très temporaire, un prélude logique au retour à une paix générale qu'il avait toujours recherchée.

C'est donc sans surprise que lorsque vers la fin septembre 1940 Raymond Guyot rentrera d'URSS pour se conformer à ses obligations militaires, Moscou s'était décidé pour un appui au moins officiel aux offres de paix qu'Hitler allait faire après avoir vaincu la Pologne. Et dans l'attente d'une acceptation éventuelle de ces offres par la France et l'Angleterre, la ligne de la *guerre impérialiste* n'avait pas été modifiée. On aurait pu espérer que, la guerre s'étant en pratique éteinte, la situation intérieure française aurait été apaisée et que ces nouvelles consignes seraient bien reçues, tant par ceux des militants communistes qui étaient plus fondamentalement pacifistes que par un gouvernement carrément défaitiste : mais le spectacle hideux d'un *pacifisme stalinien* suffisait pour faire oublier momentanément aux Français leur propre préférence pour la paix. Rien de ce qu'approuvait Staline ne pouvait être recevable, et l'alignement du Parti sur un refus de la guerre partagé un mois plus tôt par l'essentiel de l'opinion allait servir de prétexte à la radicalisation de la persécution anticommuniste par un pouvoir lui-même germanophile et nullement décidé à organiser une défense nationale. C'est la dureté même de la répression, en suscitant un réflexe de dignité, qui empêchera alors le Parti de se vider davantage de ses militants : mais il devait en dépit de tout continuer à faire campagne pour une négociation de paix avec Hitler jusqu'au moment ultime du 10 mai 1940. Ironiquement, il devait alors se retrouver sur des positions assez convergentes avec ses ennemis naturels : les milieux pro-allemands de l'entourage de Bonnet, catastrophés de la déclaration de guerre, et dont certains éléments allèrent, dit-on, jusqu'à envisager une alliance politique avec les communistes honnis en vue d'imposer un rapide retour à la paix. Cette situation cocasse ne conduisit jamais à une coopération politique effective, mais préfigurait la situation des premières semaines de l'après-défaite où, continuant sur leur lancée faute de capacité d'analyse et de réaction réfléchie, les uns et les autres se retrouvèrent non pas alliés mais concurrents dans leurs tentatives de compromis mutuellement avantageux avec les vainqueurs.

La réalité des rapports soviéto-allemands, et l'avenir que cela projetait, ne changeaient donc rien aux conséquences produites en politique intérieure française : avec l'approbation de l'entrée des troupes soviétiques en Pologne par le parti communiste, la coupe était pleine pour le ministre de l'Intérieur – un socialiste - qui rendit illégale toute activité communiste. Le **Décret Sérol** du 26 septembre 1939, interdisait *la propagation des mots d'ordres émanant de la Troisième Internationale*. Il fut aggravé le 9 avril 1940, à l'approche de la guerre chaude et pour satisfaire aux demandes du général Héring, gouverneur militaire de Paris, par un nouveau décret prévoyant la peine de mort pour toute activité communiste, y compris la simple propagande, qui relevait désormais de la *'trahison en temps de guerre'*. De ces deux textes, Vichy devait faire un large usage contre la résistance intérieure, qui était très majoritairement communiste : et il ne fut pas nécessaire d'en modifier une virgule pour rendre ces dispositions homogènes au reste de la légalité fasciste de Vichy puisqu'elles prévoyaient déjà la peine de mort pour un tract ou un graffiti. Gilbert Brustlein connut ses premiers démêlés avec la justice pour avoir été trouvé porteur dans ses poches de quelques morceaux de craie avec lesquels, conformément aux directives du Parti, il dessinait sur les murs du douzième arrondissement des faucilles et des marteaux agrémentés de slogans aussi dangereusement susceptibles de saper la défense nationale que : *'prolétaires de tous les pays unissez-vous'*.

Il n'est pas inintéressant d'apprendre pour quelles raisons exactes de telles mesures avaient été prises. C'étaient des raisons essentiellement politiciennes, que **Dominique Leca** avoue sans honte dans son livre de souvenirs *'L'an 40 : la rupture'*. Dominique Leca, qui dirigeait le cabinet de Reynaud pour la Guerre, explique comment, contrairement à la détestation des masses populaires qui déterminait Weygand, Pétain, et tant d'autres, dont la plupart étaient réunis dans l'organisation essentiellement et sincèrement anticommuniste de la *Cagoule*, la crainte que Daladier et Reynaud affichaient d'une subversion communiste était entièrement feinte. Un moment du procès du maréchal Pétain tenu en 1945 peut servir à nous remémorer que sur le moment la campagne encore plus irréaliste sur un supposé sabotage communiste de la production de guerre avait été un élément majeur de la propagande anti-ouvrière déclenchée par le gouvernement Daladier, et non pas seulement les thèmes du pacte germano-soviétique et de la défense de la Pologne. En effet, lorsqu'il vint témoigner à charge contre le Maréchal, à qui l'on reprochait entre autres choses la répression qu'il avait autorisée contre les résistants, Paul Reynaud fut mis en difficulté par Jacques Isorni à propos de la législation anticommuniste du gouvernement Daladier, puis du sien à partir du 22 mars 1940. Il était de l'intérêt de la défense de rappeler que les mesures sanglantes reprochées à Vichy n'étaient que l'application de la législation héritée de la république : ce qui était absolument vrai. Mentant effrontément, Paul Reynaud, qui avant de prendre les rênes du gouvernement était ministre des finances de Daladier, et qui ne pouvait pas ignorer dans quelles conditions le parti avait été interdit le 26 septembre 1939, fit d'abord semblant de ne pas être au courant des questions policières, s'abstint évidemment de faire allusion aux rapports désastreux qu'il avait eu avec l'Union soviétique, et finit assez étonnamment par dire que tout cela avait été fait pour lutter contre *'le sabotage de la production de guerre'* : un sujet qui n'avait surgi que deux mois plus tard après l'agression de l'Union soviétique contre la Finlande et la décision française d'armer ce pays allié de l'Allemagne et contre lequel le parti communiste, d'ores et déjà interdit et clandestin, avait lancé des consignes de boycott.

Jacques Isorni suggéra bien, mais sans vouloir clairement nommer les choses, que la répression anticommuniste initiée en septembre avait plutôt quelque chose à voir avec *'certains développements de la politique internationale'* : et il voulait évidemment parler du

Pacte germano-soviétique. Or, il est de fait, et nul ne pouvait l'ignorer, que le décret de dissolution pris par Daladier le 26 septembre 1939 frappait '*la propagation des mots d'ordres émanant de la Troisième Internationale*', et qu'il suivait de près la signature du *pacte* par Ribbentrop et Molotov : et c'était pour la pose patriotique, que Reynaud et Daladier parlaient de *trahison* à ce propos, eux qui avaient tout fait, sous la pression des milieux pro-fascistes, pour que le *Pacte* honni devienne inévitable, et pour que l'Union soviétique n'eût absolument aucune sorte d'obligation ni de dette de reconnaissance à l'égard de la république française. Mais ceci était un épisode qu'il s'agissait alors d'oublier. Le temps n'était pas encore venu en 1945 où tout le monde aurait oublié la contribution soviétique à la destruction du régime nazi, et Reynaud trouvait sans doute inopportun de rappeler son furieux antisoviétisme de 1939. Un peu d'anticommunisme limité à la classe ouvrière française, surtout s'il était allusif, pouvait à la rigueur passer. Mais pour autant on est autorisé à supputer que, mis en difficulté et en panne d'inspiration devant la Cour, il s'était simplement rabattu sur les *éléments de langage* mis au point à l'époque, qui ne recoupaient pas exactement les attendus retenus dans les textes : et en 1939 l'accusation de sabotage avait dû sembler davantage susceptible de mobiliser une opinion alarmée par la situation militaire. On imagine que c'est comme un *brevet de patriotisme* qu'ils se décernaient à eux-mêmes que Daladier et Reynaud mirent en avant, dès l'automne de 1940, des accusations de sabotage et d'espionnage à l'encontre des communistes, c'est à dire à une époque où rien de tel n'avait été imaginé du côté de la classe ouvrière, mais où en revanche l'antifascisme du gouvernement lui-même semblait bien maladroit, tiède et ineffectif : des accusations éculées, les mêmes qui avaient servi quelques années plus tôt contre le capitaine Dreyfus.

Quels que fussent les prétextes invoqués à l'époque, puis en 1945 lorsque le moment fut venu de faire les comptes, la persécution des communistes avait en réalité seulement pour but de faire taire l'opposition réactionnaire : celle des Chautemps, des Laval, des Flandin, qui reprochaient au gouvernement de ne jamais être assez avertis de la menace soviétique. Chautemps, Laval, Flandin : de vrais traîtres ceux-là, mais qui n'avaient qu'à ébaucher la pose patriotique pour que des Reynaud, des Daladier, des Lebrun, baissassent la tête comme des enfants coupables. Alors, ne croyant pas une seule seconde à la réelle nécessité de le faire, Daladier et Reynaud s'étaient mis sous divers prétextes à envoyer les communistes en prison, mais en faisant attention pourtant *de ne pas aller trop loin* : car il n'y avait pas si longtemps qu'ils gouvernaient avec leur appui, et ils anticipaient des temps où ils auraient peut-être à le refaire. Leca explique effrontément : « *Un jour, dans cette guerre, il était clair qu'on aurait besoin des communistes et de Moscou. Il ne fallait donc rien faire de tout à fait irréparable contre eux. Néanmoins il convenait aussi, pour ne pas succomber à une offensive de droite, de marquer une continuité avec l'initiative qu'avait prise Daladier de mettre notre PC hors la loi...* » Et il révèle aussi, sans vergogne, comment la guerre elle-même, ils la menaient non pas pour donner la victoire à la France, mais en fonction de leurs combinaisons politiciennes : « *Paul Reynaud, dans le même esprit, faisait semblant de s'intéresser à la stratégie antirusse mise en route au Proche-Orient (sur le papier seulement) par son prédécesseur* ». Daladier et Reynaud, les derniers gouvernements républicains de la république, ne luttaient que contre des périls qu'ils savaient illusoire mais qu'ils mettaient en avant pour justifier que l'on instituât un délit d'opinion.

Dès le surlendemain de la mise hors-la-loi du Parti, l'Internationale réagissait à cette déclaration de guerre civile – une guerre véritable celle-là – par une proclamation qui était à la fois un défi et une proposition stratégique : '*La lutte contre le fascisme joue désormais un rôle secondaire [...] La question principale, c'est la lutte contre le capitalisme [...] L'unité*

d'action du prolétariat et des masses travailleuses n'est plus possible que sur la base de la mobilisation indépendante des masses par le parti communiste. Le plus important aujourd'hui, c'est de rester des bolcheviks, ne pas reculer devant la persécution, tenir haut le drapeau de l'internationalisme prolétarien, savoir nager à contre-courant, se regrouper le plus vite possible sur la base du travail illégal, organiser la diffusion des tracts, déclarer ouvertement que le parti est contre la guerre impérialiste.' C'est sur cette base de totale solitude que le parti communiste plongea dans la clandestinité : et c'est de ce moment, ni juin 40 ni août 41, mais le 28 septembre 1939, que l'on doit dater son entrée en *Résistance*, même s'il est clair que la définition des objectifs de cette résistance allait grandement varier avec les circonstances à venir. L'essentiel était que la défiance envers un pouvoir malveillant et les réflexes de la vie dans l'illégalité allaient peu à peu s'imposer, avec un renforcement de la centralisation et du contrôle de toute chose par le sommet.

La bourgeoisie française était entrée en guerre sans que l'on puisse dire à qui elle comptait faire la guerre, et en face d'elle le Parti communiste devenait plus que jamais une armée politique. Parler d'une *armée politique* pour le parti communiste de septembre 1939 signifie que le Parti demeurait un outil d'action politique : politique et non militaire. Il ne fut longtemps pas question de lutte armée, et même après le printemps 1941 l'action militaire exigée par Moscou resta toujours aux yeux de la direction du Parti français secondaire et subordonnée aux considérations de propagande et d'extension de l'influence politique sur les masses. Signe probant de la chose : dans le même temps où il décrétait la plongée dans la clandestinité, la direction parisienne coupait les contacts avec la MOI, composée de militants communistes repliés des pays conquis par le fascisme - les futurs héros sacrificiels de la lutte armée de 42-43 - jugée trop belliciste et donc les plus suspects d'avoir des réticences par rapport à la ligne attentiste du moment.

Afin d'avoir un meilleur contrôle sur la direction française, le Komintern ordonna à Duclos, Tréand et Dutilleul de quitter Paris et de se replier à Bruxelles. Seuls de la Direction Frachon et Dallidet demeuraient à Paris pour répercuter les consignes sur le terrain. Thorez, quant à lui, avait répondu à son appel sous les drapeaux et se trouvait dans l'impossibilité de circuler, mais il était en principe protégé de la police de Daladier par son statut militaire. D'autres n'avaient pas cette chance. Ainsi Odile Arrighi, qui sera la première recruteuse pour l'*Organisation spéciale* à l'été 1941, et qui mettra Gilbert Brustlein en contact avec Pierre Georges en vue de l'attentat de Barbès, arrêtée le 13 avril 1940 par la police de Paul Reynaud pour activité communiste. Paradoxalement elle allait, à l'instar de quelques autres cadres communistes arrêtés pendant la '*drôle de guerre*', être libérée de prison par l'arrivée des Allemands à Paris le 16 juin 1940, bénéficiant de la courte lune de miel qui eut alors lieu entre Otto Abetz revenu en vainqueur à Paris et un parti communiste en transition de la guerre civile à la guerre étrangère que le rusé hiérarque nazi avait imaginé d'utiliser pour mieux mettre Pétain à sa botte. Comme si cela avait été nécessaire.

Par la suite, les deux guerres faites au parti communiste allaient confluer, comme il était de nature pour le fascisme français désormais marié au fascisme allemand. Le volet policier de la prétendue *collaboration* serait peut-être le plus réel de tous, et de nombreux FTP seraient arrêtés par les gendarmes ou à Paris par la police préfectorale, puis par les sections spécialement créées pour combattre le communisme et le terrorisme anti-allemand, qui étaient pour l'essentiel la même chose. Les activistes antinazis de toute nationalité arrêtés par la police française furent, pendant toute la guerre, systématiquement remis aux Allemands pour être fusillés ou déportés. Ainsi, parmi beaucoup d'autres, Pierre Daix, arrêté le 7 janvier 1942, sur la base des textes républicains, sans que son implication dans les débuts de la lutte armée

ait été détectée, puis déporté à Mauthausen. Cet exemple mis ici en exergue sans qu'il ait rien d'exceptionnel, simplement pour signaler comme la république, en dépit de quelques taquineries et de quelques malentendus occasionnels, avait bien travaillé pour Vichy et Vichy pour l'Allemagne.

La persécution déclenchée par Daladier et Sérol fut l'occasion pour la Direction de mettre au point une pratique qui allait beaucoup servir pendant les années de persécution et de clandestinité : dénoncer bruyamment les mesures répressives dont il faisait l'objet pour rallier ses sympathisants autour de lui, et même si possible des fractions de la population qui n'approuvaient pas nécessairement sa politique : un effet dont Jean Guéhenno notera la réalité dans son *Journal* au moment de l'attentat de Nantes et des fusillades de Châteaubriant : '*Telle est la méthode de répression des Allemands qu'il n'est pas un Français qui bientôt ne sentira sa dette envers les Juifs et les communistes, emprisonnés, fusillés pour nous, véritables hosties du peuple*'. Dans les débuts de la lutte armée, cette tactique conduira le Parti, afin de se présenter en pure victime, à nier son implication dans les premiers attentats anti-allemands dont il devait tirer tant de gloire par la suite, *au niveau politique*. En septembre 1939 la guerre civile n'était encore que verbale et il ne s'agissait que de hausser le ton de la protestation et des invectives. On comprend que, pour l'efficacité de la propagande, les cibles des invectives communistes n'étaient pas choisies tant en raison de leur comportement particulièrement pro-fasciste et anticommuniste, que de leur notoriété : et à ce titre le pauvre Léon Blum, le plus proche des communistes de tous les anticommunistes, et pour cette raison, en dépit des gages qu'il donnait aux gouvernements pro-fascistes, déjà tête de Turc favorite de la presse fasciste et antisémite, se retrouva à nouveau en première ligne. Ainsi, même si au sein du parti socialiste il n'avait pas été le plus fervent partisan des mesures anti-communistes, et si le 27 septembre 1939 il avait désapprouvé dans son journal *Le Populaire* le principe d'une répression générale pour délit d'opinion, il sera définitivement marqué au fer rouge comme *Blum-la-guerre*, agent de l'Angleterre, des trusts et des 200 familles, l'homme de la *pause des réformes* et de la *non-intervention* en Espagne en 1936, le véritable instigateur de la fracture du monde ouvrier et populaire en 1920 à Tours, et depuis le meilleur défenseur des privilèges des plus riches : une *hyène* qui a pris la tête de la *meute lancée aux trousses du parti communiste*. Depuis Moscou, Marty l'interpella : « *Vous, Blum, politicien de couloirs parlementaires, intime des plus grands financiers cosmopolites, décorés pour leurs pillages ou pour leurs vols...* ». Rien de tout cela, métaphores mises à part, n'était d'ailleurs totalement faux, et lorsque, grand maître des métaphores, le poète Aragon chanta : « *Feu sur Léon Blum, feu sur les ours savants de la social-démocratie* », la verve de l'attaque vaut d'être notée, mais aussi sa teneur, qui signalait comme la doctrine de l'Internationale était désormais bien fixée dans la mentalité des militants : lutter contre la guerre impérialiste, dont la responsable principale était l'ensemble de la classe bourgeoise sans exception aucune, et son alliée l'Angleterre, bras armé du capitalisme international, et en tant que telle déclarée pro-nazie par nature, globalement et quel que soit son comportement effectif. De tous côtés, l'emballement de la propagande confinait à une folie dont seuls Staline d'un côté et de Gaulle de l'autre administreraient chacun dans son camp l'antidote.

Au niveau de la petite politique, qui ne perdit jamais ses droits pendant la guerre, et certainement pas à l'intérieur du parti communiste français, un bénéfice inattendu résulta pour le Parti de son interdiction et du muselage de sa presse, puisque la transition acrobatique sur la ligne exclusivement pacifiste imposée par Staline à l'exclusion des considérations antifascistes put se faire sans discussion ni fanfare. Pendant le mois d'octobre 1939, l'ensemble du Parti français se rallia progressivement et péniblement à la ligne dite de la '*guerre impérialiste*'.

Ce processus se fit sans débat interne, par élimination des récalcitrants, généralement mus par des considérations d'intérêt national français pensées dans un cadre étroit, non internationaliste.

La ligne dite '*de la guerre impérialiste*' représentait un tournant important après la surenchère belliciste de la ligne antifasciste qui s'était prolongée jusqu'au vote des crédits de guerre le 2 septembre 1939, puisque désormais le Parti communiste recevait mission de se livrer à une surenchère pacifiste qui, en l'absence de perspective révolutionnaire, n'avait aucun caractère de '*pacifisme révolutionnaire*' au sens de Lénine, mais visait seulement à geler en l'état des relations internationales qui étaient les moins défavorables possibles à la survie de l'Union soviétique. Une déchirure souterraine, des départs silencieux se produisirent. Tantôt par rejet de la nouvelle ligne de fait, perçue comme incompatible à la fois avec les principes patriotiques, antifascistes, et authentiquement pacifistes, et tantôt peut-être aussi par appréhension des conséquences qu'allait entraîner dans un avenir proche l'étiquette communiste, de nombreux militants de base s'éloignèrent à des degrés divers de l'action. Certains voulurent quitter le Parti sans quitter le communisme pour entrer dans l'anti-communisme : mais cette voie s'avéra impraticable. Peu après l'interdiction du Parti, une vingtaine de dissidents publièrent un manifeste demandant aux travailleurs français de « *se dresser aux côtés des nations qui mènent le nécessaire combat contre l'hitlérisme* », et certains rejoignirent le parti socialiste – comme si le parti socialiste avait eu la moindre capacité, ou la moindre volonté, de se dresser contre les ambiguïtés et le pro-nazisme de fait des gouvernements conduits par Daladier et Reynaud. D'autres lancèrent l' '*Union Populaire Française*', organisation éphémère du *communisme national* qui disparaîtra avec la débâcle de juin 1940, et qui ne faisait que maintenir la ligne antifasciste traditionnelle. Au total, les communistes dissidents ne montreront aucune capacité de formuler une alternative communiste à la ligne du PCF, ce qui semble démontrer - comme le défend Jean-Yves Boursier (*La politique du PCF, 1939-1945, Le Parti Communiste Français et la question nationale*, *L'Harmattan, 1992*) - qu'il n'y avait pas d'autre forme possible de la politique communiste que la forme stalinienne historiquement attestée.

D'autres militants étaient d'une discipline absolue. Une discipline de croyant. Dans ses confidences d'après-guerre, Daniel Georges dira n'avoir pour sa part jamais douté de la justesse de la ligne stalinienne. Mais cette fermeté – ou cette foi du charbonnier - n'était pas générale. Quelques députés démissionnèrent immédiatement, et, parmi les notables, Jean-Marie Clamamus, ainsi, avec quelque retard, qu'Albert Vassart et Vital Gayman, ancien adjoint de Marty à Albacete. Plus tard Paul Nizan démissionnera lui aussi, tandis que Gabriel Péri se mettra en retrait. Au terme du processus de réaffirmation de la ligne sans débat, les cadres restés dociles à la ligne stalinienne restèrent seuls et isolés de la base face à un état répressif. Certains seulement des lâcheurs et des déçus rejoignirent des organisations anticomunistes vouées à tremper ensuite dans la collaboration, mais le Parti dénoncera très libéralement l'ensemble de ses démissionnaires comme des renégats et éventuellement comme des espions policiers. Seules quelques notabilités comme Marcel Cachin ou Gabriel Péri, qui se tinrent sur des positions non moins hérétiques seront seulement écartés des affaires. Cachin sera le vieillard indigne du Parti pendant cette guerre, contournant ou tardant parfois à approuver certaines des injonctions les plus problématiques ou les plus audacieuses de Moscou, comme plus tard la politique des attentats. En décembre 39, il fut rappelé à Moscou parce que sa position sur l'affaire finnoise avait été jugée '*peu claire*' par le secrétariat de l'Internationale, mais refusa d'obtempérer. Il semble que cette indiscipline ait embarrassé la Direction parisienne de Tréand et Duclos qui n'osa pas le sanctionner ni le

critiquer ouvertement, et qui se trouva mis en porte-à-faux par rapport à Moscou, comme en témoigne le fait que l'insubordination du hiérarque communiste ne fut communiquée au Komintern que plus d'un mois plus tard, le 7 février 1940.

Pour Daladier, ses mandataires et ses sbires, un problème constitutionnel se posait, qui était celui des députés communistes, en principe protégés par leur immunité de parlementaires et d'élus du peuple. Mais aucun problème de droit ne représente un obstacle définitif pour une classe dominante habituée à écrire et dire un droit formel et général avec superbe, rigueur et précision dans les matières indifférentes, mais aussi, changeant instantanément d'*habitus*, à user des expédients les plus sordides dès que ses intérêts sont en jeu : et avec l'appui de la lie de la société dans les cas vraiment importants ou urgents. La montée même du fascisme dans ce qui avait été des ébauches d'Etats démocratiques européens comme la France, l'Italie et l'Allemagne n'était rien d'autre qu'une application à grande échelle de cette loi de l'Histoire. Aussi, protégés ou non par le droit, les parlementaires communistes, qu'ils aient ou non cru à la légalité républicaine, devaient bientôt finir dans les geôles de la république. Les y mettre fut facile, car au lieu d'aller se cacher, comme il aurait été raisonnable et prudent, ils continuèrent dans un premier temps à siéger, ce qui donna lieu à quelques échanges d'arguments animés et quelques postures courageuses : les dernières. Le parti communiste étant interdit, un groupe parlementaire communiste était devenu impossible lui aussi, et à la fin la fiction transparente d'un nouveau groupe dit '*ouvrier et paysan*', avec à sa tête le métallo combatif Arthur Ramette, député de Douai et le publiciste et journaliste Florimond Bonte, ne protégea pas ses membres de l'arrestation collective le 7 octobre 1939, quasi coup d'État de Daladier contre les derniers vestiges de la légalité républicaine.

5. L'entrée en guerre de l'Angleterre

Le premier octobre 1939, alors que la France se divise sur la question de la paix ou de la non-paix, Churchill, qui n'est encore que *Premier Lord de l'Amirauté*, rend compte des opérations navales à la Chambre des Communes. Il fait sans en avoir le titre un discours de Premier ministre où il tire les leçons du premier mois de guerre, et son ton tranchant et belliqueux, tant au parlement qu'à la radio, suscite l'admiration des uns et la méfiance des autres : « *Three important things have happened. First, Poland has been again overrun by two of the great powers which held her in bondage for a hundred and fifty years but were unable to quench the spirit of the Polish nation. The heroic defense of Warsaw shows that the soul of Poland is indestructible and that she will rise again like a rock which may for a spell be submerged by a tidal wave but which remains a rock. What is the second event of this month ? It is, of course, the assertion of the power of Russia. Russia has pursued a cold policy of self-interest. We could have wished that the Russian armies could be standing on their present line as a friend and allied of Poland instead of as invader. But that the Russian army should stand on this line was clearly necessary for the safety of Russia against the nazi menace. At any rate, the line is there and an eastern front created that nazi Germany dare not assail. [...]* »

On retrouvait dans ce discours le pragmatisme et l'utilitarisme qui avaient rendu si originale et si juste la réaction du grand Winston à l'annonce du *Pacte* : et qui indiquait une direction politique à venir. Un réaliste venait d'en reconnaître un autre. N'excluant pour l'Angleterre aucun moyen ni aucune alliance pour abattre Hitler, et sans aller jusqu'à prêter crédit à la

description des événements présentée par la propagande soviétique, mais ne pensant qu'aux intérêts bien compris de son pays, Winston Churchill n'est pas loin dans son discours de justifier *en raison du même principe appliqué à l'URSS* la brutalité internationale de Staline. Et il en juge au moins les résultats plutôt rassurants, jusqu'à se féliciter des mesures prises par Staline en réponse à l'invasion nazie de la Pologne, sans en exclure l'occupation militaire de l'Est du pays.

Allant dans ce discours au-delà de son strict domaine de responsabilité, Churchill cherchait à se donner une stature d'alternative à Chamberlain aux yeux des milieux influents les plus vastes : Chamberlain dont la popularité s'effondrait et que les chefs conservateurs songeaient à remplacer, hésitant seulement sur le successeur. Halifax était jugé trop terne, Churchill trop vieux et trop imprévisible. Mais les discours radiodiffusés de ce dernier impressionnaient favorablement le public. Pour s'imposer définitivement, Churchill avait une partie difficile à jouer. Sa stratégie consista à afficher un loyalisme absolu vis à vis de son chef de parti : ce qui correspondait par ailleurs à sa structure de personnalité. Le refus de nuire à Chamberlain, qui ne s'accompagnait pas d'une retenue réciproque de la part de ce dernier et de ses partisans, distanciat Churchill de ses soutiens les plus fervents, mais rendit plus difficiles les attaques et les coups bas de ses adversaires et concurrents munichoïses et pro-fascistes. Cette stratégie délicate à mener mais intelligente finirait par le placer au centre de la société politique britannique, où l'hostilité au communisme et à l'Union soviétique devenait de plus en plus subsidiaire par rapport à la peur du nazisme. Significatif du sens dans lequel allaient alors les vœux des Anglais, le bruit courut dans la presse d'une possible révolution communiste en Allemagne, que même certains milieux conservateurs n'auraient pas considérée d'un mauvais œil. Car si, sur la guerre et l'attitude à adopter par rapport à l'Allemagne, les mêmes divisions se faisaient jour en Angleterre et en France entre ceux qui refusaient le fascisme et ceux qui refusaient de se battre contre lui, la lutte entre les deux camps n'était pas aussi déséquilibrée. Le clan Churchillien était minoritaire à droite mais il était appuyé par la gauche. Le groupe apaiseur de Chamberlain s'appuyait sur le groupe franchement pro-nazi de Horace Wilson, le chef de l'administration, et de Neville Henderson, l'ambassadeur à Berlin, qui tenaient des positions clefs, mais qui se montreraient incapables de rallier le parti conservateur derrière eux. Au total, l'opinion moyenne des milieux dirigeants britanniques divergeait fortement de celle des français, où l'esprit cagoulard était devenu hégémonique. En France, la confrontation irait jusqu'à la guerre civile avec l'occupation allemande et la collaboration. En Angleterre, elle allait se résoudre politiquement, sans effusion de sang. Autre différence, et de taille : elle allait se terminer par la victoire du camp patriote résolu à la lutte contre l'hégémonie allemande en Europe.

La première étape dans le lent mouvement qui conduisit l'Angleterre à l'affrontement avec l'Allemagne avait été franchie en septembre avec l'entrée de Churchill au cabinet de guerre. Dans un second temps, le 8 mai 1940, il allait devenir premier Ministre : et cela signifiait que l'Angleterre allait échapper à la démoralisation avant même la défaite qui frapperait la France. Cette évolution tint beaucoup au comportement personnel de Churchill, et en particulier à l'utilisation qu'il fit du levier que les apaiseurs lui avaient confié : la *Royal Navy*. Certes, les gouvernants britanniques unanimes – et Churchill lui-même – étaient bien décidés à ne pas s'engager massivement dans une guerre terrestre en Europe comme ils l'avaient fait dans la guerre précédente. Mais ils feraient la guerre sur mer et dans les airs : et profitant de sa position Churchill la ferait dès l'automne de 1939 alors qu'elle allait rester purement platonique de l'autre côté de la Manche. Certes, au-delà du croque-mort Chamberlain, une partie de la société politique conservatrice exprimait des réserves à l'encontre d'une politique

trop agressive, estimant que le communisme était un plus grand danger que l'Allemagne, avec laquelle il ne fallait pas compromettre toute possibilité d'alliance. Cela arrangerait tellement de choses si seulement l'Allemagne changeait de gouvernement ! Et en attendant, pourquoi ne pas faire comme la France, qui ne faisait absolument rien? Jusqu'à l'été 1940 et le début de l'ainsi-nommée *bataille* d'Angleterre, les choses en Angleterre auraient pu basculer d'un côté comme de l'autre. Tout dépendait de comment réagiraient Chamberlain, et surtout son chef de cabinet philo-nazi, Horace Wilson. On sait bien de quel côté ils avaient toujours incliné, mais les premières pertes subies nourrirent bientôt dans l'opinion la rage de se battre et de vaincre.

Cela n'était pas joué d'avance. En Angleterre aussi, la '*bore war*' avait provoqué une crise morale, moins profonde qu'en France, mais réelle. En l'absence d'une mobilisation effective du pays en vue de la guerre, le chômage persistait. La population ressentait durement la hausse des prix et la pénurie de charbon et de produits alimentaires, la gêne du couvre-feu et des réquisitions, le déchirement des évacuations forcées. Ceci d'autant que les classes fortunées ne changeaient rien à leur train de vie. Les animaux domestiques, que les évacués ne pouvaient emmener avec eux, avaient été les premières victimes inutilement sacrifiées de la guerre. Dans beaucoup de cas, la censure était ressentie comme particulièrement absurde : ainsi lorsqu'elle interdisait la divulgation du contenu d'un tract lancé sur l'Allemagne sous prétexte qu'il s'agissait d' '*information susceptible d'être utilisée par l'ennemi*'. Des enquêtes révèlent que vingt pour cent de la population écoutait régulièrement le propagandiste félon **William Joyce**, alias **Lord Haw-Haw** sur les ondes de **radio-Stuttgart**. Le défaitisme et le pacifisme s'exprimaient ouvertement dans les milieux les plus influents. Le **duc de Westminster** déclara un jour à Winston Churchill qu'à son avis '*la guerre est un complot judéo-maçonnique visant à détruire la civilisation chrétienne*'. Lord Beaverbrook envisageait de lancer une campagne pacifiste dans ses journaux. Le bruit courut que le roi lui-même, influencé par l'ambassadeur américain **Joseph Kennedy**, pensait que l'Angleterre ne pouvait pas gagner la guerre et devrait traiter avec l'Allemagne pendant qu'il en était encore temps. A gauche, un groupe de députés travaillistes demanda une conférence internationale et un armistice négocié, tandis que **George Bernard Shaw** exigeait dans le **New Statesman** que l'on en finît avec cette guerre ruineuse. On apprendra que c'est le Foreign Office qui l'avait encouragé à prendre cette position publiquement, tandis que le Ministère de l'information dissuadait les journaux et la BBC de rendre compte des atrocités commises par les nazis contre les Juifs et les opposants. Et pourtant, signe des temps, le 12 octobre 1939, Chamberlain - le Chamberlain de Munich - avait rejeté les offres de paix de Hitler. Cela allait de soi puisque même le français Daladier avait montré l'exemple deux jours plus tôt. Il faut croire que la trahison de tous les principes démocratiques hautement proclamés aurait été trop flagrante : mais il s'y ajoutait aux yeux de Chamberlain l'atmosphère qu'il sentait se former autour de lui. En Angleterre le raidissement antinazi était définitif, même si devant le cabinet Chamberlain ne se déclara pas définitivement hostile au principe d'un compromis. A l'annonce du pacte Ribbentrop-Molotov, Chamberlain, s'était senti floué par Hitler et en avait conçu une haine définitive à son égard. Ce simple fait de psychologie individuelle avait amorcé un processus de réunification nationale en Grande-Bretagne, la majorité Conservatrice venant sur les positions du clan churchillien que les travaillistes partageaient. Cela ne donnait pas au Premier ministre la capacité politique, le caractère, la vision, qui l'auraient haussé à la hauteur des paroles et des décisions nécessaires. Chamberlain était définitivement discrédité, ridiculisé par Hitler : mais la déloyauté d'Hitler impliquait une réaction collective des Anglais qui rendrait un compromis jour après jour plus difficile et improbable. Tout en entretenant des contacts discrets avec Hitler, l'Angleterre à partir de l'affaire polonaise se mit

à considérer la menace allemande comme prioritaire en Baltique. Alors que les dirigeants français songeaient en termes de réconciliation et de paix blanche avec l'Allemagne, l'Angleterre s'affermissait dans sa posture hostile au nazisme, en partie du fait de l'activisme churchillien. En partie en raison des escarmouches navales qui ponctuèrent l'hiver 1939-1940, du côté anglais, il n'y eut pas de *'Drôle de guerre'*. Alors qu'en France les munichois gardèrent jusqu'à la défaite la haute main sur les affaires et accentuèrent sans cesse davantage l'ostracisme des milieux antifascistes, la déclaration de guerre s'était accompagnée en Angleterre de la montée de Churchill au pouvoir et d'une guerre effective, nationale dans l'intention, mais antifasciste *de facto*. Cette guerre à l'ouest que l'Angleterre s'était mise à faire aussitôt que déclarée, l'Allemagne voulut toujours y mettre fin. A Londres, la grande explication entre bellicistes et pacifistes était encore à venir : elle aurait lieu en mai 1940, mais sur fond d'une guerre effectivement menée depuis plusieurs mois, et même après cela, Hitler ne renoncerait jamais à trouver un arrangement, tant avec les Britanniques qu'ensuite avec les Américains, le projet devenant peu à peu, depuis l'attaque de l'Union soviétique, celui du célèbre *'retournement des fronts'*, qui finit d'ailleurs par se réaliser sous le nom de *'guerre froide'*, mais seulement lorsque le danger allemand étant écarté le principal concurrent géostratégique et ennemi héréditaire des anglo-américains : la Russie, fut resté seul debout. Hitler allait toujours rester diplomatiquement très actif dans ce sens : mais en vain, la condition mise par les alliés atlantiques à ce projet qui n'était pas sans les intéresser dans son principe étant sa propre disparition et l'abaissement définitif de l'Allemagne. Il avait pourtant, en ces temps précoces de l'été 1940, de grands espoirs du côté des élites britanniques - à commencer par le souverain déchu Edouard VIII - qui étaient dans l'ensemble si compréhensives à son égard, même si l'on trouvait qu'il *exagérait avec les Juifs*. Des élites qui, n'ayant pas sa largeur de vue et sa profondeur historique, ne voyaient que la menace bolchévique, et se livraient à des attaques frénétiques contre le *Premier Lord de l'Amirauté* : un type anormal, et qui, se saisissant du levier que représentait le peuple anglais, allait dévier presque à lui seul le cours de l'Histoire.

Les événements militaires, dont Churchill avait poussé les feux sur mer avant d'inventer et de promouvoir la plus ample campagne de terreur aérienne de l'histoire ne furent sans doute pas pour rien dans l'échec des manœuvres séductrices du *Führer*. L'entrée en guerre effective, c'est ce qu'avait compris Churchill, ne peut se faire que *contre* les tendances instinctives - et fort saines - des populations. La guerre doit résulter d'un engrenage d'incidents et de mauvais coups subis et infligés qui font monter la haine de part et d'autre. C'est pourquoi Churchill allait accueillir comme utiles les pertes subies à Scapa Flow de ses unités de surface dès le mois d'octobre, et encore davantage bien sûr celles infligées aux sous-marins allemands dans la mer du Nord. Les Français pendant ce temps ne faisaient absolument rien, et ceci créait un fossé entre les diplomaties française et britannique qui se verrait dans l'élaboration hésitante et confuse des projets d'expédition norvégienne à partir du mois de janvier 1940, les Français en faisant un projet de main tendue aux Finlandais essentiellement tournée contre l'URSS, et les Anglais l'occasion, qu'ils saisirent, d'amoinrir la flotte de guerre allemande. Le lendemain du rejet des offres de paix hitlériennes, 13 octobre, au cours d'un repas intime auquel le couple Churchill avait conviés Neville et Madame Chamberlain, Churchill reçut à trois reprises des notes lui annonçant la destruction à chaque fois d'un nouveau sous-marin allemand. Pour le grand apaiseur, ces notes, et le sens dans lequel les choses allaient irrésistiblement, en partie du fait de l'activisme du *Premier Lord* devaient être plus difficiles à digérer que la cuisine de Clémentine Churchill. Autre partie contrariée, les Allemands évidemment se vengèrent : ce qui faisait sans doute partie du plan churchillien. L'amirauté avait pris des mesures contre la menace nouvelle que représentent les mines de fond à

déclenchement magnétique, mais le 14 octobre 1939, un sous-marin allemand coula le cuirassé *Royal Oak* à son mouillage de Scapa Flow. Chamberlain encaissa : pour la suite, en principe, c'est lui qui décidait, mais de tels événements étaient de ceux qui déterminent une politique par-dessus la tête de ceux qui croient parfois être les maîtres de la politique. Les Français ne s'en sont peut-être pas rendus compte sur le moment, mais du côté de l'Angleterre, qui, comme le disait Churchill, était un animal marin, la guerre était enclenchée.

6. L'entrée dans la *drôle de guerre* de la France

En France, une des dernières initiatives du communisme parlementaire consista, le jour même du discours de guerre de Churchill, le 1^{er} octobre, à appuyer la proposition de paix hitlérienne qui fit suite à la fin de la campagne de Pologne. En effet, la Pologne étant vaincue et son partage étant effectué, la guerre connaissait une pause. Les canons se turent et un temps diplomatique s'annonça. Hitler allait revenir vers les franco-anglais pour leur proposer une paix qui entérinerait sa conquête. Le moment ressemblait en France à un lendemain de cuite où, faisant une croix sur la Pologne, on regrettait déjà de s'être laissé entraîner, en déclarant la guerre à l'Allemagne, dans une aventure absurde et sans issue. Cette évolution mentale peut se suivre à la trace dans les biographies des membres des cercles dirigeants qui auront un rôle déterminant – catastrophiquement déterminant – dans la débâcle de juin 1940, telles qu'on en trouve des bribes dans les travaux d'historiens comme Duroselle et plus près de nous Lacroix-Riz, ou bien encore dans le témoignage direct d'Emmanuel Berl. C'est, par exemple, le 2 octobre 1939 que le colonel de Villelume, bientôt le principal conseiller militaire de Paul Reynaud, fait la connaissance d'Hélène de Portes, la maîtresse très influente du ministre, qui allait mourir bêtement en juin 1940 en allant rejoindre ses bijoux en Espagne, et dont de Gaulle fera l'épithète par ces mots : « *Elle en enfin crevée, cette chienne !* ». Intelligente et extrêmement réactionnaire, amie intime de Madame Bonnet et de Madame Abetz, Hélène de Portes recommandera Villelume à Paul Reynaud devenu président du Conseil, lequel le chargera des rapports entre Gamelin et de Margerie, nommé directeur de son cabinet au Quai d'Orsay après le 22 mars 1940 : et dès les premiers moments de l'invasion allemande Villelume allait gagner la réputation de vouloir conclure la paix avec Hitler et il formerait avec Leca et Devaux, qui, à les en croire, n'auraient que tardivement perçu son pacifisme, l'équipe rapprochée des conseillers qui préparèrent la trahison de Reynaud au profit de Pétain, et son exfiltration compensatoire vers les Etats-Unis avec le titre d'ambassadeur et un gros paquet d'argent public. Comme on le voit, madame de Portes ne s'était pas trompée sur le personnage : elle l'avait même compris avec quelques mois d'avance. Il était l'homme de la réconciliation franco-allemande par dessus la guerre, la trahison, la défaite et la soumission.

C'est le 19 septembre que, prenant un peu d'avance Hitler avait dénoncé dans son *discours de Dantzig* le '*mensonge des hommes d'État anglais selon lequel l'Allemagne voulait étendre sa domination jusqu'à l'Oural*' et nié avoir des intentions hostiles envers la France ou l'Angleterre : conformément à l'habitude, ces propos ne décrivaient pas la vérité de ses projets ultimes, mais ils avaient une valeur opératoire immédiate en tant qu'annonce d'une prochaine *offensive de paix* de sa part. Une des raisons de la chose était que la Wehrmacht n'était pas sortie indemne de l'affaire polonaise et qu'elle avait besoin de souffler. En réalité, loin de projeter un retour durable à la paix, Hitler avait dès le 27 septembre annoncé à ses généraux l'attaque de la France pour un peu plus tard dans l'automne, mais conformément à ses habitudes de ruse il avait voulu en dissimuler la préparation par une manœuvre de nature

à endormir et à amollir l'ennemi, et donner des arguments à tous les gens raisonnables de France et d'Angleterre qui pensaient comme ce Lord anglais qui avait tellement énervé Stafford Cripps en lui confiant qu' *'il faut qu'Hitler comprenne que nous sommes ses amis !'* Car en Angleterre comme en France le défaitisme et le pacifisme s'exprimaient ouvertement dans les milieux les plus influents. *'There is a smell of peace in the air'*, avait résumé **Harold Macmillan** dans son journal : mais lorsque, répondant deux jours plus tard au discours de Churchill du 1er octobre, **Lloyd George** en avait pris le contre-pied, intervenant à la Chambre des Communes pour réclamer des négociations de paix avec Hitler, il s'était heurté à des manifestations de réprobation dont l'équivalent ne se vit pas en France, et même pas, après la correction de ligne de l'Internationale, du côté des communistes. C'était une volte-face que ne firent jamais ni la diplomatie ni les élites françaises, pour qui, en dépit de la réalité évidente et terrifiante de la menace allemande, Staline demeurait le principal croquemitaine en Europe. Au discours de Lloyd George, et passant sur le fait qu'il avait été diversement reçu, Hitler avait répondu favorablement le 6 dans un discours au Reichstag et il avait offert un compromis à la France et à l'Angleterre : la paix à l'Ouest en échange des *mains libres à l'Est* pour l'Allemagne. A l'Angleterre, il offrait aussi la préservation de ses colonies africaines. Rien de tel pour la France, car Hitler cultivait un art de semer la zizanie chez l'ennemi que l'on retrouverait dans la négociation de Rethondes à propos de la flotte. Pour les *mains libres à l'Est*, Hitler savait forcément que c'était presque autant une offre de service qu'il faisait à ses adversaires, plutôt qu'une revendication qu'il leur opposait, tant il connaissait l'anti-bolchévisme des franco-anglais, qui ne le cédait en rien au sien.

Cependant, les avances hitlériennes furent rejetées à la fois par Chamberlain et par Daladier, et même par Daladier le premier. Par un sursaut de dignité ? Plus probablement parce qu'ils comprenaient qu'il ne s'agissait que d'une ruse visant à les diviser et à gagner du temps. En ce qui concerne Chamberlain, il y avait moins de surprise. L'Angleterre était en fait déjà engagée dans la guerre, qui est un chemin sans retour. Chamberlain ne pouvait pas, politiquement, pardonner à Hitler l'assassinat de la Pologne. Daladier, moins contraint par l'ambiance politique française, toute imprégnée de fascisme et d'esprit de trahison, était en revanche handicapé par la même malade irrésolution qui l'avait déjà empêché de faire le saut dans la dictature ouverte : ne pas assumer leur fascisme et leur admiration de l'ordre allemand était la malédiction des élites françaises. Et la revendication coloniale était un gros morceau à avaler, sans parler de la difficulté, au niveau de la *face*, de passer si vite la Pologne par pertes et profits. La captieuse proposition de paix hitlérienne, aussi tentante fût-elle pour beaucoup, était donc vouée à l'échec.

On s'étonne, devant la revendication hitlérienne des *'mains libres à l'Est'*, de l'audace consistant à avouer si tôt après son traité d'amitié avec l'Union soviétique des intentions dont l'expression officielle ne pouvait que venir aux oreilles de Staline. Mais il est de fait qu'inaugurant une politique de l'autruche qui allait perdurer jusqu'au 21 août 1941, Staline fit semblant de ne pas voir que l'expression *'les mains libres à l'Est'* voulait dire le dépeçage de l'Union soviétique, et il appuya l'idée d'un traité de paix franco-anglo-allemand, comme il appuyait toute initiative tendant à rendre moins immédiate la perspective d'un conflit armé impliquant l'Allemagne. Il s'y associa et il commanda à l'Internationale d'en faire l'éloge.

Staline, on l'a vu, préférait la paix par principe et même, pourrait-on dire, à tout prix, et il n'allait pas contrecarrer une initiative dont il n'était pas dupe mais qui ne lui nuisait pas immédiatement. C'est donc par un communiqué commun Ribbentrop-Molotov que la France et l'Angleterre reçurent des propositions formelles de paix. Au niveau de la gestion politique de l'Internationale, Staline avait décidé de dire et de faire semblant de croire, comme le

prétendait Hitler, que seul le bellicisme franco-anglais pouvait prolonger la guerre que ces pays avait déclarée, et il avait maintenu la ligne de la *guerre impérialiste*, la complétant seulement pour dire que l'impérialiste principal serait à ses yeux, les choses en étant arrivées où elles en étaient, celles des puissances affrontées qui refuseraient un arrangement : *'Il correspondrait aux intérêts de toutes les nations de mettre fin à l'état de guerre qui existe entre l'Allemagne d'une part, la France et l'Angleterre d'autre part. [...]* Si toutefois les efforts des deux gouvernements [soviétique et allemand] restaient sans succès, le fait serait alors constaté que la France et l'Angleterre sont responsables de la continuation de la guerre.' On le voit, rien n'est plus faux que de prétendre, comme on le fait beaucoup, que Staline avait cherché à tirer partie des rivalités qui opposaient ses ennemis de l'occident capitaliste pour allumer une guerre entre eux : mais en réalité, la position soviétique n'eut aucun effet sur les événements. A Bruges où ils avaient reçu confirmation de la ligne pacifiste du Kremlin, les représentants de la Direction parisienne du parti communiste avaient reçu la consigne renouvelée de pousser le gouvernement français dans le sens de la paix, si tant est que le parti communiste ait eu la moindre chance d'influencer Daladier et les siens. Daladier quelques eussent pu être ses regrets à ce sujet, ne pouvait en aucune façon répondre positivement aux illusoires et provocatrices propositions d'Hitler, et de toutes façons du côté allemand les dés étaient jetés. On sait que le 9 octobre, dans un mémorandum fixant les directives pour la guerre à l'Ouest, et sans attendre les réponses de la France et de l'Angleterre, Hitler avait annoncé vouloir *'régler de façon définitive le destin militaire des Puissances occidentales'*. C'est seulement le mauvais temps qui, en mettant hors-jeu l'aviation de Goering, obligerait à attendre le printemps et empêcherait de peu le *Führer* - il était né le 20 avril 1889 - de fêter à Paris son cinquante-et-unième anniversaire.

L'intervention communiste eut pourtant lieu et prit la forme d'une *lettre des parlementaires à Edouard Herriot, président de la Chambre des députés*, que s'étaient chargés de rédiger Florimond Bonte et Arthur Ramette. Etrange rencontre entre les préférences de Staline et celles d'Hitler, qui à titre de retombées mettait dans le même camp parlementaire Florimont Bonte en France et Lloyd George en Angleterre : mais tout grand événement recompose les camps jusque là solidifiés selon d'autres linéaments par des souvenirs obsolètes.

Le projet de lettre que Florimond Bonte envisagea en premier lieu de présenter au président Herriot s'abstenait, ce qui aurait été facile, populaire et habituel, de dénoncer le bellicisme affiché du gouvernement français, pour s'inscrire dans la stratégie générale du Parti consistant à ne pas provoquer une opinion et des parlementaires déjà furieux contre lui. La lettre affirmait principiellement : *« Chaque Français veut la paix, car il sent qu'une guerre de longue durée serait terrible pour notre pays et compromettrait à la fois son avenir et les libertés démocratiques »*. Tout cela était tristement vrai et même banal et généralement accepté, mais suffirait à justifier la réaction indignée des partis prétendument *républicains*, puisque seuls les communistes n'avaient pas le droit d'avoir horreur de la guerre et de voir qu'une génération tout juste après la saignée de 1914-1918 elle risquait de mettre un point final à la civilisation française. La suite consistait à demander un débat sur les propositions germano-soviétiques : et cette suggestion dépourvue de conséquences fut aussitôt dénoncée comme trahison par toute la classe politique. Il était sans doute gênant pour les groupes dirigeants qui avaient conduit le pays dans cette impasse de suggérer que la guerre déclarée, sinon entreprise, pour la Pologne, n'avait plus lieu d'être si la Pologne n'existait plus et si l'on semblait s'y résigner. Cette guerre, on ne voulait pas la faire : mais au risque de prêter le flanc aux accusations de bellicisme d'Hitler, de Staline, et des communistes, on préférait ne pas la faire, mais sans le dire. Les bourgeois français ne voulaient pas se battre contre Hitler, mais,

politiciens de bas étage dans l'âme, ils voulaient aux yeux de leurs électeurs avoir l'air de s'opposer fermement au fascisme ... sans pour autant sembler s'opposer à la paix. Plutôt que de tenter d'expliquer comment tout cela tenait ensemble, ils préféreraient que la question ne soit pas débattue et que les ouvertures de l'ennemi – aussi malhonnêtes fussent-elles – soient le plus vite possible oubliées. Il était donc simple et expédient pour eux de noircir les intentions du parti communiste et de taxer l'initiative de Ramette et Bonte d'anti-patriotisme.

En réalité, si l'on fait abstraction des circonstances qui pouvaient en modifier le sens et la portée, les positions défendues dans la lettre communiste n'étaient qu'un retour au pacifisme traditionnel du PCF depuis sa naissance, qui se trouvait correspondre aux aspirations profondes de la quasi-totalité de la population, et qui était, en matière de défaitisme, très en-deçà des intentions secrètes de beaucoup de hiérarques politiques, économiques et militaires du parti soi-disant patriotique. Mais on ne pouvait, au gouvernement qui avait été celui du *Front populaire*, manquer de sauter sur une occasion de désigner les communistes comme des traîtres. Léon Blum, qui s'était jusque là donné le rôle du *bon flic* dans la grande maison de redressement qu'était devenue la Chambre des députés, se mit à parler de *cynisme* et d'*hypocrisie* : comme si c'était le parti communiste, et non le gouvernement Daladier, qui avait abandonné la Pologne à son sort, qui voulait à la fois la guerre et la paix, qui montrait ses muscles comme un lutteur de foire et qui faisait dans la vaine rodomontade pour en réalité éviter toute décision difficile et tranchée.

De l'autre côté du fossé culturel et stratégique qui s'appellerait un jour *le rideau de fer*, Dimitrov non plus n'était pas content, et il devait critiquer vertement la production de Bonte et Ramette dans un message du 3 octobre 1939. Lui trouvait le parti français trop pusillanime dans son attaque contre le double jeu de Daladier. Il lui reprochait non tant son désir de paix – la paix était l'objectif aussi de l'Internationale – que sa disposition à rechercher encore une entente, sur le terrain du pacifisme, avec le gouvernement bourgeois. Il fallait au contraire, à la façon de Lénine, profiter de la situation de guerre pour faire avancer la cause de la révolution : « *Considérons lettre de Ramette à Herriot comme une erreur. Communistes français ne peuvent prendre initiative ni responsabilité pour la conclusion de la paix par gouvernement bourgeois France, Angleterre, Allemagne, parce que ce serait une paix impérialiste, source de nouvelles guerres. En luttant contre guerre impérialiste, communistes mettent tous leurs efforts pour liquider la guerre par défaite des gouvernements bourgeois et victoire de la classe ouvrière, seule capable supprimer sources de toutes guerres* ».

Pour Dimitrov, il fallait la paix, et il fallait la révolution mais dans le bon ordre : comme Brest-Litovsk avait suivi la prise du Palais d'Hiver. Fallait-il comprendre aussi : en passant par la défaite ? Cela n'était pas dit, mais cela y ressemblait : le 19 novembre, l'*Internationale*, qui avait apparemment ses antennes au plus haut de l'organigramme nazi, ayant été informée du projet hitlérien de passer à l'offensive contre la France avant l'hiver, Dimitrov allait encore demander directement à Marcel Cachin, qui en tant que sénateur était resté le seul élu communiste encore libre de s'exprimer publiquement, de s'élever contre la *guerre impérialiste*. Peu enthousiaste de la ligne de la *guerre impérialiste* mais fervent partisan de la paix, Cachin s'exécuterait, et il finirait par se voir déchu de son mandat de sénateur le 29 février 1940. Par la suite, il refuserait de suivre les consignes relatives à sa propre sécurité, et par chance seulement échapperait aux tentatives les plus assassines des collaborateurs. En septembre 1941, début des attentats et des fusillades d'otages, qu'il avait déplorés les uns comme les autres, il ferait l'objet d'un enlèvement organisé par Boemelburg avec l'aide de Gitton suivi d'un chantage exigeant de sa part une condamnation des actions de

l'Organisation spéciale. Il ferait ensuite l'objet, en réaction, d'une *mise à l'abri*, qui était aussi une prise de contrôle, par un groupe d'action du Parti.

Ironie de la situation, la désapprobation de la *lettre au Président Herriot*, qui avait déclenché tant de contre-mesures et de réactions hostiles de diverse parts, ne fut pas moindre à la base du Parti lui-même, qui par nature et par tradition pacifiste, était aussi, et contradictoirement, dans ses profondeurs militantes marqué par toute une tradition antifasciste, ravivée par le souvenir récent et brûlant de l'engagement en Espagne : et qui se trouvait donc être le moins pacifiste des secteurs d'opinion dans cette période. Aussi la *Lettre* fut-elle aussi diversement reçue par les militants que l'annonce du Pacte germano-soviétique quelques semaines plus tôt. Beaucoup la considérèrent comme un faux visant à discréditer le Parti. D'autres, sans refuser l'évidence de son authenticité, soulignaient la bévue tactique d'une telle démarche. Car la justification des critiques était double : il était non seulement, un peu lâche et lamentable de demander la paix sur une défaite, mais aussi dangereux. Gabriel Péri aurait déclaré à peu près : « *Nous fournissons au gouvernement un excellent prétexte pour nous envoyer au poteau de Vincennes* », et dans l'ensemble les députés communistes étaient de son avis, et se prononcèrent contre le texte. La lettre fut pourtant envoyée le 1^{er} octobre, avec seulement quelques modifications : et il est difficile après les critiques de Dimitrov d'être certain que cela signalait l'emprise maintenue et le contrôle précis de l'Internationale et de Staline en personne sur le Parti français. Mais l'on peut en revanche considérer, avec le recul du temps, que le choix était ainsi fait, au niveau français, quoique au forceps et à contre-cœur, d'une politique de confrontation avec l'État bourgeois, qui n'était rien de moins que la véritable ***entrée en résistance*** du Parti communiste. Et ce qui rend la démarche historiquement significative, et même majeure, c'est que la modération de la forme ne changea rien à la violence de la réponse. Il apparut que quelques soient les positions prises, il n'y avait aucune clémence à attendre quand on était communiste du pouvoir bourgeois, républicain puis bientôt dictatorial, qui trahissait en se targuant de consensus patriotique mais ne servait que les sordides intérêts d'une classe dans une guerre en réalité sociale : si, quelques mois plus tard et dans les circonstances à peine modifiées de l'occupation et du pétainisme, Catelas le 'sectaire', qui avait approuvé la lettre au président Herriot sans réserves fut désigné par Pétain pour être le premier guillotiné des figures de proue du communisme, Péri le supposé 'critique' fut de son côté le premier fusillé après l'entrée du Parti dans la lutte armée contre l'occupant. Car le pire était à venir.

7. L'entrée dans la clandestinité du parti communiste

La conclusion de l'épisode doctrinalement chaotique qui avait suivi la déclaration de guerre eut lieu le 4 octobre 1939 avec le départ de Maurice Thorez pour Moscou. Thorez ne semble pas avoir jamais été tenu en très haute estime par Staline, et les divagations du Parti entre le vote des crédits de guerre, les prises de position patriotiques des uns et pacifistes des autres et la confusion finale autour de l'initiative Bonte-Ramette finirent par décider le *Vojd* à s'assurer de la personne du chef du parti français. Selon la version officielle du Parti, il s'était agi de préempter la vague répressive à venir après la *lettre au Président Herriot* : mais selon Charles Tillon, le rappel de Thorez à Moscou était en même temps une sanction et une prise de contrôle de la part de Staline, qui estimait avoir à se plaindre de la stratégie, ou du manque de

stratégie, de la direction française aux approches de la guerre. C'était sans doute en effet une façon de s'assurer qu'à l'avenir la juste ligne de l'Internationale serait communiquée sans délai ni anicroche à Paris par l'autorité française la plus élevée après avoir été correctement retranscrite en français : mais par ailleurs cette initiative évita peut-être au principal dirigeant du Parti français d'être tôt ou tard raflé par la soldatesque de Daladier comme le fut la quasi-totalité des députés communistes non mobilisés trois jours plus tard, et de subir le même sort que Thaelmann en Allemagne. Et donc la manœuvre n'était certainement pas déraisonnable, et venait à son heure. Il ne s'agissait en tous cas nullement d'une initiative individuelle. Il n'était pas question de lâcheté ou d'un manque personnel de patriotisme, comme évidemment les adversaires du parti communiste voulurent toujours le faire croire. Parler simplement de 'désertion', quoique techniquement exact, relève de la polémique politicienne. Ce fut pourtant longtemps la position du général de Gaulle, lui-même condamné à mort par Vichy sous le même prétexte. Pour l'anecdote : recevant de Gaulle peu avant la libération du territoire français, Staline, après qu'il fut entendu que Thorez allait être rapatrié et que la *désertion* serait oubliée, lui recommandera - sur le ton de la plaisanterie - mais avec Staline on ne savait jamais trop sur quel ton danser - de le mettre tout de même en prison, *mais pas tout de suite*. Daladier, pour une fois, avait été plus décidé en octobre 1939.

Avec le transfert de certains cadres communistes vers Moscou, il s'agissait toujours de stratégie politico-militaire. Par la suite, Thorez replié à Moscou et Dimitrov décidèrent de faire déserteur de l'armée ceux des cadres communistes dont le travail clandestin le nécessitait. Les autres, et en particulier les députés, devaient rester sous les drapeaux et y mener un travail de propagande : mais Thorez, ainsi que Marty et aussi Raymond Guyot, que le Komintern prendra la décision de faire rentrer à Moscou après son mémorable esclandre du 9 janvier 1940 à l'Assemblée nationale, faisait partie de ces cadres importants, pleins d'avenir, et apparemment non-dispensables, qui passèrent au moins une partie de la période de guerre hors de France, ou assurèrent par leur va-et-vient entre Moscou et la France occupée un contact vivant entre le Parti en exil et le Parti sur le terrain.

Thorez, comme tous les mobilisables du Parti, avait répondu à l'appel et se trouvait en garnison à Chauny où son régiment était stationné. Contactée à Paris, son épouse Jeannette Vermeersch avait été chargée d'aller l'y retrouver et d'organiser son passage vers l'Union soviétique. A Chauny, Maurice Thorez était logé chez l'habitant et menait, semble-t-il la vie plutôt confortable d'une armée française en temps de guerre lorsque le gouvernement a décidé que faire la guerre consiste à attendre sans rien faire que l'ennemi attaque. Plus résolue et expéditive que Daladier, Gamelin et tout l'État-Major réunis, Jeannette Vermeersch avait pris son grand homme de mari sous le bras et elle lui avait fait passer la frontière belge immédiatement - en pantoufles et sans terminer sa partie de belote - en compagnie de Marthe Desrumeau. Il restera d'abord caché en Belgique où les historiens du détail superfétatoire mais parfois savoureux perdent sa trace, pour ne le retrouver qu'à Moscou, ou dans la banlieue de Moscou, dans une datcha du gouvernement soviétique et sous bonne protection - protection et surveillance - de la police politique. Il y serait arrivé sous un passeport soviétique à une date parfois discutée, très probablement dès le 8 novembre 1939, si l'on se fie à sa signature sur les télégrammes envoyés par l'Internationale, soit assez vite après sa condamnation en France - par contumace - à six ans de prison pour désertion le 17 octobre. D'autres disent, mais sans pouvoir le prouver, que cela n'aurait été qu'au moment de l'invasion en juin 1940. Quoi qu'il en soit, il y passera la guerre et ne donnera plus que des motifs de satisfaction au guide suprême du communisme mondial : séjour certes un peu dangereux, mais sans beaucoup de péripéties. Il y aura peu à dire sur son influence sur le

cours des événements. Il semble que les secrétaires généraux des partis frères, en attendant de devenir des dirigeants suprêmes de pays frères, tenaient le même genre de position autour de Staline que des ducs à la cour de Louis XIV. Décoratifs et nécessaires, mais sans fonctions ni influence. Pour être équitable, il faut cependant reconnaître que ni de Gaulle ni les royautés hollandaises ou scandinaves n'en eurent davantage auprès des anglo-américains.

En France, cependant, le repli de Thorez sur Moscou s'articulait avec quelques initiatives politiques majeures et quelques modifications du dispositif organisationnel du Parti qui devaient lui donner sa forme de guerre et de clandestinité. Rejoignant Thorez à Bruges le 9 octobre sur convocation de Fried, puis l'accompagnant à Bruxelles le 11 avec également Ramette, Duclos et Frachon allaient se faire adouber comme responsables suprêmes du Parti en France en l'absence du secrétaire général. Seul Frachon, dans un premier temps, devait retourner à Paris, Duclos s'installant en Belgique pour plus de sécurité. Il ne devait rentrer en France et y compléter le triangle de direction définitif en s'adjoignant Tillon qu'après la chute de Paris : mais dès avant le début effectif des opérations militaires le commandement du Parti devenait complètement vertical, Thorez, Duclos et Frachon n'étant plus que trois points de la chaîne de transmission des consignes élaborées à Moscou, avec un relais de l'Internationale à Bruxelles.

L'envoi de la lettre au président Herriot et la désertion de Maurice Thorez marquèrent une rupture définitive entre le Parti communiste et les politiciens bourgeois qui n'attendaient que cela. Les grandes décisions étaient déjà prises puisque c'est le 4 octobre 1939 que le Conseil des Ministres décréta illégalement la clôture des Chambres, préalable nécessaire à l'arrestation des députés communistes, considérés comme *solidaires de la ligne de la 'guerre impérialiste'*. Le coup décisif contre la république fut porté dans la nuit du 7 au 8 octobre 1939, durant laquelle 36 députés communistes furent arrêtés en pleine nuit, sans l'ombre d'un motif qui puisse tenir en droit. Seul un petit nombre échappa à la police pour des raisons diverses, dont Gabriel Péri, qui se décida alors à se cacher, mais les arrestations continuèrent ensuite et faute d'être sérieusement passé à la clandestinité, tout l'appareil politique du Parti fut démantelé. Le vide des dossiers au-delà de l'accusation vague et non légalement définie de solidarité avec la ligne de la *'guerre impérialiste'* faisait de la mesure une violation de l'immunité parlementaire constitutionnelle et un exemple majeur de la violence de la dictature instaurée par Daladier depuis le vote des pleins pouvoirs. C'était en vérité un coup d'État auquel Daladier se livrait, avec la complicité de la totalité des députés non communistes, préalable au second coup d'État, moins significatif en vérité, du maréchal Pétain avec l'autre vote du 10 juillet 1940. Le 25 du même mois, dans un texte à l'intention du Parti américain, Dimitrov conclura : « *La France n'est plus un pays démocratique. Daladier est un aventurier ordinaire du genre de Napoléon III, mais en pire.* » Les ponts étaient définitivement rompus.

Le premier coup une fois porté, la répression ne connut plus de bornes. Sérol entama la liquidation des biens du Parti et suspendit les conseils municipaux communistes. Les syndicats communistes furent dissous et leurs militants arrêtés avec l'appui des syndicats anticommunistes, ou bien, dans les organisations qui étaient restées pluralistes, les militants communistes furent exclus par les socialistes, privant le Parti de ses derniers relais d'influence sur les masses. La polémique ne fut plus portée au niveau de l'opinion que par des tracts ou journaux clandestins, ou bien depuis l'étranger. C'est dans *Le Monde* organe de l'Internationale communiste, mais publié à Bruxelles, et qui venait de faire paraître une lettre ouverte d'André Marty contre Léon Blum, que paraîtra aussi la protestation du Parti contre les événements du 7 octobre, concluant : « *la rage des impérialistes français et de leurs valets SFIO est compréhensible. En exprimant le désir unanime de paix du peuple français, nos*

amis communistes démasquent les plans de carnage des 200 familles qui veulent continuer la guerre impérialiste à tout prix».

Le 31 octobre, la fin des opérations en Pologne ayant depuis déjà un bon mois privé les puissances occidentales de leur but de guerre initial, Molotov confirmerait la ligne de la *guerre impérialiste*, qui mettait la France et l'Angleterre sur le même plan de responsabilité dans la situation de guerre, et plaçait les communistes français et anglais en porte-à-faux dans leurs sociétés respectives. Devant le *Conseil suprême des Soviets de l'URSS* il formulait l'analyse soviétique des positions respectives, qui ne manquait pas de perspicacité, mais avait le défaut d'être tout-à-fait indéfendable devant un public français ou anglais : « *On peut rejeter ou admettre des idées politiques comme celles du national-socialisme, mais il est insensé et criminel de déclarer qu'elles sont une raison de guerre. [...] La véritable cause de la guerre faite à l'Allemagne par l'Angleterre et la France n'est pas que l'Angleterre et la France auraient juré de rétablir l'ancienne Pologne, et non plus, naturellement, qu'elles se seraient résolues à assumer la tâche de combattre pour la démocratie. Les milieux dominants en Angleterre et en France ont naturellement d'autres motifs, des motifs plus réels de faire la guerre à l'Allemagne. Ces motifs ne rentrent dans le domaine d'aucune idéologie, mais dans la sphère des intérêts les plus matériels de ces pays en tant qu'énormes puissances coloniales. [...] Le caractère impérialiste de cette guerre est donc manifeste pour tous ceux qui veulent voir la vraie situation et ne ferment pas les yeux à la réalité des faits. Tout nous montre qui a besoin de cette guerre, faite en vue de l'hégémonie mondiale».* Cette analyse serait encore confirmée le 29 mars par le même Molotov dans un discours au Soviet suprême, alors que la France et l'Angleterre ourdissait des plans non contre l'Allemagne, mais contre l'Union soviétique : « *L'Allemagne [...] est devenue un rival dangereux pour les principales puissances impérialistes d'Europe, la France et l'Angleterre. Pour cette raison, ces dernières ont déclaré la guerre à l'Allemagne sous prétexte d'accomplir leurs obligations envers la Pologne. [...] Et puisque l'Union soviétique s'est refusée à faire le jeu de l'Angleterre et de la France dans cette politique impérialiste contre l'Allemagne, leur hostilité envers l'Union soviétique s'en est d'autant accrue.* » Le 10 avril 1940, au début de la campagne de Norvège qui entamera la guerre chaude entre les forces terrestres franco-anglaises et allemandes, le **Komintern** répétera son analyse du conflit comme *guerre impérialiste* et attribuera la responsabilité principale de son aggravation à la politique suivie par les gouvernements français et anglais soumis à l'influence prédominante des politiciens socio-démocrates, désignés comme la **Deuxième Internationale** : « *la politique de guerre agressive et impérialiste de l'Angleterre et de la France en Scandinavie a eu contre conséquence des contre-mesures impérialistes de la part de l'Allemagne. Les principaux responsables sont les partisans de l'expansion de la guerre, à Londres, à Paris et leurs agents, la Deuxième Internationale».*

Dupliquant l'effort d'analyse de l'Internationale, Maurice Thorez, désormais installé à Moscou et soucieux de marquer sa prééminence par rapport à Marty, jusqu'à sa venue le principal responsable français auprès de Staline, publierait clandestinement dans l'*Humanité* du 10 avril 1940, et donc pour la France occupée par le Capital en attendant de l'être par les nazis, un article majeur formulant la ligne communiste pour les temps à venir. Il y insisterait sur la divergence d'intérêts entre le peuple et le capital franco-anglais fauteur de guerre, '*les Pitt et Cobourg de 1940*', et préconisait la recherche de l'appui soviétique en vue de la paix. Il ferait le tour des points chauds du moment : les rives de Scandinavie, où *des milliers d'hommes se font tuer*, les Balkans et le moyen-orient *que les bellicistes se proposent d'entraîner dans la guerre*, les pétroles roumains et l'embouchure du Rhin *qui sont l'objet des*

convoitises des puissances impérialistes. Il dénoncerait nommément les traîtres au pouvoir en France, brigands impérialistes qui persécutent le parti communiste parce qu'ils souhaitent favoriser Hitler et l'Angleterre : pêle-mêle les Wendel et Déat, Daladier, Bonnet, de Monzie, Pomaret, Jouhaux, Blum, Paul Faure, et évidemment Flandin, qui ont fait de la France un dominion de l'Angleterre et déclenché une guerre impérialiste. Il dénoncerait la finance, et en particulier la Banque d'Indochine dont les bénéfices ont doublé dans la deuxième moitié de 1939. Il énonçait un slogan : L'ENNEMI EST DANS NOTRE PAYS ; IL FAUT ARRÊTER LE MASSACRE. Où l'on retrouvait, donc, ce principe d'action qui allait loin : il appartenait à la classe ouvrière de chaque pays de combattre sa bourgeoisie nationale, pas de se mêler de guerres impérialistes. Autrement dit : c'était aux Allemands de combattre Hitler. Les communistes français n'avaient pas à s'en mêler, ni comme militants, ni comme militaires : leur rôle à eux était de combattre Reynaud, Blum et Daladier, chose qu'ils faisaient d'ailleurs forcément, ne serait-ce qu'en tâchant de se soustraire aux attentions de leur police.

L'esprit de résistance tout d'abord aux attaques du gouvernement français allait infuser dans les profondeurs du parti et se traduire en une propagande séparatiste, éventuellement maladroite ou intempestive. La propagande des communistes français, fondée sur une mauvaise compréhension de la politique de Staline, était maladroite et allait en tous cas très au-delà du seuil de tolérance des segments non-communistes de l'opinion, aussi larges d'esprit fussent-ils. Dans un télégramme au Komintern du 7 février 1940, Maurice Tréand se félicite des *bons résultats obtenus par la propagande communiste dans l'armée* : mais franchement, on peut en douter, car mettre sur un pied d'égalité la France et l'Allemagne et leur assigner un même degré de responsabilité dans le déclenchement de la guerre ne pouvait que susciter l'« scepticisme et l'indignation. Par exemple, en février 1940, un tract des Jeunesses communistes disait : « Non ! Il n'est pas vrai qu'Hitler et le fascisme hitlérien, bourreaux du peuple allemand, soient seuls responsables de la guerre. La bourgeoisie française et ses partis, y compris le parti socialiste, comme la bourgeoisie anglaise et les siens, en sont également responsables. [...] Hitler a été leur homme, comme il a été celui de de la Roque et Doriot, tant qu'il a été champion de l'anticommunisme forcené et de l'agression antisoviétique ». Plus tard, à l'occasion du 1^{er} mai 1940, soit à la veille de l'attaque allemande, et alors que les gouvernements français et anglais se seront décidés à agir contre Hitler, le Parti communiste dénoncera la 'violation de la neutralité norvégienne' - et attaquera le gouvernement et les syndicats réformistes qui le soutenaient dans des termes qui frappent par leur manque de réalisme. Prenant Reynaud pour un nouveau Clemenceau l'**Humanité du soldat** écrira : « Nous désignons les responsables. A nos yeux les traîtres et les criminels, ce sont les hommes qui conduisent notre peuple à l'abattoir, ceux qui sacrifient la vie de la jeunesse française. [...] Ce sont les Laval, Flandin, Bonnet, Daladier, Blum, Reynaud. [...] A bas les chefs socialistes et réformistes, vautés dans l'Union sacrée de guerre et de trahison. [...] Les bassesses qui leur valent aujourd'hui les louanges des potentats du capital ne seront pas oubliées à l'heure du règlement des comptes. » Une propagande ainsi orientée ne pouvait pas prendre sur la population, et en particulier pas sur la troupe, mobilisée dans les casernes, témoin de l'impréparation de la guerre qui venait, et du manque d'enthousiasme des officiers à proportion qu'ils étaient plus haut placés et plus réactionnaires. Au contraire, l'anticommunisme populaire qui était apparu avec le Pacte germano-soviétique et le partage de la Pologne et qui était attisé par la presse bourgeoise et fascisante, ne fut atténué que par le désarroi provoqué par la passivité du gouvernement face à Hitler. Car les positions prises n'annonçaient en rien ce qui allait se passer quand l'ennemi serait là, et ce n'était pas non plus dans un esprit de défense nationale que le gouvernement français de son côté réprimait son opposition. La suite allait amplement le montrer.

En attendant de trahir ouvertement, le gouvernement Daladier-Reynaud resta sur la ligne de non-confrontation avec le fascisme inaugurée par la prétendue '*non-intervention*' en Espagne - en réalité le choix de Franco contre une république rouge - depuis confirmée à Munich, tandis qu'avec le lancement du mot d'ordre '*Thorez au pouvoir, des soviets partout*', assorti d'un programme mentionnant la conclusion « *d'une paix juste et durable* », le Parti communiste se posait non tant en opposant à la politique effective de Daladier puis de Reynaud, mais comme un rival du gouvernement sur la ligne pacifiste, ce qui ne pouvait qu'inciter celui-ci à accentuer la répression. Le militant anticommuniste André Rossi, auteur d'un ouvrage intéressant et très documenté '*Les communistes français pendant la drôle de guerre*', notera que beaucoup de ceux qui se sont fait remarquer par leur furie anticommuniste '*ne sont nullement des fanatiques de la guerre jusqu'au bout ; au contraire, dans leurs rangs se trouvent aussi ceux qui ne cesseront, pendant la drôle de guerre, d'espérer un compromis qui y mette fin*' : et en effet, cela éclate, la position communiste sur la guerre était surtout un prétexte à leur persécution. Pour le gouvernement Daladier-Reynaud, qui allait si facilement ouvrir la porte à un gouvernement Pétain-Weygand puis Pétain-Laval, le supposé défaitisme du parti communiste n'était qu'un prétexte pour l'interdire, après l'avoir persécuté après Munich pour son supposé bellicisme. Pacifiste, le gouvernement bourgeois l'était lui-même au moins autant que n'importe quel communiste, et cela allait beaucoup se voir dans les mois à venir. Pacifiste et même défaitiste, le gouvernement français, sous l'influence du capital, intégré qu'il était à l'échelle continentale, et pas du tout germanophobe parce qu'il trouvait que les méthodes allemandes avaient du bon.

Le Parti communiste, de son côté, n'était pas plus cohérent et compréhensible puisqu'il critiquait en même temps le principe de la guerre que le pouvoir bourgeois avait déclarée au principal pays du fascisme que son abstention de toute lutte effective contre lui. Et cette situation embrouillée et malsaine allait se prolonger pendant sept mois. La ligne de la *guerre impérialiste* signifiait que : la lutte contre le fascisme, s'il fallait encore en parler, ne consistait pas à l'affronter là où il était le plus puissant - en Allemagne et en Italie - mais seulement en France même, où il était plutôt souterrain et contenu par une large réprobation populaire. Et du coup la propagande du Parti consistait à s'en prendre aux petits et aux moins évidents coupables plutôt qu'aux grands scélérats. Hitler, homme du parti socialiste ? Blum et Daladier boute-feu, simples mauviettes ou complices efficaces du fascisme ? Ce que chacun, à la base, faisait des arguments séparatistes et comment il répercutait autour de lui les raisonnements de la presse clandestine découlait du plus ou moins fort esprit de discipline de chacun, et n'était éventuellement tempéré que par le bon sens individuel. Mais au total, en tenant sans prudence un langage aussi embrouillé et contradictoire que véhément, les individus communistes, un peu partout, allaient se retrouver isolés, ostracisés, éventuellement persécutés au travail, à l'armée, dans leurs propres familles.

Par la suite, on allait voir la position de l'Internationale évoluer, bien entendu d'abord du fait de Staline en personne, à la suite des succès allemands, qui finirent par inquiéter l'Union soviétique : ce qui montre la fausseté des analyses qui décrivent Staline comme un *allié* d'Hitler à la suite du pacte de non-agression. Il est clair que Staline voulait, de préférence, la paix, et s'il devait y avoir la guerre, ses objectifs étaient, premièrement, que l'Union soviétique ne soit pas impliquée, et ensuite, que l'Allemagne la perde. Telle était son ambition pour l'Union soviétique : la sécurité dans la paix par le contènement des prétentions expansionnistes allemandes. Car il n'avait pas manqué de reconnaître - et comment l'aurait-il pu ? - que la plus grande menace pour la paix et la sécurité soviétique était l'agressivité des régimes nazi allemand et fasciste italien. Aussi, dès le premier choc de l'année quarante entre

les armées des pays *impérialistes*, l'Internationale communiste allait-elle infléchir sa position dans le sens d'une dénonciation prédominante de l'agressivité germano-italienne : ses deux vieux ennemis de la guerre d'Espagne. Mais cette évolution échappa à la base des couches militantes communistes, car avec le chaos des communications découlant de la répression, de l'interdiction de la presse communiste, et des opérations militaires, les rectifications de ligne allaient cesser d'être communiquées efficacement sur le terrain. Jusqu'à juin 1941 et l'alliance officielle entre l'Angleterre et les gouvernements en exil des pays envahis, le peuple communiste en resterait à l'analyse initiale qui mettait tous les pays de régime bourgeois sur le même plan. Et sur la consigne pour chaque peuple de lutter prioritairement contre l'impérialisme de son propre gouvernement bourgeois, qu'il soit ouvertement fasciste ou se prétende 'démocratique'.

8. Postures du Parti en guerre civile

Le départ de Maurice Thorez pour Moscou eut cette conséquence que le personnage principal de la résistance communiste en France, du côté des politiques, fut Jacques Duclos, non mobilisé, non pris par la police, et resté clandestin et caché jusqu'à la libération de Paris en août 1945. La résistance de Duclos, caché en banlieue parisienne pendant toute la guerre, et de toute la guerre ne sortant pratiquement jamais de son pavillon de banlieue si ce n'est pour de courtes promenades dans le jardinet alentour, telle qu'elle transparait à travers ses *Mémoires*, est en soi un roman. Duclos est entre autres choses intéressant en tant que principal responsable de l'*Humanité* clandestine. La parution du premier numéro clandestin de l'*Humanité*, interdite deux mois plus tôt, n'eut lieu qu'au début de novembre 1939 : ce qui montre la difficulté des temps pour l'organisation communiste. Le Parti n'étant pas parvenu à se doter de moyens d'imprimerie, pendant cinq ans, l'*Humanité* ne fut plus qu'une feuille ronéotée de deux pages, de parution irrégulière à raison de quelques numéros par semaine, tapée à la machine et tirée dans des caves ici et là avec les moyens du bord, et que les militants et sympathisants se passaient de main en main ou glissaient nuitamment dans des boîtes à lettres. Quelques exemplaires, évidemment, étaient soigneusement recueillis et étudiés par la police. On en trouve aujourd'hui une collection assez complète à la Bibliothèque nationale, consultable en ligne.

Pendant toute la guerre, l'essentiel de la matière rédactionnelle fut produite par très peu de personnes : en somme, on peut le supposer étant donné le cloisonnement strict que s'imposait la direction du Parti l'entourage de Jacques Duclos, caché dans la banlieue sud de Paris. Peut-être même est-elle essentiellement l'oeuvre de Jacques Duclos personnellement. On est frappé par la qualité du français, à peu près exempt de fautes d'orthographe, et l'on n'ose pas imaginer à quoi ressemblerait un journal produit dans les mêmes conditions au vingt-et-unième siècle. Quant au contenu, il peut décevoir l'historien, car il est essentiellement centré sur les luttes quotidiennes de la classe ouvrière et paysanne pour son existence, parfois seulement sur les événements marquants de la guerre, au moment des grands épisodes répressifs ou pour commenter les prises de position des ennemis, français et allemands, et de l'ami soviétique, mais sans que presque aucun renseignement ne transpire sur l'activité militaire propre au Parti communiste français. Parfois seulement, mais on comprend que c'est pour des impératifs de sécurité immédiats, on trouve dénoncé un traître, vrai ou faux, devenu espion de la police et dont il importait que les camarades se défient. Et il s'agit presque toujours d'une personne intéressante.

Si la production des textes était extrêmement concentrée tout en haut de la Direction clandestine, le ronéotage en revanche était décentralisé, et il y avait même éventuellement des refrappes effectuées par des militants locaux, ce qui fait que l'on trouve des exemplaires contemporains d'un même numéro comportant les mêmes textes dans des dispositions différentes. Il fallait ensuite assurer la distribution, parfois en butte à l'hostilité ou à l'indifférence de la population. Les tracts et brochures que l'on retrouve parfois – rarement – sous forme imprimée et plus professionnelle venaient par la Belgique. Ribbentrop se vantera de savoir qu'ils auraient été imprimés en Allemagne.

Ainsi allait la presse du Parti, difficilement, comme sa guerre. Car l'ennemi, depuis Daladier jusqu'à Goering en passant par Reynaud, Pétain et Darnan, s'il devait changer de nom, d'idéologie, d'alliés et même de langue, ne relâcha jamais ses efforts pour détruire le parti communiste, son adversaire principal. En face de cela, la politique du parti révolutionnaire telle qu'elle ressort entre autres choses de la lecture des numéros de l'*Humanité* de guerre était à la fois soviétique dans ses méthodes et étrangement petite-bourgeoise dans ses objectifs. Contrastant avec la figure toute militaire des structures, et aussi avec la ressemblance de la ligne *théorique* avec la position de Lénine pour la Russie en 1914 : '*transformer la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire*', on constate qu'en pratique la propagande clandestine du Parti restera pendant la *drôle de guerre* axée sur les revendications matérielles élémentaires des soldats, puis ensuite parlera essentiellement des difficultés matérielles des travailleurs, un peu de la répression et des deuils, mais pratiquement pas de la lutte armée, qui fera même en plus d'une occasion l'objet d'un déni véhément. Dans la première période, précédant la défaite et l'occupation, la ligne fixée par l'article fondateur de Georges Dimitrov : '*La guerre et la classe ouvrière des pays capitalistes*', paru dans le journal '*L'Internationale communiste*', fut pacifiste et sectaire, les partis socialistes devenant la cible principale de la polémique en politique intérieure, la France et l'Angleterre, jugées responsables de la poursuite de la guerre, en matière internationale. On faisait au parti communiste la propagande contre la '*guerre impérialiste*', mais aucune action subversive n'était envisagée en vue de créer une situation révolutionnaire. Et la même impasse sur toute perspective révolutionnaire persista par la suite. Excluant le recours à la violence révolutionnaire contre les gouvernements de trahison de Daladier, Reynaud et Pétain, la politique du Parti consista ensuite à se rallier sans arrière-pensée à de Gaulle et à ses projets de restauration à l'identique de l'ordre bourgeois. La ligne suivie pendant toute la période de la guerre par le Parti communiste contrôlé par Staline pourrait donc être définie comme un *défaitisme ouvrier sans projet révolutionnaire*. De révolution, il n'y eut donc pas, ni même la moindre tentative, ni le moindre projet, ni la moindre consigne, même au lendemain immédiat de la victoire, à l'époque où l'armée FTP était la principale force militaire en France après l'armée américaine. Il faut croire que contrairement aux histoires de croquemitaines véhiculées par la propagande de guerre froide, Staline se satisfaisait d'une France qui soit un môle stable d'ordre bourgeois pourvu qu'il soit en même temps méfiant vis à vis de l'Allemagne et aussi des Etats-Unis : pourvu en somme qu'il soit *national*, c'est à dire tout ce que de Gaulle semblait incarner mieux que quiconque en 1945. Staline savait faire la part du feu et se contentait de cela : il restait aux communistes français, en dépit des sacrifices, à faire de même. Mais de plus, l'influence de de Gaulle étant limitée et temporaire, le résultat final serait que la France resterait sous la coupe anglo-américaine comme cela avait été tranché entre Churchill et Staline un peu avant Yalta. C'est à ce titre qu'elle obtiendrait une mini-zone d'occupation en Allemagne vaincue, et un strapontin au Conseil de sécurité de l'organisation des Nations Unies de New-York. Puis il y aurait la crise de Suez, et toute autonomie des pays

d'Europe, qu'ils soient au nombre des vainqueurs, des semi-vainqueurs, des semi-vaincus, des tout-à-fait vaincus, ou bien encore des vrais et des faux *neutres*, deviendrait poussière.

Il faut reconnaître pourtant que pendant cet automne-hiver de 1939-1940 qui vit Daladier et ses complices effectuer la *mise à la raison* du parti communiste que Bonnet avait promise à l'ambassadeur allemand Welzeck, certaines prises de parole communistes en retour furent très crânes, et tapaient juste. Ainsi lorsque le 9 janvier 1940 la Chambre des députés examina le principe de la déchéance des députés communistes, sept d'entre eux se présentèrent en séance : ceux qui n'étaient pas encore illégaux, arrêtés ou en fuite parce qu'ils étaient mobilisés et protégés de poursuites civiles par leur statut militaire. Il y avait là Raymond Guyot, André Mercier, Charles Michels et Fernand Grenier, qui refusèrent de se lever pour rendre hommage aux armées, arguant qu'on ne se rend pas hommage à soi-même, et qu'il n'y avait guère de quoi rendre hommage dans le bilan de l'armée française depuis quatre mois. Ils firent ressortir la contradiction entre les accusations de trahison formulées contre les communistes et la passivité de l'armée française sur le front. Méprisant les cris unanimes de leurs bientôt ex-collègues, ils renvoyèrent aux persécutions anticomunistes, et interpellèrent la horde des vociférateurs : "*Ce n'est pas à l'Allemagne que vous faites la guerre, mais au peuple français*". Si bien qu'au fond, bourgeoisie française et prolétariat français étaient d'accord sur le constat : l'ennemi était à l'intérieur. D'accord pour être en désaccord, et pour se préoccuper seulement de mener leur guerre franco-française privée, comme si l'ennemi n'était pas à la porte.

L'*Humanité* donnera de la publicité à l'esclandre des députés-soldats communistes : '*Seuls contre la meute des réactionnaires, des radicaux, des socialistes et des renégats. Ils ont refusé de s'associer aux manifestations chauvines et d'Union sacrée des fauteurs de guerre*'.... Et de conclure, en gros caractères : '*A la porte Daladier*'. Deux jours plus tard, Etienne Fajon, seul cette fois, adoptera une attitude identique après avoir pénétré dans la Chambre en catimini, mais il en sera promptement expulsé. Du côté du parti communiste au moins, le temps de l'indulgence envers ce personnage lamentable et nuisible était enfin révolu : et sur ce point au moins, le parti communiste n'était que précurseur. Car ce n'est pas lui mais le maréchal Pétain, à qui il avait fait la courte-échelle après avoir refusé la dictature pour lui-même, qui à la fin devait mettre un terme à la carrière de ce personnage.

Le procès des députés communistes eut donc lieu en mars 1940, c'est-à-dire dans les derniers temps du gouvernement Daladier. En effet, la formalisation en droit du coup frappé le 6 octobre contre la célèbre *démocratie* qui sert aux pays occidentaux pour justifier aussi bien leurs agressions militaires que leur tolérance des tyrannies qui leur sont utiles, prit un certain temps. Il s'agissait, pour violer légalement l'immunité qui s'attachait au statut d'élu de la nation, d'aligner le droit sur le fait et cela supposait des étapes. La première fut la déchéance des députés de leur mandat, qui rendait leurs personnes inviolables : et cela fut acquis seulement le 16 janvier, alors qu'ils étaient pour la plupart en prison depuis plus de trois mois. Seul Raymond Guyot avait pour sa part échappé à l'emprisonnement. Sur l'ordre du Parti, il était entré dans la clandestinité et était en voie de retourner à Moscou par les mêmes voies que Maurice Thorez avant lui. Il serait par la suite infiltré en sens inverse en France occupée au printemps de 1942, sans que le pourquoi de ses aller-et-retours d'un côté à l'autre des fronts militaires les plus actifs de l'Histoire soit bien établi.

Georges Barthélémy, maire de Puteaux, se disant '*socialiste*', mais anticomuniste ardent et futur partisan du Maréchal, fut chargé d'instrumenter une procédure pour *trahison*, prévue par le décret-loi du 29 juillet, prévoyant la peine de mort. Une '*procédure d'exception qui viole*

la lettre et l'esprit des règles parlementaires, écrira André Rossi, anticommuniste lui aussi mais historien rigoureux. Certains députés, un peu en avance sur l'état des mœurs, opinèrent en faveur de *la balle dans la nuque* : mais en pratique les députés communistes, jugés à partir du 20 mars 1940, furent dans un premiers temps seulement condamnés pour la plupart à cinq ans de prison. Vingt-sept d'entre eux seraient déportés en Afrique du Nord au moment de la débâcle.

En décidant le huis-clos des débats le gouvernement prit soin de ne pas donner au Parti une tribune et ôta à la stratégie de défense des députés beaucoup de son importance. Du coup, la protestation pouvait sembler vaine, et le secrétariat du Komintern s'inquiéta d'apprendre que certains des accusés faisaient profil bas devant les juges, et n'adoptaient pas l'attitude de défi aux institutions et à la politique bourgeoise préconisée. Elle dut même blâmer l'attitude de quelques renégats. Fried envisagea de commander à Jacques Duclos de se constituer prisonnier afin d'assumer la tâche de tenir haut le drapeau de l'internationalisme prolétarien – il ne doutait pas d'être obéi, ce qui donne une idée du dévouement des hauts cadres de cette période, mais renonça finalement à sacrifier un pion aussi important : si bien que Duclos resta libre, clandestin et disponible pour l'action résistante. Il y eut parmi les prisonniers d'autres mains suffisantes pour brandir bien haut le drapeau ouvrier : mais sans effet sur l'opinion. Bonte, Fajon et Coste firent bonne figure, et Billoux prononça une déclaration finale retentissante avant l'énoncé du verdict : mais qui retentit dans le désert.

L'attitude des députés communistes lors de leur procès n'est qu'un exemple parmi d'autres des limites de l'action purement politique en atmosphère dictatoriale, et l'on retire la même impression de la lecture de *l'Humanité* tout au long de la guerre : la modicité des proclamations, des revendications, ainsi que des objectifs et donc des résultats contrastait avec les risques pris et les pertes subies. Si l'on peut dire que le Parti se comporta héroïquement pendant la fausse guerre et le début de l'occupation, c'est seulement parce qu'il est toujours héroïque sous le fascisme de se faire le porte-parole du monde ouvrier et de revendiquer des conditions d'existence décentes. En effet, les mots d'ordre mis en avant dans *l'Humanité* clandestine des premières années de clandestinité étaient essentiellement des revendications syndicales. Il n'y eut pas en particulier dans la période de la *drôle de guerre* de véritable propagande internationaliste. Lorsque au mois de mars 1940, à la suite de son repli commandé par le Parti, Raymond Guyot reprit à Moscou son activité comme Secrétaire général de ***l'Internationale communiste des jeunes***, il reçut pour consigne que le travail de propagande était désormais entièrement orienté dans le sens de la défense de la paix, le thème de la lutte antifasciste étant rejeté au second plan : mais le combat pacifiste lui-même – de toutes façons absurdemment désespéré vu l'emprise du nazisme sur les esprits allemands – était envisagé de façon toute platonique, et il n'y eut pas pour autant le moindre appel à la désertion ou à la fraternisation sur le front avec les camarades communistes ou anti-nazis mobilisés dans l'armée allemande : et c'était simple bon sens. Les cas rapportés de sabotage des productions de guerre tournées par la France de Daladier contre l'Union soviétique après le début de sa *Guerre d'hiver* contre la Finlande furent des initiatives individuelles audacieuses, à la hauteur des gestes révolutionnaires les plus radicaux : mais qui ne répondaient pas à des consignes du Parti. En réalité, tout souffle révolutionnaire et internationaliste avait disparu, éteint par la puissance de la vague idéologique fasciste. A droite, au contraire, la conjoncture semblait excellente. Alors que le discrédit des dirigeants bourgeois qui s'étaient un instant voulus *de gauche* était au zénith, on se convainquit bientôt à droite que le pouvoir était à portée de main, et le complot cagoulard ne connut plus de cesse. La défaite et l'occupation allemande seraient son triomphe définitif avec l'accession au pouvoir de son chef, le maréchal Pétain.

Avec l'échec définitif et douloureux de sa tentative parlementariste et d'alliance avec les forces bourgeoises dites *progressistes*, le parti communiste allait passer, entre la fin de 1939 et le printemps suivant par une longue phase de désarroi, d'impuissance et de passivité, qui ne cesserait en fait complètement qu'avec la paradoxale renaissance de l'espoir en juin 1941 : d'illusion aussi, dans un premier temps, car le gonflement des effectifs donnait l'impression d'être en dépit du manque de perspective et de projet, porté par un courant de relative sympathie dans la population, le pacifisme des masses, ou, pour être plus exact désormais leur peur panique devant la perspective d'une nouvelle guerre allemande, se composant dans la confusion et l'ambiguïté avec leur antifascisme résiduel. Le marasme doctrinal du parti communiste – le dernier à encore un peu représenter le peuple – culminerait au lendemain de la défaite lorsque naîtrait, dans la tête de certains membres de la direction-croupion demeurée en France après l'exfiltration du secrétaire général, le projet fou de négocier avec les nazis pour prendre la place de Vichy comme *administration occupée de la France*. Des gestes de fraternisation avec les troupiers de la Wehrmacht *en tant que travailleurs sous l'uniforme* seraient alors encouragés, mais tristement comme autant de clin d'oeil à la Kommandantur conseillée par Otto Abetz : retour d'un internationalisme grimaçant et hideux puisque ne venant plus qu'en prolongement de l'armistice voulu par Pétain et son entourage défaitiste et fasciste, dans le cadre d'une stratégie politique qui n'avait plus pour perspective que de s'accommoder de la soumission au vainqueur auquel le pays tout entier semblait s'être résigné.

9. La guerre de Churchill et celle de Daladier

Que les gouvernements Daladier, puis Reynaud, n'aient eu que peu de droits à réprimer l'expression politique du peuple français sous prétexte de défense nationale découlait de sa propre inaction. Car après avoir déclaré la guerre et mobilisé l'armée, et munis pourtant de l'expérience de la lamentable mobilisation de 1938, qui s'était terminée en saoulographie générale, ils avaient à nouveau gardée oisive l'armée française, avec les mêmes résultats. Non seulement il ne fut pas question, comme en Angleterre, d'agir militairement pour soulager la Pologne – il est vrai que la Pologne avait tout fait pour ne pas pouvoir être aidée - mais on ne se mit même pas sérieusement en posture de défense en portant l'armée à un niveau supérieur de préparation. Tout en se refusant à faire cette guerre, les élites françaises – ou ceux qui se donnaient pour tels - se sentaient politiquement incapables d'y mettre officiellement fin, car cela serait revenu à reconnaître l'incohérence et le fiasco de toute leur politique depuis Munich. Mais il aurait alors au moins fallu remplacer le but – la sauvegarde de la Pologne – par un autre qui fût à la fois raisonnable et clairement formulé : mais de cela aussi elles étaient incapables. A la thèse stalinienne de la nature impérialiste de leur querelle, elles opposaient ça et là dans la presse et les discours leurs *valeurs démocratiques*, mais qui devenaient de jour en jour moins convaincantes au vu de leurs pratiques réelles. Il aurait fallu affirmer un but consistant à abattre le régime fasciste allemand : un but qui n'avait jamais été délibéré par les gouvernements bourgeois français et anglais, pour qui le bolchévisme était l'ennemi principal, et qui n'aurait certainement pas fait consensus dans les assemblées de Londres et Paris. Comment avouer alors que cette guerre était tout simplement poursuivie *de mauvaise foi et à contre-cœur* ?

Ce fut donc la '*drôle de guerre*', qui consista en cela qu'après le rejet des offres de paix hitlériennes consécutives au démembrement de la Pologne il ne s'ensuivit pas d'opérations

militaires, mais un état de belligérance purement formel envers l'Allemagne, assorti au plan intérieur d'une répression policière accrue du mouvement ouvrier en raison de sa sympathie pour l'Union soviétique, le tout tenant logiquement par le prétexte d'un pacte de non-agression Ribbentrop-Molotov dont la caducité devint pourtant flagrante avec la *Guerre d'hiver* qui vit l'Union soviétique s'en prendre à la Finlande en tant qu'alliée potentielle de l'Allemagne. En France la *drôle de guerre* était donc en réalité une guerre civile larvée que le gouvernement Daladier conduisait contre le parti communiste. Il paraît que l'expression fut inventée par Roland Dorgelès, mais Paul Léautaud fut un des premiers à l'utiliser, et il en décrivit d'emblée et avec perspicacité le caractère vicieux. Le 29 octobre, il notait : « *Cette guerre est une curieuse guerre. Pleine de procédés nouveaux et quelque peu mystérieux. L'Allemagne témoigne d'intentions agressives à l'égard de la Pologne. L'Angleterre et la France lui disent : 'Si vous y touchez nous la défendrons et ce sera la guerre.' Hitler touche à la Pologne à ce point qu'il l'avale. L'Angleterre et la France mobilisent et déclarent à l'Allemagne l'état de guerre. Les armées franco-anglaises sont à la frontière, prêtes au combat. L'Allemagne, qui a déclaré qu'elle n'en a ni à l'Angleterre ni à la France, - ni à la France surtout - se contente de se tenir sur la défensive, et la France et l'Angleterre, qui lui ont déclaré la guerre, - état de guerre, ce n'est pas loin de revenir au même, - attendent, d'après ce que disent les journaux, que l'Allemagne attaque. On pourrait se représenter Hitler disant des Anglais et de nous : 'Je ne sais pas ce qu'ils veulent, ces gens-là. Je ne leur ai rien fait. Qu'est-ce qu'ils ont à me menacer ?' Extrêmement drôle.* » Paul Léautaud n'imaginait pas, bien sûr, que le discours qu'il mettait dans la bouche d'Hitler, et dans sa tête, serait effectivement tenu par Keitel à Rethondes dans des termes à peu près identiques mais sur un ton sévère plutôt qu'ironique en préliminaire aux transactions d'armistice. Le gouvernement français avait fait n'importe quoi, et avait bien mérité d'être morigéné en la personne de son plénipotentiaire Huntziger par le plénipotentiaire d'Hitler.

Les mêmes remarques n'auraient pas pu en justice être adressées à un représentant des sa majesté britannique. Car, par exemple, le 2 décembre 1939, un feuilleton de guerre propre à enflammer le chauvinisme britannique avait débuté lorsque le cuirassé de poche **Graf Spee** avait coulé deux navires britanniques au large du Cap. Il semblerait que la sortie en mer du Graf Spee ait été de longtemps ordonnée par Hitler pour procéder à ce genre de provocation au moment voulu. Et le moment était apparemment venu pour Hitler : était-ce pour signifier à l'Angleterre qu'il s'agissait pour elle de choisir une bonne fois entre la guerre ou la paix ? Car soit Chamberlain s'effrayait de la pente sur laquelle il s'était engagé, et alors le signe en serait qu'il se débarrasserait de Churchill, soit au contraire il confirmerait son premier Lord de l'Amirauté, et deviendrait en pratique son otage. C'est cette dernière hypothèse qui se vérifia. Churchill, qui n'attendait que ce genre d'occasion, déclencha une chasse au long cours du *Graf Spee*, amplement médiatisée et qui devait se conclure glorieusement le 17 du même mois lorsque le cuirassé de poche allemand fut rejoint dans l'Atlantique sud puis attaqué et endommagé par trois unités mineures mais résolues de la Royal Navy : l'**Exeter**, l'**Ajax** et l'**Achilles**, avant de se saborder dans le Rio de la Plata où il s'était réfugié.

On ne trouve pas d'équivalents français de ces préludes à la guerre totale contre le nazisme qui furent le fait des Anglais alors même qu'ils n'avaient encore qu'une conscience un peu floue de s'engager dans une entreprise de ce genre. Lutter contre le nazisme ? C'était une formulation bien abstraite et idéologique pour un britannique, et tout-à-fait répugnante en particulier pour un Chamberlain. Et ce n'est pas cela qu'ils décidèrent. Les Anglais ne défendirent jamais autre chose que l'Angleterre : ce qui est déjà en soi assez louable. Car il faut le dire une fois pour toutes : le nazisme ne fut pas abattu par une volonté d'abattre le

nazisme, mais par accident : parce que le support matériel du nazisme à ce moment là était l'Allemagne et ses ambitions impériales. Et cela s'était opposé aux volontés de survie disparates des autres peuples européens, par ailleurs différents et parfois hostiles les uns aux autres. A la fin, le nazisme fut tué – avant de renaître - et la liberté de l'Europe sauvée – partiellement et provisoirement - par la conjonction des efforts du peuple anglais, qui ne croyait pas à l'antinazisme, et du peuple soviétique, si éloigné à l'époque de toute pratique de liberté. Paradoxes.

En France, la volonté de survie était très faible et cela se voyait à la décomposition des institutions républicaines et à la montée de la discorde civile. Le 30 novembre 1939, la Chambre des députés avait renouvelé les pleins pouvoirs de Daladier par 318 voix contre 175. Les débats montrèrent les divisions qui existaient entre les partis et les clans de la bourgeoisie qui se partageraient – mais il faut plutôt dire se disputeraient – le pouvoir sous Pétain, à Vichy et à Paris. On sait comment, l'ennemi le plus résolu de Staline, en dépit de toutes les apparences, s'appelant Hitler, le souci principal des enjeux de la lutte sociale allait conduire la bourgeoisie à basculer dans des attitudes qui se traduiraient ultimement comme collaboration avec le nazisme : exactement comme, de façon symétrique, serait systématique l'approbation communiste de tout ce que déciderait Staline. Tout récemment, engagée depuis le début des années trente, et de façon aiguë après 1936 dans sa guerre civile froide contre les classes populaires organisées ou influencées par le parti communiste, la bourgeoisie française n'avait pas déduit du pacte germano-soviétique une aversion contre Hitler, mais principalement contre Staline. Et les *socialistes* eux-mêmes ne faisaient pas exception en matière de soviétophobie systématique : d'autant que les communistes soviétophiles étaient aussi des concurrents en matière de politique intérieure, et d'influence sur le monde ouvrier. La période de la drôle de guerre est une de celles qui clarifièrent beaucoup la véritable fonction historique des partis qui après la première guerre mondiale et le congrès de Tours se réclamèrent du *socialisme* pour ne pas sembler teintés de *communisme* : il allait toujours s'agir pour eux de mettre le militantisme et le vote populaire au service des gouvernements du statu quo. Un rôle de *récupération*. C'est évidemment en Allemagne que cela s'était vu avec le plus d'évidence lorsque le soi-disant *socialiste* Ebert avait liquidé l'insurrection spartakiste, mais le parti socialiste français, dit *Section Française de l'Internationale Ouvrière*, quoique ne s'étant encore jamais assez approché du pouvoir pour commander à une armée d'ouvrir le feu sur des ouvriers, était exactement de même nature. La suite de l'histoire allait lever l'équivoque. «*On ne peut se défendre, à l'égard des socialistes, des pires suspicions : avocats de la bourgeoisie, avec ce que ce mot comporte d'honoraires*», disait Emmanuel Berl, qui ne le disait pas par inclination communiste, mais par simple goût du net et du vrai. En 1939 il était de fait, et incontestable, que Blum et Weygand, le royaliste et le prétendu socialiste, s'étaient ralliés avec ensemble aux vues des importants qui se trouvaient aux affaires. De la part de de Gaulle, on le sait, il restera éternellement ce jugement fulgurant sur les partis français : '*Je n'aime pas les communistes parce qu'ils sont communistes, je n'aime pas les socialistes parce qu'ils ne sont pas socialistes, et je n'aime pas les miens parce qu'ils aiment trop l'argent*'. Les communistes, pour leur part, pour parler des 'socialistes' disaient simplement *sociaux-traîtres*. Cela formait une convergence.

A droite, en contraste avec le petit milieu de Paul Reynaud et de ses amis anglophiles – ou affectant l'anglophilie - que l'on considérait avec quelque exagération comme des *bellicistes*, il y avait tout un *parti de la paix* – en réalité pro-fasciste - conduit par de Monzie, Loustaunau-Lacau, Ménétrel, Laval, Marquet, Weygand, Flandin, Paul Faure, Ybarnegaray, Pomaret, Bérenger, Bergery, Déat, Frossard, etc.. Ceux-là tendaient à une dictature Pétain-

Laval et s'agitaient pour, dans un premier temps, remplacer Daladier par Reynaud, qui se situait un cran plus à droite - ils auraient gain de cause au mois de mars 1940 - et ils appréciaient en attendant la diplomatie mise en place par Bonnet – parti le 13 septembre pour cause de philo germanisme avéré et incompatible avec la situation de guerre - qui s'était axée sur la '*vocation méditerranéenne*' de la France : c'est à dire la non-confrontation avec les ambitions allemandes en Europe et les '*mains libres pour l'Allemagne à l'Est*'. A Berne, Friedrich Grimm, naguère grand animateur de la vie culturelle nazie à Paris, resté à proximité de la frontière en attendant de rentrer en France en occupant, mais pour n'y retrouver que des amis, organisait des concertations dans le but de développer en France d'une atmosphère favorable à son pays, son parti, son *Führer*. Il avait dû recevoir l'assurance que son attente ne serait pas trop longue, car c'était un secret de polichinelle que beaucoup dans la classe politique attendaient sans appréhension l'invasion qui se profilait.

L'autre *parti de la paix* – il s'agit naturellement du parti communiste – était beaucoup moins bien toléré. Lors du débat sur les pleins pouvoirs, alors que les autres députés communistes étaient soit illégalement arrêtés, soit en fuite, Florimont Bonte, qui avait jusque là échappé à l'arrestation, sur ordre du Parti, s'introduisit clandestinement dans l'hémicycle et tenta d'y prendre la parole. Alors qu'on l'emmenait pour le remettre à la police en dépit de son immunité de parlementaire, Daladier déclara que « *le parlement ne saurait délibérer en présence de traîtres.* » Dans la déclaration qu'il avait été empêché de prononcer, mais qui fut publiée clandestinement par l'*Humanité*, Bonte réaffirmait : « *la guerre que l'on fait faire au peuple de France poursuit à l'extérieur des buts impérialistes, en même temps qu'elle permet à l'intérieur d'imposer un odieux régime de dictature militaire et de terreur au peuple de France* » ; il accusait Blum d'avoir assassiné la république espagnole, et à ses successeurs d'avoir à tort poussé la Pologne à refuser tout arrangement avec l'Allemagne alors qu'ils avaient tout cédé à Hitler s'agissant de la Tchécoslovaquie, et de subordonner la politique française aux intérêts financiers anglais ; il affirmait que le peuple français était désormais '*convaincu de la nécessité, pour mettre fin à la guerre, de chasser le gouvernement de honte, de misère et de guerre que préside M. Daladier.*'

C'était la première fois que de telles vérités étaient affirmées publiquement avec autant d'énergie par le Parti communiste. En réponse, les milieux gouvernementaux et patronaux, notamment les préfets Bussière et Langeron, et l'industriel Lehideux, gendre de Louis Renault, qui poursuivront les mêmes activités dans les mêmes conditions après l'invasion allemande, déclenchèrent une campagne de délation et d'arrestations arbitraires de l'encadrement politique et syndical ouvrier qui serait en continuité avec les persécutions de l'occupation et culminerait avec les fusillades d'otages, massives à partir de celles de Bordeaux, Paris et Chateaubriant en octobre 1941. De nombreux militants ouvriers furent alors envoyés dans des centres de détention administrative sur la base de leur seule appartenance au Parti communiste. Des fichiers furent établis par la police qui seraient utilisés par les nazis pendant l'occupation pour conduire la lutte contre la résistance armée communiste et remplir les prisons de futurs otages. Ce nouveau pas vers la dictature, après des mois de gouvernement par décrets et l'épuration de l'Assemblée nationale, n'était pas moindre que celui qui serait franchi par Pétain le 10 juillet 1940. Après le coup contre la représentation nationale, qui avait réduit le parlement à un organisme docile à toutes les dérives pseudo-nationalistes, en réalité défaitistes, jusqu'au naufrage du 10 juillet 1940, l'État se dota d'outils répressifs inspirés du fascisme. Une *Brigade spéciale* anticommuniste, la BS1, fut créée en sus de la première section des Renseignements généraux, qui surveillait traditionnellement les partis de gauche. Il fut créé des *cellules spéciales anticommunistes*

d'agents en civil dans la police municipale. La répression s'attaqua aux moindres militants, avec saisie des biens personnels, et en particulier des livres, de façon si bête et indiscriminée qu'on alla jusqu'à interdire *Le Cid* de Corneille en raison de la référence espagnole, qui évoquait des souvenirs tendant trop au rouge de l'avis général de la préfecture de police, peu dissuadée par l'anachronisme. Et les ouvriers français, si indociles, *travaillés par les cocos*, et qui revendiquaient, étaient sourcilleusement surveillés par la police, et lorsqu'ils se rebiffaient s'entendaient quotidiennement répliquer : « *Vous verrez, quand les Allemands seront là !* » De nombreux militants désertèrent alors le Parti sous l'effet de la crainte. A l'inverse, d'autres comme Pierre Daix adhérèrent au contraire à cette époque en réaction contre les persécutions.

Devant la perspective d'une répression sans cesse accrue, le Parti communiste se réorganisa en faisant monter des éléments plus durs et plus jeunes et en renforçant sa vigilance à l'égard des risques d'infiltration policière. Il prit une configuration qui serait adaptée à la période de l'occupation allemande avec la constitution de *triangles* militants. Un tract des *Jeunesses Communistes* énonçait : « *Nous sommes entrés dans une nouvelle phase de la lutte révolutionnaire ; en même temps qu'il faut lutter contre la sainte frousse, il faut rechercher toutes les possibilités d'échapper aux pièges que peut nous tendre la police. Devant l'ennemi de classe, nous devons toujours cacher nos plans et nos méthodes de travail.* » Les consignes recommandaient d'écarter sans hésitation tous les éléments faibles ou hésitants, et de se méfier tout particulièrement des ivrognes et des socialistes. En dépit de toutes les précautions, au 19 mars 1940, 3400 communistes auront été arrêtés et 555 placés en internement administratif.

Très haut dans la hiérarchie Marcel Gitton, de longue date soupçonné d'être un informateur de la police, mais qui avait reçu le bénéfice du doute dans des temps moins difficiles et qui avait été mis *secrétaire à l'Organisation*, réagit le 30 novembre à la prorogation des pleins pouvoirs à Daladier et à la perspective de répression accrue en reniant le Parti. Et pour s'assurer qu'on le laissât désormais tranquille il alla voir les policiers de son quartier, aux Lilas pour signifier officiellement sa décision. Divers observateurs, même non communistes, tombèrent d'accord qu'« *on ne démissionne pas de son parti dans un commissariat* ». Cependant, nullement disqualifié pour l'action politique tant le reniement de convictions communistes était bien considéré, Gitton fondera alors l'*Union populaire française*, rassemblant des communistes exclus pour cause de désaccord avec le pacte germano-soviétique. Il est difficile de dire quel était sur ce point le niveau de sincérité de Gitton. Il est certain que le refus du *Pacte* aurait été un motif de rupture moins minable que la peur de Daladier et de sa police, et le désir de continuer à mener une vie confortable : mais le double jeu de Gitton entre la police et le Parti était antérieur aux événements qui en furent le prétexte. Le douzième numéro de l'*Humanité* désormais clandestine, paru à une date difficile à préciser, probablement entre le dix et le quinze décembre 1939, était consacré à la défense de la décision soviétique d'envahir la Finlande, mais trouvait aussi la trahison de Gitton assez importante pour y consacrer un espace rédactionnel devenu rare et précieux. L'*Humanité* mettait les camarades en garde contre les approches éventuelles du renégat aux fins de désinformation, d'espionnage ou de débauchage. On reverrait périodiquement de telles insertions dans l'*Humanité* devenue un outil de la guerre civile et étrangère. Le modèle parfait des articles d'invectives contre les '*traîtres*' et les '*renégats*' est peut-être l'article de mars 1940, intitulé « *Les traîtres au pilori* », publié par Maurice Thorez dans l'édition anglaise de l'Internationale, *The Communist International*, contre Gitton et Nizan : or Nizan, mis sur le même plan que Gitton, était un de ces anciens du Parti dont il était peu vraisemblable que la rupture ait été motivée par autre chose qu'un désaccord politique de fond. Par la suite,

beaucoup d'exclus du PCF, et au premier rang d'entre eux de grands résistants comme Marty, Tillon et Lecoœur subiraient le même genre de calomnie ou de mise à l'écart : mais aussi, pendant la guerre elle-même, nombre de militants dévoués, pour des raisons sans rapport avec une quelconque trahison, parfois de véritables fautes, imprudences ou autres motifs que les historiens ont parfois démêlés à grand peine. Un cas particulier était celui des responsables qui s'étaient seulement rendus coupables d'avoir fidèlement suivi une politique par la suite répudiée en raison de ses résultats désastreux, comme la tentative de négocier avec les Allemands impulsée par Tréand et Duclos aux tout débuts de l'occupation : et ceux-là n'étaient pas traités avec plus d'indulgence que les responsables de bévues et méfaits véritables. Le mari de Maroussia Naïtchenko en ferait partie, longtemps sans le savoir.

La *mise au pilori* des camarades déviants ou simplement gênants n'était pas qu'une facilité. Elle venait en application d'une logique selon laquelle *le Parti a toujours raison*. On ne pouvait donc contester la ligne que pour de mauvaises raisons, et prendre de mauvaises décisions que contre une ligne juste. Tréand subira lui aussi la mise à l'écart pour avoir appliqué la ligne ensuite répudiée de l'été 1940 et Duclos lui-même ne parviendra à surnager qu'en en rejetant la responsabilité sur son collègue. Tréand survivra à sa chute politique, mais il n'en ira pas de même pour le renégat Gitton. Après avoir sombré dans la collaboration et organisé l'enlèvement du vieux Marcel Cachin au profit des Allemands qui entendaient en faire un otage, Gitton sera finalement abattu le 4 septembre 1941 par un groupe de choc clandestin, le *bataillon Valmy*, composé de Fosco Focardi, Marcel Cretagne, Emile Bevernage et Pierre Georges.

On observe à l'occasion de l'affaire Gitton la naissance d'une propagande de guerre communiste qui suit quelques itinéraires inspirés de la pratique stalinienne et qui deviendront habituels. Dans ce cas, comme dans d'autres ultérieurs où il s'agira de répudier des personnalités qui avaient pu avoir un haut rang, du crédit et de l'influence l'itinéraire de la déchéance est décrit comme le résultat d'une vie dérégulée et de vices personnels comme l'arrivisme, la lâcheté, la cupidité, plutôt que comme désaccord politique. La stigmatisation comme espion policier est habituelle dans la polémique interne au Parti, ou plutôt dans ses règlements de comptes : ce qui n'était pas toujours faux tant la police, tout comme le monde patronal et les gouvernements étrangers furent et demeurent actifs dans leurs efforts de corruption des forces qui s'opposent à leur dictature et tant ils y consacrent de moyens : mais croire ce que le Parti disait ainsi indirectement sur lui-même, et conclure qu'il aurait été largement incapable d'empêcher la montée aux responsabilités les plus élevées de personnages tarés et indignes serait probablement une erreur d'appréciation de la part de l'historien. Jamais un parti politique en réalité n'avait bénéficié de tant de dévouement militant, jamais un parti n'avait non plus été mieux organisé pour s'en garder, et l'immense majorité de ceux qui furent un jour, par opportunisme et basse rivalité dénoncés comme des traîtres ne le furent jamais. Dans nombre de cas, et en particulier dans les plus illustres, l'accusation manque tout à fait de crédibilité. Marty et Tillon, longtemps après la guerre et tous les risques pris, l'immensité des responsabilités assumées, le nombre et la qualité de leurs relations dans le Parti n'échappèrent pas à la dénonciation standard : mais ce furent les accusateurs eux-mêmes, jeunes et ignorants successeurs ou médiocres survivants de la grande épopée de la clandestinité qui en subirent du discrédit en retour. Ces inepties étaient de nature à tuer un parti et finirent par y réussir, mais on n'en était pas là à l'automne de 1940, année terrible dans la vie concrète des militants et des dirigeants, mais période dorée de l'enthousiasme antifasciste, de l'unanimité dans l'admiration de Staline et de confiance dans

la force matérielle et morale de l'URSS, de certitude de la justice de la cause, qu'il s'agît de la guerre ou de la révolution, et de croyance absolue en la victoire finale.

10. La fascisation de la politique extérieure française

A Paris, les *Jeunesses Communistes* ayant été interdites, une vingtaine de membres de la section du XIX^{ème} arrondissement continuaient de militer illégalement sous la responsabilité de Georges Tondelier : elles feraient partie du noyau initial, du vivier de jeunes gens prêts à risquer leur vie dans lequel la direction puiserait les premiers combattants de l'*Organisation spéciale* lorsqu'il s'agirait de s'en prendre aux occupants allemands en août 1941. A leur tête, il y aurait Pierre Georges, évadé d'un centre de détention administrative de la république de Paul Reynaud. Pierre Georges en effet, de retour d'Espagne, et déjà assez gradé dans l'appareil des *Jeunesses communistes*, venait de revenir à la vie civile au moment même où la guerre éclatait. Il avait suivi un stage de formation accélérée comme ajusteur aviation, et avait trouvé un emploi correspondant aux usines CAPRA (*Compagnie Anonyme de production et de Recherche Aéronautique*) de la Courneuve, où il avait retrouvé son ami Maurice le Berre. Une position peu compatible avec l'appartenance au parti communiste, aurait-on pu croire, et dont on se demande si cela ne l'avait pas placé sous l'oeil attentif de la police, très préoccupée par le renseignement sur la production de guerre dont étaient susceptibles les '*correspondants ouvriers*' (*rabcors*) dont l'Internationale avait recommandé l'implantation dans les usines susceptibles de travailler à la production d'armements.

Il semble pourtant que ce ne soit pas sur une dénonciation patronale que Pierre Georges finit par avoir des ennuis avec la justice de Georges Bonnet, grand apaiseur et futur vichyste, mais en raison de son action militante continuée au mépris de la loi nouvelle élaborée à la demande de Daladier par Georges Barthélémy, grand anticommuniste et futur vichyste. Une action militante illégale qui était, comme c'était souvent le cas dans les milieux communistes, le fait de presque toute sa famille. Par une coïncidence de date qui illustre la divergence entre la France et l'Angleterre, c'est le 2 décembre 1939, jour où le *Graf Spee* s'était sabordé dans le *Rio de la Plata*, que son frère Jacques Georges ayant été arrêté pour détention de tracts communistes, Pierre avait été surpris par une descente de police à son domicile, ainsi que son épouse Andrée, et aussi Raymonde, épouse de son autre frère Daniel Georges. Daniel, mobilisé, n'avait pas été inquiété, mais Pierre et Jacques avaient été passés à tabac et internés à la Santé, tandis que Raymonde et Andrée avaient été enfermées à la Petite Roquette. Au-delà du temps de sa condamnation, Pierre serait placé en détention administrative en vertu d'un décret du 18 novembre 1939 d'abord pris par Daladier pour les réfugiés républicains espagnols. Étendu aux nationaux français, le décret prévoyait l'internement administratif de tous les individus '*dangereux pour la défense nationale ou pour la sécurité publique*' : il concerna d'emblée les communistes, et serait ensuite utilisé par Vichy pour combattre le *terrorisme*, c'est-à-dire ce que les historiens même bourgeois ont fini par nommer *la Résistance*, qui n'était pas autre chose que le nouveau nom du *parti communiste* – autre exemple de parfaite continuité entre la république de Daladier et celle de Pétain. Des camps d'internement furent créés sur le modèle du camp de Gurs. C'est dans l'un d'entre eux que Pierre Georges fut placé : et ce contre-temps explique qu'il y ait peu à dire sur son activité anti-fasciste jusqu'à son évasion en juin 1940 puis son recrutement pour la lutte armée à l'été de 1941. Mais il est caractéristique de l'époque que son entrée dans l'action violente, plus de dix-huit mois après son arrestation par la police française, ait consisté à reprendre sa place, à

un niveau d'énergie supérieur, dans la guerre civile qui avait commencé sous Daladier. Là aussi, la continuité entre Vichy et la république était sans bavures : à cette continuité, le parti communiste avait aussi apporté sa pierre en faisant de la *résistance* une continuation, simplement plus chaude, de la lutte des classes, dont la *liquidation des traîtres* était une composante majeure.

Si l'on considère la France d'un côté et l'Angleterre de l'autre, le paysage était très différent, ce qui signifie que l'alliance anglo-française était entrée dès ce moment en décomposition. L'Angleterre faisait la guerre étrangère et rassemblait ses forces. La France était en réalité en pré-guerre civile, et semblait ignorer la menace aux frontières. Or le chef qui mobilise une armée et ne la conduit pas aussitôt au combat est un traître ou un imbécile : les dirigeants français, aussi stupides qu'ils aient pu être, devaient obscurément saisir cette difficulté, qui se traduisait quotidiennement en attitudes désagréables de la troupe, mais en l'occurrence, ne pas faire la guerre à l'Allemagne faisait l'objet d'un consensus entre toutes les fractions d'une opinion par ailleurs féroce divisée. On mettait les communistes en prison pour avoir dénoncé une guerre que le gouvernement ne faisait pas et dont aucun parti ne voulait : et donc pour se distinguer de ce mauvais pacifisme, et démontrer qu'ils étaient pour leur part résolus à défendre le pays, les politiciens de droite comme de gauche s'étaient à peu près entendus sur une action militaire de substitution : la lutte contre l'Union soviétique et contre les Français qui voyaient au contraire l'intérêt de la France du côté d'une entente avec elle. Cela signale comme la volonté de survie était au plus bas surtout en France, et cela explique qu'il n'y ait pas eu d'équivalent français des préliminaires guerriers que connut l'Angleterre avec ses opérations maritimes : les milieux réactionnaires, au fond fascistes, de la classe dirigeante y avaient efficacement grippé la défense nationale par des consignes de prudence rigoureusement suivies sur le Rhin par le haut commandement. Au lieu de cela, on rêvait de s'en prendre, lointainement, au véritable ennemi idéologique qu'était *le pays des Soviets*.

L'ineptie stratégique française fut probablement très encouragée, et en tous cas justifiée au niveau de la propagande, par l'affaire finlandaise. En effet, le 30 novembre 1939, six semaines après être entrée en Pologne, et pour le même genre de raison : s'assurer un glacis défensif, l'Union soviétique avait envoyé son Armée rouge saisir par la force des territoires qui n'avaient pas pu être obtenus par la négociation. Anticipant l'assaut allemand, Staline avait voulu échanger contre d'autres territoires une bande côtière stratégique et quelques îles en face de Léninegrad : mais la Finlande, où les *Blancs* l'avaient emporté dans la guerre civile, était devenue pro-allemande après l'accession d'Hitler au pouvoir, et lui avait opposé un refus. La réponse de Staline fut une opération de conquête territoriale sans déclaration de guerre qui déclencha une furieuse réaction antisoviétique et anticommuniste dans l'Europe entière. Faisant preuve d'une célérité inhabituelle, la SDN déclara dès le 14 décembre l'Union soviétique coupable d'agression envers la Finlande : une chose qu'elle n'avait pas su faire contre l'Italie à propos de l'Ethiopie, ni à propos de la Tchécoslovaquie contre Hitler. Les Etats-Unis, non membres de la SDN mais très actifs dans la coulisse, activaient leurs pays clients pour pousser aux sanctions contre l'URSS, et trouvaient l'appui des puissances fascistes pour obtenir son exclusion, alors que les opérations menées par ces dernières avaient laissé l'organisation indifférente. Daladier annonça l'envoi d'armes, et la résistance à l'Armée rouge de la petite Finlande, petite certes, mais fasciste et favorable à Hitler fut décrit comme '*un miracle favorable aux Alliés*' par les milieux patronaux et leur presse.

Devant ce tollé, Moscou craignit une intervention armée occidentale, au point qu'il demanda au *Komintern* de lancer une campagne de propagande visant à '*paralyser l'agitation antisoviétique*'. On parla donc plusieurs fois de la Finlande dans la presse clandestine du parti

communiste français. Le 22 décembre, on y trouva un appel à la désobéissance : « *Les travailleurs savent que lutter contre le pays du socialisme équivaudrait pour eux à un véritable suicide. Que Daladier et Chamberlain le sachent bien, les travailleurs ne se battront jamais contre l'URSS, pays du progrès, de la liberté et de la paix* ». C'est dans ce contexte que des rumeurs coururent dans les milieux ouvriers, selon lesquelles le Parti recommandait le sabotage de la production de guerre destinée à la Finlande. Il semble bien qu'il n'y ait jamais eu de telle consigne, qu'aucun document n'atteste, et qui aurait été sans effet perceptible si elle avait été suivie car nul ne sabotait mieux la production de guerre que le patronat qui ne la trouvait pas assez rentable et refusait de s'y atteler : mais certains prirent une telle consigne au sérieux, et plusieurs, en se conformant à l'idée qu'ils s'en étaient faite y perdirent la vie, tout en nuisant à la réputation du Parti dans les milieux les moins mal disposés.

Avec ou sans sabotage ouvrier, le soutien français aux Finlandais devait donc demeurer aussi platonique que précédemment l'aide à la Pologne : il donna lieu cependant à un moment de créativité dans la planification de l'État-major, les difficultés initiales de l'Armée rouge dans la *Guerre d'hiver* ayant donné l'idée à Daladier pour le gouvernement, Alexis Léger pour le Quai d'Orsay, Gamelin et Darlan pour l'Armée et la Marine respectivement que le moment était venu d'en finir avec le régime communiste honni. Tous s'étaient mis dans l'idée que l'Union soviétique pourrait bien s'effondrer rapidement sous l'effet d'un assaut militaire à la portée de la seule armée française. *L'armée rouge se disloquera à la première pichenette* se disaient l'état-major, la haute administration, les grands patrons de l'industrie et de la banque et les politiciens de tous les partis encore autorisés, parce qu'ils prenaient leurs désirs pour des réalités : et puisqu'ils faisaient déjà la guerre sociale aux communistes français plutôt qu'à Hitler, une fois entrés dans cette logique où l'idéologie prenait le pas sur le réalisme ils se mirent à échafauder le projet d'une vraie guerre à conduire contre l'Union soviétique en substitution de l'impensable attaque sur le Rhin.

Hitler expliquera par la suite qu'à son avis, l'utilisation de troupes de second ordre en Finlande était de la part des Russes une manœuvre : un cas de *maskirovka* tendant à leurrer les ennemis de l'Union soviétique en leur faisant croire que le pays était faible afin de les pousser à révéler leurs véritables intentions. Si Hitler avait raison, le procédé avait fonctionné à merveille en ce qui concernait les dirigeants crédules et fantasques dont la France était affligée : et en finissant de se fâcher avec l'URSS sous prétexte qu'elle aurait été l'alliée de l'Allemagne ils avaient de façon redoublée travaillé au détriment du pays. Car pendant ce temps Hitler, qu'il ait ou non lui aussi conçu des espérances augmentées en voyant les difficultés soviétiques, mais ses plans étant arrêtés, il ne les modifia pas : et ce serait d'abord la France, que l'Union soviétique n'avait jamais envisagé d'attaquer, mais que pour cette fois elle n'aiderait pas non plus.

Les plans stratégiques français pour l'année 1940 étaient entièrement pensés en fonction de la propagande politique à servir au public. S'en prendre à l'Union soviétique était opportunément devenu populaire, mais il fallait affecter aussi de ne pas oublier l'ennemi allemand. Afin surtout d'en finir avec une inaction ridicule et de plus en plus suspecte, l'État-major conçut donc un débarquement en Scandinavie censé sécuriser la '*route du fer*' contre les Allemands. Cela supposait d'envahir contre son gré la Norvège, qui ne demandait rien, pour ensuite '*tendre la main*' aux Finlandais contre l'Union soviétique. La première agression préparerait la deuxième, car à Petsamo on se heurterait aux Russes, qui s'étaient eux aussi déployés dans l'extrême nord : et les escarmouches qui auraient inévitablement lieu justifieraient dans un troisième temps un raid contre Bakou, qui serait une pure agression

antisoviétique, délibérée et réminiscente de l'intervention des années vingt contre la révolution bolchévique. Weygand se sentait soudain rajeunir : et même aussi de Gaulle.

Promoteurs et concepteurs du projet scandinavo-caucasien, Daladier, Alexis Léger, Gamelin et Darlan y avaient rallié Blum et Weygand, ce dernier déclarant franchement qu'il entendait avant tout « *briser les reins de l'Union soviétique* » : car Weygand, plus politique que stratège, à défaut de plans à la fois réalistes et imaginatifs, aimait les formules énergiques. Lui-même quelques mois plus tard allait commenter sa défense de Paris sur la Somme – qui n'aurait jamais lieu – avec une louable modestie : « *Ce sont mes plans. Je ne sais pas ce qu'aurait fait Foch, mais je ne suis pas Foch. Je ne suis que Weygand* ». En effet. Mais il n'était pas le seul idiot au village. Finissant d'enterrer la défunte alliance de revers qui avait sauvé la France en 1914 – qui d'une autre façon la libérerait à nouveau en 1945 - , attaquant gratuitement l'Union soviétique après avoir déclaré la guerre à l'Allemagne, les gouvernants du pays étaient tous ensemble partis bien loin dans la folie, loin de la diplomatie traditionnelle et sensée de la France : car il était parfaitement spécieux de s'en prendre à l'Union soviétique sous prétexte de se défendre contre l'Allemagne, et davantage encore sous celui de prévenir une agression soviétique. En réalité, Staline était à mille lieues de vouloir une guerre avec la France ou l'Angleterre : des puissances qu'il avait jusque là catégorisées comme '*non-agresssives*', à la différence de l'Allemagne. C'est lui au contraire qui se savait incapable de défendre Léningrad contre un éventuel assaut britannique en mer baltique. Et ne se faisant pas d'illusions sur la nature réelle et le devenir probable du pacte passé avec Hitler, il savait ne pouvoir compter que sur des coups de Jarnac de la part de la Wehrmacht. Mais à Paris les raisonnements stratégiques étaient devenus très originaux et très abstraits depuis que Reynaud, Daladier et leurs maîtresses étaient aux affaires avec les éditorialistes des journaux, les diplomates et tous les *républicains modérés de droite*. La simple existence formelle du *pacte germano-soviétique* et le rabâchage obstiné de sa dénonciation, avait mis tous les importants et tous les influents dans un état d'hystérie qui excluait le bon sens. On entendait donc faire en sorte que Staline entrât coûte que coûte dans la guerre que l'on n'osait faire à l'Allemagne : ou à défaut, **à ses côtés**, comme s'il était plus sûr, si l'on faisait la guerre à l'Allemagne, de faire aussi la guerre à l'Union soviétique *en même temps* plutôt que *successivement*. On disait : *il importe de ne pas laisser l'Union soviétique en dehors d'un conflit dont elle deviendrait de ce fait l'arbitre et la bénéficiaire*. Car on le sait : l'armée russe est de façon permanente une force barbare, aveugle et stupide, en même temps qu'un formidable rouleau compresseur : et du coup l'Union soviétique – aujourd'hui la Russie - un colosse aux pieds d'argile. Les moscovites sont toujours sur le point de déferler jusqu'à Paris, mais probablement incapable de défendre Smolensk. Les attaquer en premier est donc à la fois indispensable, urgent, et sans danger. Et à cette fin on dénonçait une alliance militaire et opérationnelle soviéto-allemande *qui n'existait pas*, mais tout en travaillant à *la susciter*, pour s'y confronter.

Dans son ouvrage classique sur la ***Politique étrangère de la France***, Jean-Baptiste Duroselle, historien universitaire dans la grande tradition de l'histoire positive, et qui ne pratique pas inconsidérément le jugement de valeur ne s'interdit pourtant pas de qualifier de *délirants* les projets militaires conçus par l'État-Major pendant l'hiver 1939-1940. Il suffit de voir : Weygand entendait, avec ses deux divisions du Proche-orient « *briser les reins de l'Union soviétique* », tandis que de Gaulle lui-même, par la suite mieux inspiré, affirmait qu'« *un corps expéditionnaire motorisé, débarquant en Finlande à travers la Norvège aurait tôt fait de bousculer les hordes désordonnées de la Russie et de marcher vers Léningrad* ». A un certain point, pour citer un sommet de l'enthousiasme guerrier qui avait saisi les polytechniciens de

l'État-major, et à leur suite une bonne partie des élites dirigeantes, Duroselle rapporte comment le capitaine Stehlin entendit un jour avec stupeur l'aide-major général de l'air Bergeret envisager *une vaste manœuvre en tenaille* : «*Les forces venues de Scandinavie et de Finlande se porteront au-devant de l'armée Weygand laquelle partie de Syrie vers Bakou remontera vers le nord et les rejoindra à Moscou*». Pour mener à bien ces projets qui devaient bouleverser la situation stratégique globale après avoir liquidé l'Armée rouge, la France n'hésiterait pas à engager les deux divisions dont elle disposait au Levant, et, pour la mâchoire septentrionale de la tenaille qui devait enserrer et disloquer l'Armée rouge, une demi-brigade de la Légion étrangère et quelques chasseurs alpins, à disposer en Scandinavie au plus vite.

Du plan initial qui devait, par approximations successives, déboucher sur l'opération réelle de Norvège au mois d'avril 1940, on trouve cet état dans une note du général Gamelin de la fin février, époque à laquelle le gouvernement s'était mis dans l'idée de faire enfin quelque chose au plan militaire, sans s'être pourtant résolu à risquer de *mettre l'Allemagne en colère* :

'Note du général Gamelin, Commandant en chef des forces terrestres. Extrait. Secret. Le 22 février 1940. Etude.

(Note marginale manuscrite : 'Cette étude, très légèrement modifiée, a été adressée le 4 avril 1940 par lettre n°359 CAB./DN au président Reynaud (remise à M. Baudouin)')

Etude sur une action destinée à priver l'Allemagne et l'URSS des ressources en pétrole du Caucase.

Conclusions :

1° L'interception en mer Noire des pétroles envoyés du Caucase en Allemagne ne présente qu'un intérêt limité en raison de l'importance relativement faible de l'apport russe actuel par cette voie dans le ravitaillement en pétrole du IIIème Reich.

2° Une action contre l'industrie pétrolière russe au Caucase offre, au contraire, pour les Alliés un très gros intérêt. Elles permet de porter un coup très dur, sinon décisif, à l'organisation militaire et économique soviétique. Au bout de quelques mois, les embarras de l'URSS pourraient même devenir tel que ce pays courrait le risque d'un effondrement total. Si ce résultat était obtenu l'Allemagne, privée de tout ravitaillement soviétique verrait se fermer à l'Est la barrière du blocus et devrait se contenter de vivre sur les Pays Nordiques et les Balkans, derniers retranchements économiques où elle pourrait encore se défendre.

3° Une action contre les pétroles du Caucase peut prendre soit la forme d'un travail politique ayant pour but un soulèvement des populations musulmanes du Caucase, soit la forme d'opérations militaires dirigées contre les centres importants de l'industrie pétrolière russe.

(note marginale manuscrite : 'Nous nous sommes depuis orientés vers une opération conjuguée aérienne et navale. Mais la valeur respective demeure vraie.')

Déjà, il s'agissait, faute d'oser une vraie guerre contre le véritable ennemi, de provoquer l'effondrement de l'Union soviétique, dont l'étouffement logistique de l'Allemagne découlerait, qui permettrait de gagner la guerre sans avoir à la faire. Il faut rappeler que dans le même temps le commandement français avait refusé le minage du Rhin - projet *'Royal*

Marine' - que proposaient les Anglais comme mesure défensive. Car cela aurait été mettre le doigt dans l'engrenage de la guerre réelle avec l'Allemagne, à l'ancienne, bien visible, avec potentiellement des victimes et, comme avait dit Stendhal racontant l'expérience vécue par Fabrice à Waterloo, du sang coulant dans la boue. De cela, on ne voulait plus : mais en même temps on avait déclaré la guerre à l'Allemagne et non à la Russie. Winston Churchill ne comprenait pas comment les Français faisaient tenir ensemble les deux termes de cette contradiction. Il écrit dans ses mémoires : « *C'était la première fois que j'entendais déclarer qu'il ne fallait pas faire de mal à l'ennemi, car cela pourrait le rendre furieux* ».

Winston Churchill avait des excuses s'il ne comprenait pas les Français, mais aujourd'hui le projet caucas-scandinave imaginé à Paris à la même époque permet de préciser la nouvelle conception que l'on y avait de la guerre : il ne s'agissait pas vraiment de ne pas s'en prendre à l'ennemi, mais de le faire *sans qu'il s'en aperçoive*. Qu'il soit affaibli puis incapacité *sans, idéalement, qu'il soit en mesure de percevoir d'où venait le coup*. Daladier, Reynaud, Gamelin avaient accouché de ce qui aurait été, si cela n'avait pas été utopique, une grande innovation progressiste : une *guerre indolore car sous anesthésie générale du patient Adolf Hitler*. Mais en réalité, c'était le haut état-major français qui rêvait. Il avait été saisi par sa forme spécifique de pacifisme, qui était du genre onirique, et le gouvernement à sa suite prenait pour des réalités ses rêves de voir le cauchemar hitlérien se dissiper comme par enchantement après le cauchemar bolchévique. Deux divisions au sud et une demi-brigade au nord, idéalement presque sans subir de pertes, auraient raison de l'Union soviétique : tout l'échafaudage stratégique reposait sur cette prémisse initiale : et certes, si un tel plan initial pouvait réussir, pourquoi ne pas compter aussi que l'Allemagne, se trouvant *ipso facto* encerclée, se serait rendue sans combattre ? Hitler serait alors de lui-même parti en exil à Sainte-Hélène, ou peut-être dans l'Île-aux-Chiens où le climat est meilleur et où il aurait pu bénéficier d'un cuisinier français. On aurait pu ensuite envisager de conquérir la Chine, ou encore la planète Mars : à l'état-major, tout semblait possible, excepté d'affronter la Wehrmacht, qui était de l'autre côté du Rhin, et que jusqu'au jour du dix mai 1940 où elle se mettrait elle-même en marche, on se garderait bien de provoquer.

Finalement, le projet caucasien n'avait pas eu de suite, car les stratèges français furent retenus par les réticences des Anglais qui ne souhaitaient pas, s'agissant de l'immense Union soviétique et de ses deux ou trois-cents divisions, *ajouter la guerre à la guerre*. Peu imaginatifs, Halifax et sa mouvance appliquaient le principe trivial mais prudent que *mieux vaut la guerre contre un ennemi plutôt que contre deux* et ils avaient refusé, lors du *Conseil suprême de défense interallié* du 19 décembre, de se laisser entraîner dans une politique trop agressive à l'égard de l'Union soviétique, n'approuvant que des sanctions diplomatiques à titre d'avertissement. Finalement, les ambassadeurs britannique, italien et français avaient été rappelés en même temps dans leurs pays respectifs, dans l'espoir que les Soviétiques prendraient l'initiative d'une rupture. Le 7 mars, devant la perspective immédiate d'un traité soviéto-finlandais mettant fin aux hostilités de la *guerre d'hiver*, Paris devrait prendre acte du fait que des initiatives contre l'Union soviétique avaient perdu leur prétexte. Seule la pince nord de la prise en tenaille allait connaître une actualisation après avoir été recentrée sous l'influence des Britanniques sur des objectifs qui n'impliquaient pas l'Union soviétique. Cependant, pendant l'hiver, on ne changea guère d'optique du côté français. Peu intéressé dans un premier temps par le projet de débarquement à Narvik qui intéressait les Anglais et qui eut finalement lieu immédiatement avant l'offensive allemande des Ardennes, l'état-major persista dans la production de plans balkaniques et caucasiens pour continuer à ne rien organiser contre Hitler et éviter de le mettre en colère. Il s'agissait par exemple de

bombardements aériens sur les pétroles soviétiques, « *ce qui complèterait le blocus de l'Allemagne et accélérerait l'effondrement de l'URSS* ». Imaginé par le chef de l'aviation française, le général Vuillemin, « *ce projet Bakou offrait la possibilité de faire quelque chose sans provoquer directement les Allemands* ». C'était, au moins, dire les choses clairement : nos militaires ne voulaient pas se battre contre les Allemands. Ils voulaient se battre contre les Russes, qui leur semblaient à la fois plus haïssables et moins dangereux. Les politiques, eux, croyaient – déjà - aux vertus de la *guerre économique*, la guerre sans morts, la guerre sans guerre, la guerre que nous pouvons gagner sans nous faire ni nous donner de mal. Mais le prétendu *blocus* de l'économie allemande était une fiction, les intérêts économiques des industriels des deux pays faisant en sorte que les échanges de charbon et de minerais se poursuivent pendant toute la *drôle de guerre* entre la France et l'Allemagne, et jusqu'à la débâcle, les divers accords de coopération économique franco-allemands devant être prorogés et amplifiés, bien plus souvent qu'initiés, dans la période d'occupation. Sur ce plan aussi, la continuité entre Vichy et la république devait être la règle, à ceci près qu'après leur victoire les Allemands cessèrent de payer pour leurs prélèvements. Goering devait le proclamer fameusement : '*notez bien que je ne collabore pas !*' : et en effet, s'il y eut de la collaboration franco-allemande dans la première moitié du vingtième siècle, ce fut surtout sous Daladier et Reynaud : mais l'armistice signé par Pétain allait y mettre fin. Sous Pétain, on était passé au pillage.

C'est ainsi que la *drôle de guerre* était au bout de six mois devenue plus drôle que jamais. Au total, au bout de trois mois, le constat était accablant, mais ne faisait plus scandale, rien ne s'usant plus vite qu'un scandale quand le peuple est passif et démoralisé. La république bourgeoise avait déclaré la guerre à l'Allemagne, et ne la faisait pas. La propagande expliquera plus tard que c'étaient les Français qui n'avaient pas envie de se battre : ce qui n'est sans doute pas faux. Mais qui aurait eu envie de se battre sous des ânes pareils ? Le 17 novembre le *Conseil suprême interallié*, avec Chamberlain, Halifax et Daladier, avait conclu à la nécessité de défendre la ligne Meuse-Anvers, comme les militaires le réclamaient : c'est-à-dire que puisqu'on ne conduisait aucune offensive susceptible de fixer les forces allemandes et que donc implicitement on choisissait d'attendre la tentative de percée ennemie, il fallait déployer par anticipation un rideau de troupes sur une ligne tenable en Belgique, avec des réserves en arrière : faute de quoi la ligne Maginot, qu'Hitler avait définie devant Mussolini comme '*un ensemble fortifié de caractère pacifiste et défaitiste*', ne servait plus à rien. Mais les propositions franco-anglaises dans ce sens se heurtèrent au choix belge de préserver le statut de neutralité. Lorsque le 10 janvier 1940 un officier supérieur de la *Wehrmacht* fut pris en possession du plan d'attaque allemand prévoyant la violation de la neutralité belge, les autorités franco-anglaises décidèrent de ne tenir aucun compte de ces informations : pourquoi préparer sérieusement une guerre que l'on ne voulait pas faire, si l'on pensait que cela suffirait pour qu'elle n'ait pas lieu ? Les données immédiates de la déculottée de mai-juin 1940 étaient en place et les dirigeants nazis en étaient conscients. Ils n'étaient pas les seuls. En son for intérieur, Winston rejoignait Staline dans ses anticipations : *lorsque Hitler va débouler, les Français ne tiendront pas le choc*. Et le diagnostic était juste.

11. Churchill et Reynaud s'en vont en guerre

Tout un hiver passa sur une armée française pourrie par l'inaction. Au début de l'année 1940, Marie Bizet chantait *L'hôtel des trois canards* et Léo Marjane chantait *Mon Ange* : deux

chansons qui, chacune à sa façon, relevaient de l'escapisme général. Seule *Edith Piaf* évoquait les malheurs de la guerre avec *L'accordéoniste*. Chez l'allié, Londres avait pris son visage de guerre : non pas sinistre, mais austère et résolu. L'ambassadeur soviétique **Ivan Maïski** donne dans son journal secret une description pleine d'empathie de l'attitude des Britanniques : "*Trois mois de guerre [...] Plus d'un million d'hommes ont été appelés sous les drapeaux. [...] Dans la rue, dans l'omnibus, dans le métro, au théâtre, à la patinoire, partout des uniformes militaires. Et pas seulement des hommes. Beaucoup de femmes sont en uniforme : bottes grossières, jupes courtes et casquettes pointues, d'où sortent des mèches de cheveux indociles. [...] Mais, jusque là, le schéma habituel de la vie anglaise n'a pas été trop perturbé. Le Parlement fonctionne normalement. Le vieux gouvernement travaille également comme avant, même s'il a été un peu rafraîchi par l'arrivée de Churchill et Eden. Chamberlain est plus fort qu'avant : les rumeurs et les discussions concernant son départ se sont calmées. [...] Londres lui-même a peu changé d'aspect. C'est le même bon vieux Londres : il est vrai qu'il a froncé les sourcils, qu'il s'est serré la ceinture, qu'il a mis un bleu de travail pour faire un sale boulot, mais c'est toujours le Londres qu'on connaît. Même les lieux de distraction sont pleins à craquer, malgré l'obscurité et la morosité du black-out". Cependant un peu plus loin il notera que "*le souffle mortel de la guerre a gelé les fêtes du Nouvel An 1940. Les rues étaient plongées dans le lugubre black-out habituel. Les trottoirs étaient blancs de neige. [...] Il y avait des gens dans les rues, mais beaucoup moins que les années précédentes...*"*

En Angleterre, la vie politique continue comme devant. Laisser l'ennemi vous affecter, c'est lui donner prise. Le canadien **Beaverbrook** est un des rares officiels qui recherchent encore un peu le contact avec l'ambassadeur soviétique **Ivan Maïski** depuis le début de la guerre d'hiver soviéto-finlandaise. Il lui fait le 4 janvier le tableau des positions et des rapports de force dans le haut *Establishment* britannique : du côté pour le moment dominant, **Chamberlain, Simon, Hoare, Halifax**, on songe encore à une paix qui ne passerait pas par l'écrasement de l'Allemagne. Dans l'autre camp, **Churchill** est résolument hostile à une paix négociée avec Hitler. Il s'appuie sur la frange libérale-travailleuse et sur certains cercles conservateurs. Il est aussi le plus favorable à une entente avec l'Union soviétique. La prédiction de Beaverbrook est que si Hitler ne fait pas des concessions sur la Pologne et la Tchécoslovaquie que les tièdes puissent défendre devant l'opinion comme un vrai résultat, Churchill finira par l'emporter et pousser les feux de la guerre. Pas mal vu.

En France, on ne peut pas parler de cohésion autour du drapeau. Le pays est coupé en deux : avec les communistes d'un côté, et le reste de l'autre. Peu de neutres ou de réconciliateurs.

Le 20 janvier 1940, Daladier prit encore un décret réprimant les '*discours, propos, écrits de nature à favoriser les entreprises d'une puissance étrangère contre la France, ou à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit de l'armée et des populations*' : et loin de s'appliquer aux espions et agents d'influence d'Hitler, le texte devait servir contre ce qui venait en défense de l'Union soviétique, c'est-à-dire contre la propagande communiste. Lorsque à la chambre des députés – ce qu'il en restait - le cagoulard Ybarnegaray interpella le gouvernement à ce sujet, le ministre de l'Intérieur Albert Sarraut répondit qu'il s'occupait très diligemment de faire régresser son influence, ce qui ne pouvait être que graduel alors que le Parti avait totalisé 1.500.000 suffrages aux élections précédentes. Ce que Sarraut décrivait au passage était une forte *mouvance* communiste : et ce qu'il désignait ainsi, c'étaient les milieux populaires politiquement conscients, d'où surgirait la résistance à l'occupant. Et c'est cela que, d'accord avec les fascistes français, le ministre radical Sarraut considérait comme une menace à

combattre : guère moins que bientôt Pétain, Darlan et Laval. La mentalité de guerre civile inspirée par la haine de classe partagée par Sarraut et ses collègues envers le parti qui défendait les petits, les travailleurs, ceux qui n'ont que la patrie comme seule richesse, et en réalité le corps charnel de la nation, est une des dimensions de ce que Churchill décrira comme *la pourriture française* dans ses discours de l'été 1940.

Du côté communiste on reste ferme et résolu à la lutte. Il n'est plus question de compromis, puisque la situation et le comportement de l'ennemi de classe ne laisse plus aucune place à la négociation. Le 3 janvier, la **Fédération Sportive et Gymnique du Travail** est dissoute en raison de ses accointances communistes, mais les jeunes du 11^{ème} arrondissement forment une association sportive locale qui sera un vivier de militants du Parti clandestin et aussi pour les futurs combattants de l'**Organisation spéciale**. Dans l'immédiat ils s'occupent de défendre contre la police les réfugiés illégaux venus de l'Europe centrale nazifiée ou de l'Italie fasciste. Car la police aussi est en train de se former à ce qui sera une de ses activités essentielles pendant l'occupation : combattre le judéo-bolchévisme sous cette forme particulièrement détestée du communiste étranger. Celle que la propagande allemande illustrera de façon graphique définitive avec son *affiche rouge*.

Arrêté le 2 décembre, Pierre Georges, interné à la Santé, a perdu le contact avec ses copains parisiens. Il ne les retrouvera plus qu'à l'été 1941. Dans l'immédiat, il s'adonne à la lecture et écrit régulièrement à Andrée, également internée et enceinte de Monique. Jugé en mai 1940, au bout de cinq mois de préventive, Pierre bénéficiera d'un non-lieu dans l'affaire des tracts, mais il sera maintenu en détention comme militant communiste notoire en vertu du décret Sérol du 18 novembre 1939 prévoyant l'internement administratif de tout individu '*dangereux pour la défense nationale ou la sécurité publique*', aggravé par celui du 9 avril 1940, qui prévoit la peine de mort pour propagande communiste en temps de guerre. Il sera transféré au château de Baillet, ancienne maison de repos des métallos réquisitionnée par le gouvernement Paul Reynaud. Jacques Georges sera interné au camp de Gurs et **Raymonde Georges**, femme de **Daniel Georges**, à Saint-Germain-les-Belles, en Haute-Vienne. Pierre Georges passera près d'un an en prison, et nous laissera des lettres à Andrée, depuis éditées par sa fille, qui permettent de mieux le connaître (*'le colonel Fabien était mon père'*). En dépit des limites de son instruction scolaire – il demande à sa femme de lui expliquer les mots '*masochisme*', '*clystère*', '*dilettantisme*', '*hétérosexuel*', '*pandémonium*'- il montre un goût pour les classiques étonnant de la part d'un autodidacte. Les auteurs qu'il trouve intéressants sont Balzac, Stendhal, Cervantès, Gogol, Dostoïevski, Edgar Poe, Diderot, dont il parle comme des bons films du moment : '*Je voudrais que tu lises 'Le Rouge et le Noir' de Stendhal : je parie qu'il te ferait pleurer*'. Parmi les contemporains, il apprécie Giono et Maurois. Il cite aussi Descartes. C'est dans cette période d'inaction forcée qu'il se forge une philosophie de l'existence, sans doute le plus exactement résumée dans ce qui sera sa devise de guerre par la suite : '*vaincre et vivre*', peut-être pensée en démarquage par rapport à la fière devise libertaire du dix-neuvième siècle : '*La liberté ou la mort*'. Il a tout juste vingt-et-un ans. Dehors, ses copains ne désarment pas dans leur lutte contre un gouvernement de trahison, et continuent à se réunir, se préparant sans le savoir à résister à l'occupant. Le 3 février, Andrée bénéficiera d'une mise en liberté provisoire, et après l'évasion de Pierre en juin 1940 partagera sa vie clandestine jusqu'à leur arrestation en décembre 1942. Elle ne devait ensuite jamais plus le revoir.

Ce furent d'abord les Anglais qui poussèrent le feu des opérations sur le continent. Les Anglais ? Il faudrait plutôt dire : Churchill, qui continuait à mener sa guerre contre Hitler un peu en marge, un peu en pointe, du gouvernement Chamberlain. Au point où les choses en

étaient arrivées, Churchill avait sans doute compris qu'en France, le conflit sourd entre patriotes et défaitistes évoluait dans le mauvais sens : et même que la cohésion nationale était en péril. Dans ses mémoires, il décrit sa prise de conscience des moments de la débâcle et de ses visites au dernier cabinet Reynaud, sévèrement épuré des vrais républicains qui vivotaient encore dans les vieux partis de la Troisième république, et peuplé en substitution des créatures de Pétain : mais il est impossible qu'il n'ait rien perçu bien plus tôt. La France était saisie par la *pourriture*.

Le 15 mars Daladier avait été attaqué au Sénat sur son inertie dans la politique de guerre, en particulier à propos de l'affaire norvégienne. Le 18, à Londres, Harold Macmillan, se comportant en chien fou churchillien, s'en était pris à Chamberlain, comme si son chef de file n'avait pas fait partie du gouvernement, et il avait eu le mauvais goût de démentir les chiffres du Premier Ministre lorsque celui-ci avait fait état de l'aide qu'il aurait apportée à la Finlande. Le même jour, Mussolini avait rencontré Hitler au Brenner : les deux dictateurs avaient forcément eu des échanges relatifs à la participation italienne à la campagne de France au printemps suivant. Daladier, le 19, s'était senti désavoué par le résultat médiocre d'un vote de confiance demandé à l'Assemblée nationale. Reynaud s'était senti pousser des ailes de président du Conseil. Il était écrit que ce ne serait pas le taureau du Vaucluse qui superviserait depuis Matignon l'opération scandinave, ni la débâcle de mai-juin 1940 : il avait fini par laisser la place, victime de la lassitude générale à son endroit, et en particulier des tergiversations autour de l'intervention en Norvège. Si l'on prend assez de recul pour considérer les événements historiques comme soumis aux lois d'une sorte de thermodynamique munie de lois qui régissent les énergies politiques, on reconnaîtra que cette issue était devenue inévitable. Car à quoi bon une dictature sans dictateur ? Or si Daladier devait lui-même expliquer après la guerre que sur la fin de son ministère '*on était pratiquement en dictature*' -ce qui était une thèse très défendable avec les pleins pouvoirs qui lui avaient été conférés et dont il avait usé pour opérer la mise au pas des syndicats ou leur intégration au système du gouvernement, l'épuration de la chambre des députés, l'interdiction du seul parti d'opposition et de sa presse et l'ajournement des élections – en revanche, Daladier lui-même n'avait pas les traits de caractère ni l'appétence pour la fonction de dictateur. On se souvient qu'il l'avait lui-même franchement expliqué au chancelier Hitler qui lui suggérait cette alignement ouvert de sa personnalité sur sa fonction objective, comme une forme précoce de *Gleichschaltung* en quelque sorte : il ne s'en sentait pas le goût, *et le parti radical n'aurait pas donné son approbation*. Daladier dictateur était donc une contradiction essentielle : et c'est pourquoi l'on eut Reynaud, qui n'était pas davantage l'homme de la situation, à défaut de Pétain, qui l'était, mais qui avait jugé que les temps n'étaient pas encore mûrs. Car le Maréchal observait depuis les coulisses l'agonie de la Troisième république, et confiait à ses proches : '*au printemps, on aura besoin de moi*'.

Paul Reynaud se targuait de mener plus activement les opérations militaires, mais le gouvernement Reynaud n'était pas significativement moins faible que son prédécesseur. Et pour commencer, il n'avait même pas de vraie majorité à la Chambre, ayant été investi d'extrême justesse, et probablement au moyen d'une fraude organisée par Edouard Herriot. La séance d'investiture du 22 mars fut, de l'aveu même de Reynaud « *un spectacle dégradant* », le seul Blum, selon de Gaulle, ayant prononcé '*un discours de quelque hauteur*'. L'ambassadeur britannique **Ronald Campbell**, décrivit le nouveau Président du Conseil comme un '*Napoléon de poche*'. A Paris, les journaux répercutaient la rumeur qui circulait dans les milieux bourgeois : *le gouvernement Reynaud ne durera pas, et sera remplacé par un gouvernement militaire sous la direction de Pétain après l'invasion allemande*. Pétain de son

côté confia alors sa répugnance à retourner au gouvernement en raison de son âge, mais il s'y résignait et prophétisait que cela se ferait dans un contexte de profond abaissement de la France, qui devrait payer pour la folle décision de déclarer la guerre à l'Allemagne.

Daladier restait au cabinet, et il était devenu *ministre de la Guerre*, placé au mieux pour continuer à se demander ce qu'il fallait faire et finalement ne rien faire. Comme commandant en chef, il avait imposé que l'on gardât Gamelin, réputé très intelligent, mais toujours terré dans son bunker à plusieurs centaines de kilomètres du front - '*un sous-marin sans périscopes*', disaient les Anglais pour se moquer de lui – crispé sur son attitude d'attentisme, et incapable d'admettre que sa désastreuse organisation, et en particulier la dualité de commandement avec le général Georges qui avait la haute main sur le *front du nord-est*, ruinait l'efficacité de l'armée.

Reynaud méprisait Gamelin, et lui préférait de beaucoup Weygand, qui devait pourtant lui causer bien des déboires. Lorsqu'il conversait de façon détendue avec ses jeunes secrétaires Leca et Devaux autour d'un bon dîner, avec aussi le colonel de Villelume, son plus proche conseiller militaire et le chouchou d'Hélène de Portes dans son cabinet, le président du Conseil appelait très irrespectueusement son généralissime '*la vieille femme*' : mais sans trop déflorer le sujet on peut révéler ici que le moqueur et le moqué devaient avant longtemps, et pour les mêmes défauts de caractère à peu près, tomber dans le même discrédit.

Avec Daladier à la guerre et Gamelin à l'État-major, Reynaud en accédant au pouvoir avait accepté d'être en pratique exclu des questions militaires. Mais il y a plus. Outre Daladier, Reynaud s'était entouré de ministres issus des milieux d'affaires les plus réactionnaires : Paul Baudouin, d'abord, et bientôt Bouthillier, inspecteur des finances anglophobe et d'*Action française*, qui poursuivra sa carrière sous l'occupation, spécialisé dans l'économie mais intéressé à la question juive : ce qui n'était pas illogique puisque la persécution des Juifs allait elle aussi devenir une bonne affaire. Anglophobe et lié au complot pétainiste, Baudouin, qui montera en grade sous Paul Reynaud jusqu'à devenir *sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères*, avant d'assurer la continuité de la politique étrangère de la France en devenant ministre des Affaires étrangères de Pétain, est avec Bouthillier l'archétype de ceux que les historiens conventionnels ont dénommé les '*mous*', euphémisme usité pour désigner en pratique les défaitistes et germanophiles de la politique, de l'administration et des affaires : ce qui est franchement injuste car s'est avec une grande détermination et beaucoup d'énergie qu'ils travaillaient à l'abaissement du pays et à sa vassalisation par l'Allemagne nazie.

Derrière Baudouin et Bouthillier, en arrière-plan, il y avait déjà l'ombre de Weygand, le plus ancien dans le grade le plus élevé de nos militaires après bien sûr, le Maréchal. A l'instar de Pétain lui-même, dont il n'était qu'un complice un peu méprisé pour son manque d'intelligence politique, Weygand n'était en réalité pas le contraire d'un patriote. Il avait simplement une vision particulière de la patrie : en gros, une vision de gendarme, qui voyait dans la France une partie saine à préserver, et une partie corrompue à éliminer. Mais il aurait sans doute voulu que l'on pût laver le linge sale en famille, alors que tant d'autres, moins bégueules, comptaient sur les Allemands pour nettoyer les écuries d'Augias. Aussi était-il compris par les francs germanophiles comme un pion utile dans leur jeu, mais à utiliser avec adresse. En le mettant en avant, on pouvait parvenir à des fins qu'il n'aurait pas acceptées s'il avait pu les prévoir. *Baudouin et Bouthillier acceptaient avec enthousiasme tout ce que proposait Weygand*, écrit Emmanuel Berl, auteur d'une précieuse narration de ***La fin de la Troisième république***, dans laquelle il a ce mérite de ne pas travestir à leur avantage la personnalité de Baudouin et Bouthillier sous prétexte qu'ils étaient ses amis. Or ces deux là

s'étaient convaincus que Weygand serait le prochain président du conseil et sous lui ils se rêvaient eux-mêmes plus gros ministres qu'ils n'étaient encore. Weygand, royaliste et mystique qui pensait que la France avait besoin d'une rédemption et que la rédemption passait par la souffrance. Derrière Baudouin et Bouthillier il y avait donc Weygand, et derrière Weygand, si l'on passait dans la coulisse, il y avait Pétain. Pétain avait publiquement approuvé le choix de Gamelin. A part lui il le méprisait. Pétain méprisait beaucoup de gens, qui souvent méritaient son mépris. «*Gamelin n'est pas capable de mener cette guerre*», confiait-il à ses proches. Mais il ne livrait rien de ses pensées intimes aux civils du gouvernement. Devant ses amis officiers supérieurs, il semblait s'amuser de la catastrophe à venir, dont il savait qu'elle serait sa chance : '*Le gouvernement ? Qu'ils se débrouillent !*', et il attendait le printemps où ainsi qu'il l'avait prédit on aurait besoin de lui.

Les civils, donc, ne se doutaient de rien. Daladier et Reynaud étaient-ils convaincus, comme ils le faisaient répandre dans la presse, qu'ils disposaient de la première armée du monde ? Ce n'est pas absolument certain. Mais même s'ils y croyaient un peu, ils tenaient à mettre toutes les chances de leur côté. Et c'est ainsi que toute neutralité philosophique jetée par-dessus bord, le premier acte du nouveau gouvernement Reynaud consista à retourner à Notre-Dame pour implorer la clémence du ciel. Et l'on n'est pas étonné d'apprendre, à condition de lire les historiens non-conformistes, qu'en dépit de leurs rapports amicaux avec la franc-maçonnerie, ils recouraient volontiers à des hauts prélats comme intermédiaires de choix pour leur diplomatie secrète : car s'il s'agissait de parler à des fascistes, il était habile de leur dépêcher des émissaires qui partageassent leur langage et leur vision du monde, et ce que l'on avait de mieux dans le genre, c'était encore des évêques et des cardinaux.

Devant le silence de Dieu, la question, pour Reynaud, restait entière de savoir s'il s'agissait oui ou non de faire la guerre à Hitler, et comment. Les rapports entre les alliés français et anglais, et le succès de leurs plans, n'avaient pas été améliorés après que le 15 février 1940 les milieux gouvernementaux britanniques eurent le dépit de constater que le secret du projet scandinave avait été trahi, probablement, estimèrent-ils, du fait de fuites du côté français. La prudence de la Grande-Bretagne qui, ayant déclaré la guerre à l'Allemagne avec moins de dix divisions susceptibles de la faire, s'était distanciée au début de l'année du désir français d'affronter l'URSS *en plus*, avait énervé à Paris. Tout ce que Churchill demandait qu'on fît contre l'Allemagne faisait peur à Reynaud. Par exemple, l'Anglais avait encore insisté pour que l'on procédât enfin au minage du Rhin : mais sans succès. Et jusque là les Français avaient refusé aussi que l'on minât les approches des ports norvégiens, par lesquels les Allemands s'approvisionnaient en minerai de fer : mais puisque c'étaient les Britanniques qui revenaient sur le sujet, l'idée vint à Paris que le projet français d'expédition scandinave – initialement tourné contre l'Union soviétique - pourrait être ripoliné en opération contre le *Reich* et remis à l'ordre du jour, en essayant d'y associer les Anglais. On doit donc à ce moment, et à Paul Reynaud personnellement le semblant de reprise d'une action militaire contre l'Allemagne au printemps de 1940.

On finit par s'entendre sur une opération franco-anglaise concertée qui devait rester dans l'Histoire britannique comme *bataille de Narvick*. Il s'agissait officiellement de '*protéger*' la Norvège des ambitions allemandes. Le gouvernement norvégien, qui se voulait neutre, ne demandait rien, et il était même hostile à toute intervention étrangère. Il allait protester officiellement quand les Britanniques inaugurerait la campagne en minant les approches de Narvick le 9 avril, mais on connaît la devise de Churchill : « *inter arma silent leges* ». En français : *à la guerre comme à la guerre*. Car on ne gagne pas une guerre avec des tergiversations : et il avait été décidé que l'on ne tiendrait pas compte de l'avis du

gouvernement norvégien. Dans le plan que Gamelin et Darlan avaient proposé à l'Angleterre à la fin janvier le prétexte géostratégique était seulement la présence de gisements minéraux convoités par tout le monde, mais les Britanniques, qui s'y étaient en principe ralliés avaient aussi une autre idée en tête. Avec l'opération scandinave, le but serait désormais pour Reynaud de *couper la route du fer* aux Allemands, et pour les Anglais, tacitement mais principalement, de régler son compte à leur flotte. Il est bien possible que Churchill ait été très déterminant dans la décision. Reynaud se profilait comme celui qui succéderait à Daladier à la tête de gouvernement, et comme il était en France l'anglophile de service, il s'était prêté à la manoeuvre.

Cette fois, les plans avaient été confiés à de Villelume. De Villelume, officier d'État-Major préféré de la maîtresse principale de Paul Reynaud, tendait à l'attentisme lorsqu'il s'agissait de s'en prendre à la trop réelle menace hitlérienne et il avait en revanche été très excité par le projet d'aventure caucasienne : mais pour associer les Anglais, il allait consentir à oublier, au moins provisoirement l'ambition de conquérir Moscou. Les plans scandinavo-caucasiens du début de l'hiver avait été ramenés à une opération sur Narvick qui n'impliquait plus l'Union soviétique, et où l'aide aux Finlandais ne figurait plus comme prétexte puisque le 13 mars les Finlandais, battus par l'Armée rouge dans la *guerre d'hiver*, avaient signé le *Traité de Moscou*, qui donnait satisfaction aux revendications territoriales soviétiques. Staline ayant conforté sa position stratégique voyait s'éloigner la perspective d'une attaque conjointe de la *Wehrmacht* et de la *Royal Navy* sur Léninegrad, d'autant que pour la marine anglaise désormais commandée par Churchill, c'était clairement l'Allemagne qui était l'ennemi principal. Et d'ailleurs dès le 16 février Churchill avait provoqué une incursion britannique unilatérale dans un fjord Norvégien, le *Cossack* et le *Warspite* s'emparant du cargo allemand *Altmark* et libérant les prisonniers britanniques qui y étaient détenus. Même sans Reynaud et sans l'affaire norvégienne, il y aurait probablement eu au printemps de 1940 une grosse bagarre entre les flottes allemande et britannique en Baltique ou en Mer du Nord.

Ainsi allaient les choses dans la planification interalliée, entre ministres britanniques qui opéraient en francs-tireurs par rapport à leur propre gouvernement et militaires français qui ne partageaient pas vraiment les options du leur, et encore moins les aspirations du peuple. De ce côté là on irait plus loin que de la simple passivité par la suite, puisque si l'on doit parler des troupes du Proche-Orient qui étaient prévues pour foncer sur le Caucase, leur destin était, sous les ordres de Pétain devenu Chef de l'État et de Darlan devenu Chef du gouvernement, de combattre après l'armistice pour garder la Syrie au bénéfice d'Hitler contre les Britanniques de Wavell et contre les jeunes forces des *Français libres* de l'ex-général de Gaulle. Des documents semblent montrer que Paul Reynaud, qui avait assumé dans les milieux convenables la posture de celui qui active les feux de la guerre, nourrissait en réalité des arrières-pensées assez proches du courant bourgeois principal : comme tous ceux de sa classe et de sa mouvance politique – il était issu après tout de l'*Alliance démocratique* de Pierre-Etienne Flandin, lui-même ouvertement pro-nazi et répertorié comme *traître* par une police qui d'habitude voyait plutôt les traîtres ailleurs - lui aussi était essentiellement préoccupé de politique intérieure. Préoccupé par la menace communiste.

Comme le parti communiste avait été le seul à ne pas se joindre à la condamnation générale de l'Union soviétique, l'événement finlandais avait justifié une aggravation de la répression anticommuniste qui ne ralentit pas sous Reynaud alors que le sujet était sorti de l'actualité. Au début mars 1940, par exemple, toute la direction Paris-Sud du Parti communiste fut arrêtée à Arcueil, et le matériel de reproduction de l'*Humanité* fut saisi. Arrêtée elle aussi l'équipe de diffusion de l'*Humanité* du métro. Arrêtée l'équipe de diffusion de l'*Humanité* de la SNCF.

Arrêtés 27 membres des *Jeunesses communistes*. Toutes ces arrestations, faits de la guerre civile franco-française, conduisirent à des fichages, à des condamnations et à des emprisonnements dont certains se prolongèrent jusqu'à l'invasion allemande : et dans plus d'un cas ils furent la cause d'un destin tragique comme otage après août 1941, lorsque la guerre fut devenue franco-allemande, et les militants communistes les seuls combattants patriotes sur le sol français.

Comme cela arrive aux pouvoirs affaiblis par leurs propres hésitations, erreurs et contradictions, le gouvernement Reynaud était dans la situation du cavalier qui chevauche un cheval emballé. Cela fut avoué après la guerre, c'était la polarisation même de l'opinion que l'on avait initialement manigancée par calcul politicien qui forçait désormais une politique de plus en plus frénétique de désunion nationale : exactement comme au plan international on avait *fait* de l'Union soviétique une ennemie alors qu'elle souhaitait la coopération. Un homme qui se voulait *d'équilibre* comme Paul Reynaud, mais qui avait choisi, on le voyait à la composition même de son gouvernement, de ne pas avoir d'ennemis à droite. Devant les députés, il avait adopté une posture de fermeté martiale, déclarant : *'La France est engagée dans la guerre totale. [...] Aussi le gouvernement qui se présente devant vous n'a-t-il pas d'autre raison d'être et n'en veut-il pas d'autre que celle-ci : susciter, rassembler, diriger, toutes les énergies françaises pour combattre et pour vaincre : écraser la trahison, d'où qu'elle vienne'*. Une déclaration qui avait le seul défaut de ne pas viser nommément les ennemis objectifs de la France et de sa civilisation, et d'annoncer en pratique la poursuite de la persécution anticommuniste, mais non pas la lutte contre les complots anti-républicains qui étaient fomentés de l'intérieur même du gouvernement. Loin de cela, Reynaud trouvait désormais politiquement nécessaire d'envoyer de plus en plus de communistes dans les camps de concentration que l'on avait ouverts d'abord pour les républicains espagnols, et que l'on remplissait désormais avec tous les antifascistes français et étrangers que l'on pouvait attraper. Car c'était là, désormais, la principale guerre à conduire.

Il n'est pas interdit de croire, connaissant le personnage, que c'est en effet, comme il le dira après la guerre, pour des raisons de pure combinaison politicienne et non de réelle proximité idéologique que Reynaud avait constitué d'emblée un ministère mi-chair mi-poisson, où il gardait les défaitistes **Bonnet**, **Chautemps** et **Pomaret** à côté d'autres personnalités issues des milieux d'affaires les plus réactionnaires : **Paul Baudouin**, lié à Mussolini ; **de Monzie**, député radical de premier plan, cagoulard et lié à Mussolini; **Bouthillier**, inspecteur des finances anglophobe et d'Action française, puis toute une série de politiciens d'extrême-droite, et qui poursuivraient leurs carrières sous Pétain. Devant tenir compte des réalités politiques, Reynaud avait laissé Daladier ministre de la Guerre avec Gamelin chef de l'État-major en dépit de son inactivité, tandis que pour son confort personnel il prenait à son cabinet deux jeunes inspecteurs des finances, **Leca** et **Devaux**, qui lui resteraient fidèles jusqu'au bout, l'accompagneront sur la pente défaitiste et organiseraient sa tentative de désertion au moment suprême. Le fait qu'il se soit également entouré de Charles de Gaulle, qui du coup se fit définitivement son défenseur devant la postérité, est l'exception qui confirme la règle puisque celui-ci n'eut en dépit de leurs inclinations réciproques aucune influence sur les décisions. Tout se passa comme s'il y avait deux Paul Reynaud : l'homme privé muni de son jardin secret démocratique, qu'il voyait lui-même avec résignation comme un paradis perdu, et le politicien opportuniste qui avait admis que la force était du côté germanophile et faisait avec cette dure réalité. En raison peut-être de l'habileté et du pouvoir de séduction du personnage, cette duplicité est décrite entre les lignes, plutôt que clairement perçue et dénoncée, par quelques témoins honnêtes de l'époque, qui observèrent bien le

caractère désastreux de ses décisions, mais en les faisant seulement remonter à des failles de caractère qui, même si elles étaient réelles, n'excluent pas le caractère déterminant des motivations communes à sa classe : un anticommunisme puissant en regard d'une répulsion très amortie par rapport aux méthodes nazies. « *Reynaud*, écrit Emmanuel d'Astier (***De la chute à la Libération de Paris***, NRF, 1965), *a une intelligence aigüe, plus d'éclat que de fond, le don de parole, des formules fortes, qui se retournent contre lui, [...] mais il n'a ni la force ni le caractère. [...] Moins clairvoyant sur les hommes que sur les événements, pour la 'patrie en danger' il appelle Pétain et Weygand. Ses affiliés provisoires, son entourage équivoque - technocrates et mondains – tirés de l'Inspection des Finances ou des Sciences politiques le trahiront au premier tournant pour pactiser avec Pétain*». Quoique favorablement disposé envers Reynaud, Emmanuel Berl, dans '***La fin de la Troisième République***', Gallimard, 1968, fait un constat convergent : « *Si on peut admettre qu'il ait conservé dans son Cabinet les éléments mous qu'il ne pouvait éliminer sans provoquer sa propre chute, on ne peut voir sans surprise les éléments neufs que, personnellement, il recrute* ».

Il existe sur Reynaud quelques documents d'archives accablants, mais que les historiens du vingtième siècle qui faisaient l'opinion et alimentaient l'enseignement dans les écoles ne prirent jamais en compte dans leurs analyses du personnage. Il est ainsi établi que, le 14 mars 1940, en conversation avec l'émissaire américain de Roosevelt, **Sumner Welles**, Paul Reynaud critiquait l'intransigeance de Churchill à l'égard d'Hitler et préconisait l'ouverture de négociations de paix avec l'Allemagne sans passer par la guerre effective. On sait que la pratique constante de Reynaud était de calquer son discours sur les attentes de ses auditeurs, et il est difficile de savoir si ces paroles correspondait à une ligne politique effectivement suivie à Paris, ou s'il s'agissait seulement pour lui de retoucher une image de *dur*, acquise à la faveur d'une prétendue opposition à Munich l'année précédente. Cette opposition n'était pourtant elle-même qu'une mise en scène : une légende qu'il avait lui-même fabriquée avec la connivence des journalistes et faiseurs d'opinion alors qu'il avait en réalité voté *pour* les accords en tant que député. Mais il fallait désormais la contredire, car alors qu'il l'avait trouvée politiquement utile aux yeux d'une opinion européenne déçue par la déconfiture de Daladier et finalement la marche à la guerre, elle était en revanche devenue gênante dans ses rapports avec les Américains qui étaient restés favorables à une coexistence pacifique avec Hitler, même après la prise de la Pologne, et qui avaient de gros intérêts industriels en Allemagne.

La légende de son anti-munichisme, après l'avoir servi en France lorsqu'il s'agissait de supplanter Daladier, menaçait de lui nuire auprès de ses amis d'Amérique, et il se peut que ce soit la raison pour laquelle il revêtait devant eux un costume d'hyper-munichois envisageant d'abandonner définitivement la Pologne à son sort en sus de la Tchécoslovaquie. L'Américain Sumner Welles devait être pendant toute la guerre un anticommuniste obsessionnel, désolé de l'alliance soviétique, partisan, après l'entrée en guerre des Etats-Unis, du *retournement des fronts* consistant à débarquer sur le continent pour se réconcilier avec l'Allemagne et l'enrôler sans transition dans une croisade contre l'Union soviétique, et pour la France d'une solution du type '*Vichy sans Vichy*' : et l'on imagine que ces propos de Reynaud devaient être doux à ses oreilles, et faire de l'homme au sourire de merlan frit un candidat au pouvoir presque aussi éligible que le pro-nazi Flandin ou l'un-peu-américain lui-même Laval.

Sur le compte de Churchill, pour lequel Reynaud professait officiellement la plus grande amitié, et une totale communauté de méthode et d'objectifs, Reynaud était allé très loin. Il aurait lancé ces paroles de fiel : « *L'esprit de cet homme intelligent et très agréable a perdu*

de sa souplesse. Il ne peut concevoir d'autre possibilité que la guerre jusqu'au bout – que cela aboutît ou non au chaos et à la destruction totale. Assurément ce n'est à mon avis pas digne d'un homme d'État. » Pensait-il ce qu'il disait ? C'est impossible à savoir avec certitude. Peut-être Reynaud jouait-il donc la comédie devant Sumner Welles, mais peut-être aussi la réalité de ses calculs était-elle plus rude encore, s'il estimait par exemple que ce nouveau discours était désormais utile à tenir non seulement devant les Américains mais aussi devant les Français. Faire comprendre, en bon caméléon politique, qu'une raideur excessive de sa part – qui n'avait pas existé – envers l'Allemagne était désormais 'du passé' peut bien avoir été la façon qu'il avait trouvée pour se poser en candidat acceptable pour succéder à Daladier : un *candidat de la paix*, idéalement placé, au centre-droit, et sans la tache sur sa carrière d'avoir été partie-prenante du désastreux – pour les dividendes – Front populaire, capable de conduire la même politique hitléro-compatible que Daladier, mais en mieux, en phase avec Chamberlain, *recherchant la négociation sur la base de la sécurité et du désarmement*. Dénoncer, au lieu d'Hitler, la *trahison intérieure*, sans préciser au profit de qui, et pour faire comprendre *au profit de Staline*, était devenu la stratégie gagnante pour accéder au pouvoir en mars 1939, avec une image d'homme fort et ferme sur les principes, et pour perspective concrète un second Munich au plan international.

Ecrivant soixante-dix ans après l'événement, Annie Lacroix-Riz (*De Munich à Vichy, Armand Colin, 2014*, un ouvrage auquel nous sommes ici largement redevable) confirme et justifie les observations intuitives et étonnées de Berl et d'Astier sur le compte de Paul Reynaud : « *La liste des conseillers et autres membres des instances créées par Daladier et Reynaud se confond avec le bottin mondain de Vichy* » résume-t-elle. Elle a vu les documents dans les archives, en particulier les transcriptions des propos confidentiels et les notes diplomatiques : et elle ne croit pas comme d'Astier et Berl que Reynaud ait seulement été une dupe et un velléitaire. La prise en considération de l'ensemble des données a forgé chez l'historienne la conviction que c'est de propos délibéré que Reynaud à partir de mars 1940, aux approches du grand coup de boutoir voulu et anticipé par la bourgeoisie contre l'ordre républicain a truffé les allées du pouvoir de fascistes déterminés. Selon elle, Reynaud a délibérément continué la politique des munichois et préparé l'avènement de Pétain en peuplant les cabinets ministériels de personnages de droite et d'extrême-droite. Et confirmant son manque de motivation pour conduire une guerre contre le nazisme, Annie Lacroix-Riz produit la preuve que déjeunant avec Otto Abetz peu après Munich, le 22 octobre 1938, il lui avait – franchement peut-être, pour une fois - expliqué sa tactique et ses motivations d'ensemble : « *il n'avait, lui Paul Reynaud, aucun sentiment d'hostilité à l'égard du Reich, mais Abetz devait comprendre qu'entretenir le thème d'une menace allemande était, pour tout gouvernement anti-bolchévique, une nécessité de politique intérieure française. A ses yeux, des hommes comme Bonnet et Flandin, avec leurs prises de positions ouvertement philo-nazies, avaient des objectifs justes, mais on devait leur reprocher une tactique grossière et contre-productive qui n'aboutissait qu'à les disqualifier aux yeux de l'opinion. Quant à lui, Paul Reynaud, il était et avait toujours été partisan d'une entente avec l'Allemagne, mais pour traiter utilement avec elle, il lui fallait une image de fermeté* ».

Reynaud mentait-il à Abetz comme il mentait à tout le monde ? Peut-être : mais sincères ou moins sincères, ces propos éclairent bien la conduite qui fut la sienne par la suite, tant à l'égard du Parti communiste que du haut commandement militaire, de l'allié britannique, du parti de la défaite et de l'Allemagne elle-même. On comprend par exemple pourquoi il trouvait utile de se donner une image de fermeté envers les communistes français au moment où il espérait réussir sa transition depuis la fermeté et vers l'acquiescement envers les

entreprises allemandes. Il n'est pas aventuré d'imaginer qu'il n'avait pas cessé d'espérer, malgré l'affaire polonaise et la déclaration de guerre, qu'Hitler le trouve, lui, Reynaud, quoique réputé anglophile et aimé des Anglais et des Américains, un aussi bon défaitiste que Daladier lui-même. La chose semblait jouable, tant, aimant à la fois le capitalisme dur des Etats-Unis et l'ordre bismarckien de l'Allemagne, il incarnait avec plusieurs années d'avance le projet cher à Hitler et à la bourgeoisie française de '*renversement des fronts*' dans la *si regrettable* guerre à l'Ouest : un renversement des fronts contre l'ennemi commun, bolchévique, qui pourrait enfin conduire à une domination conjointe et sans autre partage de l'Europe par l'Allemagne et les Etats-Unis dans le but de lui éviter la servitude égalitaire des Asiates. Un projet, ou au moins un discours, qui avaient de l'avenir. Mais en pratique, tous ces calculs, s'ils avaient existé dans la tête fantasque de Paul Reynaud, étaient condamnés à l'inanité : car au moment où prenaient enfin forme du côté franco-anglais quelques projets d'action sur le théâtre périphérique de la Scandinavie, Hitler de son côté considérait que les dés étaient jetés et que le temps n'était pas du tout à la négociation avec la France, dont le tour était venu sur la liste de ses proies. Le 10 mars 1940, un mois avant le début de l'opération scandinave, Ribbentrop annonçait à Mussolini l'attaque prochaine contre la France. Il lui confiait être '*profondément convaincu que les armées française et anglaise vont au devant de la plus grande catastrophe de leur histoire*'. Les plans de guerre des uns et des autres étaient si différents en termes de moyens, de réalisme et de résolution, qu'ils étaient destinés à peu se rencontrer, comme dans ces combats de samourais japonais où l'un des protagonistes frappe dans le vide tandis que l'autre tranche d'un seul coup la gorge de son adversaire. Et en attendant l'instant suprême, du côté français, on restait l'arme au pied, et l'on donnait même des permissions. En mars 1940, le soldat Daniel Georges, mobilisé quelque part sur la frontière de l'Est, est en permission à Paris et il rend visite à sa femme Raymonde, toujours détenue à la Roquette pour cause de communisme. Il ne la reverra plus après cela : car les grands personnages intriguent, mentent et trahissent, et les petits périssent obscurément. Raymonde, entrée dans l'action militaire comme agent de liaison de Maurice le Berre allait être prise en transportant des armes destinées à tuer des Allemands, et mourir en déportation le 9 mai 1943 : car il appartiendrait aux civils, et plus précisément à la classe ouvrière de saisir avec ses mains nues l'épée brisée de la France que l'aristocratie déchue avait laissé tomber avant de fuir devant l'ennemi.

Devant l'assaut allemand, la France serait seule, même s'il ne s'agit pas de mépriser la valeur morale des appoints de forces britanniques, belges, et aussi polonaises. Car la catastrophe décisive avait d'abord été diplomatique, et déterminée en dernière instance par l'état de quasi guerre civile intérieure. C'était un test révélateur du manque de patriotisme des classes dirigeantes françaises : le pays dont la géographie faisait, inéluctablement, un allié de revers contre notre voisin agressif, était en même temps honni comme doté d'un système politique dangereux : et dangereux tout d'abord parce qu'il était au contraire porté aux nues par de larges couches populaires. Et encore : qu'aurait dit la bourgeoisie française si elle avait connu ce qui se passait vraiment en Union soviétique où le régime était devenu, à l'approche de la guerre, d'une extrême dureté.

Personne en réalité ne savait ce qui se passait en Union soviétique, pays à peine entré dans la phase de stabilisation du pouvoir après une révolution et une guerre civile, et depuis peu doté d'un dictateur post-révolutionnaire suffisamment craint pour tenir le pays, puisque c'est le sort commun des révolutions que de déboucher sur des dictatures thermidorienne. C'est dans la continuité d'une dictature stabilisée par une série de purges sanglantes visant à éliminer toute source potentielle de concurrence ou de difficulté pour sa gestion que le 5 mars 1940, le

bureau politique du PCUS approuvait la proposition faite par Staline d'exécuter l'ensemble des officiers polonais tombés aux mains de l'Armée rouge à l'automne précédent.

Avec toute la célèbre suffisance – certains diront arrogance – de l'aristocratie militaire polonaise, les officiers blancs tombés aux mains du dictateur rouge pensaient être épargnés parce qu'ils espéraient que, sans pour autant leur pardonner leur idéologie réactionnaire et russophobe, on les trouverait utiles, voire indispensables comme spécialistes du commandement militaire dans la passe difficile qui s'annonçait pour l'Union soviétique. Car eux, trop familiers des Allemands aussi bien que des Russes pour croire à la fable d'une conjonction durable entre Hitler et Staline, savaient ce qui allait arriver, et il pensait que là était leur sauvegarde. Ils envisageaient donc de participer à la lutte contre le nazisme à laquelle l'Union soviétique serait inévitablement acculée. Mais dans chaque individu Staline, dont la mentalité avait été formée par des années d'impitoyable lutte politique, voyait un danger potentiel et dans aucun un atout irremplaçable : et il l'avait prouvé en éliminant la fine fleur du bolchévisme. Staline n'était pas paranoïaque car il était effectivement entouré de traîtres en puissance : des traîtres hostiles au régime issu de la révolution bolchévique, et d'autres qui voulaient seulement prendre sa place. Il n'était pas paranoïaque mais seulement prudent et ennemi du risque et préférait mille innocents morts à un ennemi vivant. Les officiers polonais étaient massivement hostiles aux Russes et au communisme, et les renseignements qui avaient été réunis sur leur état d'esprit en cinq mois de détention dans l'ancien monastère de Kozielsk ne plaidaient pas en leur faveur. Staline ne souhaitait pas faire la guerre avec des officiers qui nourrissaient des arrière-pensées : et il l'avait déjà démontré dans sa gestion du corps des officiers soviétiques dont un trop grand nombre avait cédé à l'attrait du dollar et de la livre sterling. C'est sur ces bases objectives d'une part et psychologiques de l'autre qu'en mars et avril 1940 le massacre intégral des prisonniers polonais fut effectué par le NKVD à Katyn, Kalinine et Kharkov. Il portait sur 15.531 officiers au total. Six mille autres environ furent assassinés en Biélorussie et en Ukraine. La plupart furent abattus individuellement d'une balle dans la nuque : ce qui fit ressembler la chose à du travail d'abattoir. C'est l'horreur particulière de ce cas exceptionnel de crime de masse qui est manqué par certains qui parlent de *fusillades*, et qui est en revanche si graphiquement et cruellement représenté dans le film cinématographique d'*Andrei Wajda*.

Il y avait quelque-chose de *zoologique* dans la guerre à l'Est qui venait de commencer, devait un jour observer Ernst Jünger, et l'on verrait *presque tous les peuples* qui y participeraient, se laisser aller à exterminer l'ennemi avec aussi peu de souci de l'humanité que l'on se soucie de débarrasser une campagne de ses moustiques ou une ville de ses rats. Dans la seconde guerre mondiale, il n'est pas de protagoniste majeur – tous des pays de très ancienne civilisation - qui n'ait pratiqué des exterminations de masse de non-combattants aussi bien que de combattants. Ni fanatique et illuminé comme Hitler, ni guerrier à l'ancienne comme les généraux japonais, Staline était plutôt un monstre froid semblable à l'anglais Harris, qui sous la haute direction de Churchill organisa l'élimination physique de plusieurs centaines de milliers de ses semblables sans laisser la moindre trace d'humanité obérer son souci d'efficacité. Ses décisions découlaient de préoccupations pratiques et de sécurité. Katyn est un cas extrême, mais non pas atypique, de *modus operandi* stalinien. Il ramène, sous la pression des circonstances, aux mœurs des sociétés antiques et féodales, incompréhensibles seulement pour des esprits adoucis par quelques siècles de prêches chrétiens et de philosophie humaniste. Plutôt qu'en barbare, en sauvage, ou en sadique, Staline dans ce genre de décision, s'est comporté à la façon des *Anciens* : comme les Athéniens égorgeant les Méliens ou César, qui fit sans ternir sa

réputation brûler la ville de Bourges avec tous ses habitants, parce qu'il jugeait la chose politiquement et militairement *utile et prudente*.

Des charniers où avaient été enfouis certaines des victimes polonaises exécutées à Katyn et ailleurs seront découverts par les Allemands après Barbarossa. Ceux-ci en feront une grande opération de propagande à partir d'avril 1943. Roosevelt, informé de la réalité des faits depuis février 1942, allait imposer le silence. Churchill se tairait lui aussi. Sikorski en revanche confirmerait publiquement la thèse allemande, et cela conduirait à la rupture de ses relations diplomatiques avec Staline le 21 avril 1943. Après la victoire de 1945, l'Union soviétique prétendra encore rejeter la responsabilité sur l'Allemagne. Le tribunal de Nuremberg abordera le dossier, puis détournera le regard lorsque la responsabilité du NKVD soviétique deviendra évidente. La thèse véridique de la responsabilité soviétique sera officialisée par Truman en 1950 dans le contexte de la guerre froide et validée du côté Russe en 1990 après la dissolution de l'Union soviétique. En Pologne même, la fable de la responsabilité allemande demeura vérité officielle jusqu'à la fin de la domination soviétique : ce qui est en partie le sujet du film *Katyn* d'Andrej Wajda. Ignoré de la plupart, le crime de masse n'eut pas davantage de poids dans les décisions des belligérants au cours du conflit que les exterminations nazies : et l'on ne voit pas quelles inflexions utiles il aurait pu déterminer.

12. La guerre tout de même

L'assaut franco-anglais contre le *Reich* était d'abord prévu pour mars, mais il eut lieu en avril, car les pesanteurs n'avaient pas disparu. C'est finalement le 28 mars 1940 que se tint la première réunion du *Conseil supérieur de guerre interallié*, au cours de laquelle Français et Anglais décidèrent de déclencher l'opération de Norvège. Là, les choses avaient tout de suite mal commencé, car une coïncidence rare se produisit alors : c'est au même moment, à vingt-quatre heures près, que le plan britannique de minage des ports norvégiens rencontra le plan allemand de débarquement dans les mêmes ports.

Le plan étant d'attaquer le dix avril, les britanniques avaient lancé leurs mines le huit, et le lendemain neuf avril les Allemands avaient envahi le Danemark et la Norvège par voie de terre, avec sept divisions. Ils s'emparèrent rapidement de Narvick, Trondheim, et du reste, sans même en avertir Paul Reynaud, qui au sénat avait prématurément dressé un bilan absurdement optimiste des opérations scandinaves, en concluant d'une de ces formules énergiques dont il avait le secret : '*la route du fer est coupée*'. Mais en réalité elle avait été coupée pour la France et l'Angleterre, comme devait plaisamment rectifier Alfred Fabre-Luce dans son '*Journal de la France*'.

Reynaud avait eu beau déclarer la victoire acquise le dix, les opérations sérieuses n'avaient commencé du côté franco-anglais que le 13, avec cinq jours de retard sur les plans et sur les Allemands. Les Britanniques, maîtres du *renseignement*, n'avaient été surpris que sur le point de l'assaut, car ils avaient bien détecté des préparatifs inquiétants de la part des Allemands : mais ils s'attendaient, logiquement, à un assaut contre les Pays-Bas ou la Belgique. Comme quoi il y a parfois autant d'inconvénient à être en avance plutôt qu'en retard d'une bataille.

Après un mois d'opérations terrestres et maritimes, le bilan était mitigé. La marine britannique avait mis hors de combat une partie significative de la flotte de surface allemande, qui jouerait un rôle très amoindri dans la suite de la guerre, et ceci corrigeait en partie les

conséquences de la politique pro-nazie de Sir John Simon en 1935. En revanche, les Allemands restaient maîtres du terrain scandinave et sécurisaient leurs approvisionnements en fer suédois. La chose tombait mal pour Chamberlain, qui le 4 avril devant un conclave du conseil de direction du Parti conservateur, avait esquissé un bilan des premiers mois de guerre et affirmé que l'Angleterre avait comblé son handicap de puissance par rapport à l'Allemagne, et qu'elle ne craignait plus la défaite car elle était désormais devenue la mieux militairement préparée. Il avait conclu par ces mots : «*Hitler missed the bus*» : une expression désormais reprise en dérision contre lui, car de toute évidence en dépit de certains succès c'était lui qui avait été pris de vitesse en Scandinavie.

On sait comment tout cela devait finir. L'opération scandinave devait être interrompue et les troupes rapatriées au bout d'un mois avec le déclenchement des hostilités sur les frontières belge et néerlandaise à l'initiative, une fois de plus, des Allemands. Pendant un mois, sur ces fronts là, les atermoiements n'avaient pas cessé. Le même jour, 4 avril, où Chamberlain essayait de faire bonne figure à Londres devant ses derniers partisans, Churchill, qui n'était encore que Premier Lord de l'Amirauté, s'était rendu à Paris pour convaincre le nouveau Président du Conseil français d'activer les opérations, et il était à nouveau tombé sur Daladier, devenu sous Reynaud ministre de la Guerre et toujours affublé de Gamelin comme général en chef avec Weygand dans la coulisse, qui n'avait peur que des communistes. Méprisant le risque de passer pour un antinazi obsessionnel, Churchill était revenu à la charge à propos du projet '*Royal Marine*' de minage du Rhin. Mais Daladier, qui n'entendait pas faire trop ouvertement à Hitler une guerre qui après tout n'était officiellement déclarée que depuis sept mois, avait à nouveau tergiversé, demandant '*qu'on lui laisse le temps de replier les industries de guerre françaises qui sont vulnérables à des bombardements allemands*'. Mais la passivité française n'avait pas pour cause principale l'effondrement moral d'un seul homme. Sans évidemment s'en ouvrir officiellement, on s'inquiétait des succès de la *Navy* du côté des anglophobes et pro-nazis de gouvernement. Le 15 avril, et donc moins d'un mois avant l'assaut allemand, Flandin déclarait à un émissaire de Ciano que «*la France ne saurait tolérer une hégémonie anglaise.*» Et cette opinion n'était pas une exclusivité. L'avantageux Flandin était remarquable de franchise et la plupart de ceux qui pensaient comme lui se taisaient, mais c'était pour de larges couches de la bourgeoisie française que contrarier Hitler relevait de l'hérésie et que dans cette malheureuse guerre déclarée à une Allemagne sympathique et exemplaire la victoire était davantage à craindre que la défaite. Et jusqu'à la tête du gouvernement, quoique il y ait eu aussi ceux qui regardaient plutôt du côté de l'Amérique où la classe ouvrière - sans même parler des Noirs - n'était pas moins énergiquement disciplinée qu'outre-Rhin, le souci traditionnel était partagé d'équilibre entre puissances européennes : lointaine réminiscence et nostalgie de l'Europe rassurante de Metternich où la silhouette de la guillotine n'inquiétait plus que les miséreux. C'est ainsi que le 22 avril, soit trois semaines avant Sedan et dans l'attente du fameux *coup de poignard dans le dos* italien un mois plus tard, en écho à Flandin, Paul Reynaud écrivait une lettre conciliante à Mussolini, lui proposant de «*jeter un pont entre notre régime traditionnel - la démocratie - et votre régime neuf -le fascisme*». Ici encore, il convient peut-être de relativiser la portée des propos pour tenir compte de la duplicité habituelle de Paul Reynaud, et de sa propension à flatter l'interlocuteur. Mais il n'est pas impossible qu'en effet à ses yeux comme à ceux de tant d'autres politiciens de la Troisième république finissante, la prétendue '*démocratie*' n'était qu'une vieille habitude avec laquelle il n'excluait pas de rompre.

Si la *Royal Navy* avait réussi quelques beaux coups contre la marine allemande, les Anglais n'avaient pas été plus brillants que les Français dans la partie terrestre du projet scandinave et

les choses allaient assez mal en tous cas pour que les importants et les influents s'emparent du sujet : ce qui en Grande-Bretagne s'appelle le Parlement, et s'y résume à peu près. Dès la préparation de l'opération, le 4 avril, **Lord Salisbury** avait pris l'initiative d'un comité de surveillance censé contrôler l'efficacité des mesures de guerre. Il avait obtenu la participation à la fois des churchilliens, des *Vigilantes* comme **Amery, Macmillan, Nicolson, Duff Cooper**, et d'un certain nombre de lords favorables à Chamberlain, mais inquiets de la tournure prise par les événements. Ce groupe sera le noyau initial d'une révolte contre le gouvernement qui culminera en mai avec un vote de confiance particulièrement difficile pour Chamberlain, conduisant à terme à sa démission. Le 22, Chamberlain était venu à Paris pour discuter d'une contre-offensive franco-anglaise pour reprendre le terrain abandonné aux Allemands en Norvège. Le 25 il avait dû rendre compte aux Communes de la tournure défavorable prise par les opérations, et le 26 le résultat apparut des concertations du 22, qui n'était pas flatteur pour le communiqué : les Alliés se retiraient de Trondhjem pour se concentrer sur Narvick. Au début mai 1940, les Allemands avaient définitivement pris l'avantage, et la décision d'évacuer les troupes franco-anglaises fut prise le 2, et bien entendu confirmée après l'affaire de Sedan à partir du 10, car l'armée anglaise avait désormais rendez-vous avec un autre échec, et l'armée française avec un véritable désastre. On ne peut pas vraiment parler, comme firent certains historiens français en manque d'épisodes glorieux, d'une victoire franco-anglaise en Norvège.

Le 8 mai le débat aux Communes sur l'expédition de Norvège donna lieu à d'étranges palinodies. Pour Winston Churchill la passe était délicate. Il est établi qu'il désapprouvait dans leur ensemble les méthodes selon lesquelles la guerre était menée, et la marine, dont il avait la charge, avait plutôt bien tiré son épingle du jeu : mais dans la mesure où lui-même appartenait au gouvernement, l'échec des opérations terrestres pouvait être pour lui un boulet aussi bien qu'une opportunité. Dans ses mémoires, il critique l'inefficacité stratégique d'un gouvernement dont il faisait partie, et note que cette aventure aurait pu signifier la fin de sa carrière politique. Churchill se voyait comme poursuivi par la *malédiction des Dardanelles* qui avait mis fin à sa carrière ministérielle dans la guerre précédente : '*décidément, pouvait-on être tenté de dire, voilà un homme qui perd toutes ses batailles*'. Mais c'est le contraire qui devait se produire : sa carrière allait prendre un nouvel essor, car c'est à cette époque aussi que la fronde commença à monter contre Chamberlain à l'intérieur même du Parti conservateur.

Il était clair que l'atmosphère était au lynchage, et cependant il fallut du temps et des efforts pour que le parti travailliste se décidât à demander un vote de confiance. Ce fut le conservateur **Leo Amery** qui se livra à l'attaque la plus violente contre le gouvernement Chamberlain. Reprenant les paroles de Cromwell renvoyant le parlement en 1653, il conclut de façon explicite : « *In the name of God, go !* » Puis on vit Churchill défendre le ministère auquel il appartenait, visiblement par devoir plutôt que par conviction, s'exemptant de procéder à sa propre défense qu'il revint à Lloyd George d'assurer en faisant ressortir ce que Churchill lui-même ne pouvait pas dire : à savoir qu'il n'était pas d'accord avec la façon dont les choses avaient été menées. Chamberlain obtint finalement une majorité très raccourcie de 281 contre 200 : et même si ce résultat ne l'obligeait pas absolument à démissionner, c'était en pratique la fin de son ministère.

Churchill en privé flattait son chef de file et le réconfortait, tout en essayant d'obtenir des responsabilités élargies pour pousser les feux de la guerre. En public, il le soutenait, tandis qu'en coulisse, ses partisans négociaient avec les travaillistes pour organiser la révolte. Un témoin rapporte avoir entendu un député britannique par ailleurs membre du corps expéditionnaire en France déclarer : « *tout le monde ici veut Churchill à la place du croque-mort* ». Il y avait en Grande-Bretagne un mouvement de révolte des élites contre leur

direction, contemporain de celui qui en France faisait dire à beaucoup de gens haut-placés '*c'est Pétain qu'il nous faut*' : mais avec des implications toutes différentes, puisque du côté britannique le chef poussé en avant plaidait dans le sens de la guerre à outrance au lieu qu'en France la classe dirigeante trouvait un Reynaud et un Daladier encore trop actifs contre le nazisme triomphant sur le continent et conspiraient à mettre au pouvoir un vieillard connu pour être indulgent envers les dictateurs, décidé à trouver avec eux un accommodement, et souhaitant la dictature pour lui-même.

Chamberlain pensa d'abord se maintenir, puis décida de s'abandonner au cours des choses, et de s'effacer gracieusement. On sait qu'à la fin un compromis fut trouvé, en dépit de quelques moments orageux, dans les entourages plutôt qu'entre les intéressés : Churchill prit la barre mais conserva Chamberlain au Cabinet, et ne lui retira pas son estime. On était décidément plus civilisé outre-Manche qu'en Angleterre où Pétain fit mettre Reynaud en prison après lui avoir promis une ambassade : même si l'on peut considérer que le mérite avait trouvé sa juste récompense dans un cas comme dans l'autre. Il ne faut pourtant pas sous-estimer l'importance du tournant que représentait le passage d'un ministère Chamberlain avec Churchill à un ministère Churchill avec Chamberlain. Alors que l'attelage Daladier-Reynaud était identique dans ses options à l'attelage Reynaud-Daladier, et glissait continûment et les yeux grands ouverts vers une dictature Pétain sous l'égide protectrice de Hitler, c'était une véritable révolution politique, nationale et internationale, que Churchill et ses co-conspirateurs avaient accomplie. Pour la première fois en effet dans la crise des années trente un gouvernement rompait avec le consentement mou de *tous* les pays européens, et aussi des Etats-Unis, avec l'installation du fascisme en Europe. On avait jusque là, quand on n'était pas ouvertement fasciste, considéré qu'il fallait coexister avec les pays fascistes, ou tout au plus les tenir à distance *sans les mettre en colère* quand ils se faisaient agressifs. L'Angleterre la première, et elle seule pendant toute une année, allait avoir pour programme objectif de faire la guerre au fascisme jusqu'à sa destruction complète. Je dis ici *programme objectif* car il n'est pas certain que mis à part quelques originaux comme Duff-Cooper beaucoup de Britanniques aient eu une claire conscience qu'ils faisaient exactement cela. Churchill, songeant sans doute surtout à défendre l'Empire et les libertés anglaises, incarnait cette politique et c'est pour cela qu'on avait tant hésité, dans son parti Conservateur, à le mettre à la tête du gouvernement.

On peut dire que Churchill, forçant quelque peu le destin, avait entraîné son pays dans une guerre privée qui n'était pas évidemment la sienne, ni surtout celle de sa classe. Et à la fin le fascisme avait été abattu mais l'Empire avait été perdu et l'Angleterre moralement grandie mais matériellement abaissée. C'est pour cela aussi que certains de ses compatriotes, loin de le célébrer, lui en veulent encore aujourd'hui. Pour ceux-là, la fin du nazisme ne valait pas un empire et la société de classe la plus solidement établie de l'Histoire. Comme l'explique François Delpla (*'Churchill et Hitler'*, Editions du Rocher, 2012), Churchill était mû par une haine personnelle envers Hitler. Une haine précoce et qui ne le quittera jamais. Cette haine sera un déterminant primordial de sa politique. Or, la classe dirigeante mondiale étant une seule et même classe privilégiée, il est exceptionnel que des dirigeants soient plus proches de *l'ensemble de leurs compatriotes* que des autres dirigeants, et c'est pourtant ce bouleversement des habitudes, des modes et des pratiques de la politique qui allait se produire avec la venue au pouvoir de Winston Churchill. C'était en même temps la condition pour rassembler l'ensemble de la population dans l'effort. Après hésitation, Churchill inclut jusqu'à ses communistes dans l'harmonie générale au point de renoncer à les interner en dépit de la démission de l'erratique Harry Pollitt imposée par l'Internationale et de l'alignement du Parti britannique sur la ligne stalinienne de la *guerre impérialiste*.

Du côté français aussi, des réévaluations avaient eu lieu en considération du semi-échec scandinave, mais sans commune mesure avec ce qui se passait en Angleterre. Il faudra y revenir, mais on peut noter ici que Reynaud allait juger Gamelin de façon définitive lorsque, incapable de réagir devant le sac de noeuds qu'était devenue l'opération norvégienne, il s'était tout simplement absenté de la prise de décision, rejetant toute la responsabilité sur Darlan et sur les Anglais. Plus tard, Reynaud devait reconnaître avec franchise avoir su dès le début que Gamelin n'était pas l'homme de la situation : mais pendant les six semaines qui avaient séparé sa propre prise de fonction de l'offensive allemande, tout en étant parfaitement au courant de l'insuffisance de son commandant en chef, il n'avait pas trouvé pour le limoger le courage d'affronter ses ministres et sa majorité ou quasi-majorité parlementaire, et il avait jour après jour toujours trouvé un nouveau prétexte pour le garder. Mais peut-être aussi cette intention avouée après la guerre n'était elle qu'un faux-semblant de plus. Toujours est-il que Reynaud finirait par se séparer de Gamelin, mais, comme tout ce qu'il ferait, au plus mauvais moment, au coeur de la bataille, et quand il serait trop tard pour redresser la situation. Et de même avec Weygand par la suite, lui même nommé sans intention de le faire.

Il est sans doute significatif que ce soit précisément au moment où il faisait, comme un dernier et timide petit pas, basculer la France dans la guerre effective, même s'il ne s'agissait toujours pas dans son idée d'opposer des troupes françaises directement à l'armée allemande, que Reynaud en vint à l'idée de conclure avec l'allié l'accord du 28 mars par lequel la France et l'Angleterre « *s'engageaient mutuellement à ne négocier ni conclure d'armistice ou de traité de paix durant la présente guerre si ce n'est d'un commun accord* ». Mais significatif de quelle préoccupation ? Diverses hypothèses s'affrontent. S'agissait-il dans sa pensée de prévenir d'éventuelles velléités de désengagement britannique ou bien, de façon plus retorse, de mettre des garde-fous contre le défaitisme en lui et autour de lui ? Pensait-il contrer les menées dans son entourage de ceux qu'il considérait comme des '*mous*', quoique cela fasse l'hypothèse de son patriotisme guerrier, qui est à regarder avec quelque scepticisme. Avait-il comme Ulysse se faire ligoter au mât de son vaisseau pour résister à l'appel des sirènes défaitistes ? Car l'effet était de lier ses propres mains en même temps qu'il ligotait l'Angleterre. Prévoyait-il à l'avance de ne pas tenir son engagement, ainsi qu'il chercha à faire le moment venu ? Daladier qui, marginalisé, assumait depuis l'intérieur du gouvernement la fonction d'observateur critique de la politique gouvernementale, fit observer par la suite que l'accord n'ayant pas été soumis au Conseil des ministres, il n'avait pas de valeur légale. Ce détail avait-il été pensé par construction ? Toujours est-il qu'en vertu de l'accord du 28 mars, et de l'intransigeance de Churchill au moment de son application, Reynaud, aurait le plus grand mal à trahir son devoir de défense nationale dans les derniers moments de son gouvernement, le dernier encore un peu républicain, avant de passer la main au maréchal Pétain. Avait-ce été voulu ? Avait-il simplement été pris à son propre piège sans avoir rien anticipé ?

Quelles que fussent les intentions initiales, l'**accord du 28 mars** allait devenir un enjeu important du débat en Conseil des ministres, lorsqu'il s'agirait pour Reynaud de gérer la fin des combats à laquelle il s'était résolu après seulement deux ou trois jours de guerre effective, aux environs du 15 mai 1940. Il reviendra alors au président Lebrun, prenant le parti des *mous*, de faire observer que l'accord du 28 mars était un monstre diplomatique, puisque avec une apparence de réciprocité il mettait en réalité sur un même pied d'obligations le pays sur le territoire duquel les opérations allaient se dérouler et celui qui se tiendrait en arrière et conserverait la faculté de doser son engagement en fonction de ses seuls intérêts. L'engagement français, en cas d'attaque hitlérienne serait par nécessité total, l'indépendance

du pays étant immédiatement en jeu comme à chaque fois que dans son histoire il serait menacé d'invasion sur son indéfendable frontière du nord-est : mais personne à l'époque ne semble s'être avisé que l'intention supposée d'interdire aux Anglais de mettre fin à leur participation aux combats éventuels ne les engageait en revanche qu'à la hauteur de cette participation, dont ils resteraient toujours les maîtres - et cela se verrait avec les tiraillements sur l'engagement de l'aviation britannique dans les derniers moments de la *campagne de France*. La réalité stratégique permanente, dictée par la géographie, apparaîtrait alors dans toute sa crudité : dans une alliance franco-anglaise contre l'Allemagne, l'Angleterre était destinée à fonctionner comme une base arrière sécurisée, et la France comme un territoire tampon où les généraux auraient loisir d'échanger du territoire contre du temps. L'accord était déséquilibré en plus d'être juridiquement mal établi, et Lebrun avait raison dans son constat lorsque le temps fut venu de l'épreuve : mais il parlait un peu tard. Soit il avait l'esprit de l'escalier, soit il avait juste été lâche lorsque la décision avait été prise en sa présence au Conseil des ministres six semaines plus tôt : il s'était tu en tout cas au moment où sa parole aurait pu être utile. Et donc, comme d'habitude aussi lorsqu'un gouvernement français se met à négocier avec un gouvernement anglais, Reynaud, par légèreté ou par trahison, avait sans rencontrer d'opposition entraîné la France dans un jeu où tel fut pris qui croyait prendre. Et Pétain à la fin, avec son armistice arraché, viendrait seulement en répudier les règles avec des arguments dont tous n'étaient pas faciles à contredire : Churchill en personne en subirait l'assaut.

Dans le même temps, aux approches de la guerre effective, où il concluait un accord douteux avec les Anglais et où il posait au chef de guerre énergique en politique intérieure, Reynaud prodiguait aux puissances de l'Axe des assurances discrètes de modération et de non-alignement sur l'activisme idéologique d'un Churchill. Et il remplissait les allées du pouvoir de ministres et de conseillers germanophiles et d'extrême-droite : ce qui en politique intérieure française était à peu près synonyme en dépit des bobards sur la supposée connivence entre communistes et nazis. Sur la duplicité de Reynaud, sans jamais employer le mot, Berl sentait bien la chose lorsqu'il disait, tout en faisant l'hypothèse de sa sincérité, que *Reynaud semblait toujours agir contre ses propres préférences...* C'est à cette famille de décisions qu'appartient sans conteste la nomination de Paul Baudouin à son cabinet deux jours plus tard. Le 30 mars en effet, Paul Reynaud crée en marge du *Conseil des ministres* prévu par les institutions un *Comité de guerre* dont Paul Baudouin est nommé secrétaire, de préférence à de Gaulle, auquel on dit qu'il avait d'abord songé - ou bien plus précisément auquel les amis de Reynaud firent courir le bruit qu'il avait d'abord songé, comme ils firent courir le bruit qu'il avait été hostile aux accords de Munich. En réalité, dans les dernières semaines avant l'invasion, Reynaud s'occupe à placer au sommet de l'État des défaitistes pro-allemands, et même parfois pro-nazis, et à les rendre maîtres de toutes les décisions. Court-circuitant Daladier, Paul Baudouin devient ainsi ministre des Affaires étrangères *de fait*. Pendant les journées de la débâcle, il assistera aux séances du *Conseil suprême* où il se heurtera à Churchill qui le définira dans ses *Mémoires* comme '*le sinistre Baudouin*'. Il sera le principal responsable de la rupture avec l'Angleterre au moment des incertitudes sur le devenir de la flotte, puis sera confirmé dans ses fonctions par Pétain et trouvera la formule '*esprit de conciliation*' pour définir les relations franco-allemandes avant même que le Maréchal lance le génial mensonge de la '*collaboration*'. Loin d'être un cas particulier, Paul Baudouin est seulement typique des nombreux hommes clés de la transition post-républicaine qui doivent leur ascension à la faveur *contrariant ses propres préférences* de Paul Reynaud. Quant à de Gaulle, exception confirmant la règle, il doit plutôt la sienne au fait d'avoir été promptement éloigné vers l'Angleterre, avant de rompre lui-même en refusant d'en revenir.

Que voulait donc Reynaud en nommant Baudouin quasi-ministre, ou ministre à la place du ministre, puis en appelant Pétain au Conseil au lendemain de la percée de Sedan ? La question reste ouverte. Mais il est notable que ce soit deux jours seulement après la signature de l'accord du 28 mars, alors qu'apparemment on faisait enfin quelque chose, que Pétain confia à ses proches ces paroles prophétiques : « *ils auront besoin de moi dans la deuxième quinzaine de mai.* » Connaissant la suite, et le déroulé des opérations qui conduisirent à la défaite à partir du 10 mai 1940, on est rétrospectivement frappé par la précision de l'annonce : comme si un programme avait été formellement établi, avec des dates précises : et pourquoi pas alors en accord avec l'ennemi ? Car l'ennemi y mit du sien pour que le programme fût tenu dans les temps prescrits, au jour près. Qu'il y ait eu ou non un complot, concerté entre, mettons, Pétain, Weygand, Baudouin et quelques autres, pour organiser la non-défense des frontières et la mise en sommeil des institutions de la république au profit d'une transition de style franquiste, en attendant peut-être une restauration monarchique, est une question qui fut assez sérieusement envisagée pour donner lieu à quelques échanges lors du procès du Maréchal après la guerre. Weygand crut répondre suffisamment qu'il n'avait pu comploter avec le Maréchal à Paris alors qu'il était en poste en Syrie : ce qui était se moquer du monde à l'âge du téléphone et de l'aéroplane. S'il y eut en dépit des dénégations une vaste entente antirépublicaine, et de longue date, à l'intérieur d'une mouvance réactionnaire qui n'avait guère besoin de fréquents contacts pour s'accorder sur une action concertée et sur un moment pour agir, la question se pose encore de savoir si Reynaud en était, ou si peut-être, sans en être, il savait et n'entendait pas s'opposer. Les faits sont qu'ayant à choisir entre une guerre menée selon les intérêts anglais ou une capitulation devant la volonté allemande, il finirait par s'aligner sur la germanophilie de sa classe et de son entourage, ce qui supposait qu'il piétinât l'accord qu'il avait voulu : d'où son comportement fuyant à partir du 15 mai 1940, où il se mit à mentir à tout le monde à la fois. En effet, alors qu'à Churchill Reynaud avait avoué dès le quinze mai qu'il considérait la situation militaire comme désespérée, mais fidèle à ses habitudes de duplicité il voulut se présenter au Conseil mes ministres pendant plusieurs semaines, et devant l'Histoire pour l'éternité comme le chef des *jusqu'aboutistes* contre les *mous* qui préconisaient que l'on traitât avec l'ennemi, tout en préparant en catimini la transition pétainiste, qui signifiait une rapide capitulation.

Lorsqu'il revint à Pétain, appelé pour cela par Reynaud lui-même, de trancher le nœud gordien en répudiant sans scrupules les engagements pris envers l'Angleterre, de Gaulle ne tint nullement compte des subtilités légales et diplomatiques soulevées naguère par Lebrun et Daladier. Il dénonça l'armistice comme *trahison des engagements pris et atteinte à l'honneur de la France* de la part du Maréchal Pétain. Mais s'il y eut alors trahison, celle du Maréchal n'était pas la première, ou s'il n'y en eut qu'une, ce n'était peut-être pas sa première manifestation. Que la coterie pro-allemande qui poussait Pétain en avant se soit décidée à agir et lancée dans l'action à ce moment charnière de l'expédition norvégienne se détecte à la coïncidence avec une affaire sordide qui peut sembler sans rapport avec les affaires militaires, mais qui avait sa place dans la planification du complot. C'est le jour du début des opérations autour de Narvick en effet, le 10 avril 1940, que le cardinal-archevêque de Paris, Monseigneur Verdier, fut assassiné par la Cagoule. Aux yeux de la *Cagoule*, c'est-à-dire l'organisation secrète des militaires d'extrême-droite, dont les figures tutélaires étaient Pétain et Weygand, Verdier était coupable de ne pas avoir soutenu des positions suffisamment réactionnaires dans un passé récent, et plus spécifiquement d'avoir eu des rapports étroits avec le président du Conseil tchécoslovaque au moment de la crise des Sudètes. L'objectif était de le remplacer par un prélat réactionnaire : Emmanuel Suhard, retenu par la droite politique et aussi par le Vatican comme le meilleur candidat pour siéger à la tête de l'épiscopat français après le

renversement de la république et l'institution d'un régime fasciste en France. Ceci devait coïncider avec la défaite, et en effet le titre de cardinal-archevêque de Paris serait conféré au pro-nazi Suhard précisément au moment de l'offensive de Guderian dans les Ardennes, le 10 mai 1940. Nommé archevêque de Paris le 11, Suhard serait aussitôt utilisé comme émissaire pour conclure l'armistice après la proposition conclusive de Reynaud cinq jours plus tard selon laquelle la guerre était perdue : ce qui mettait exactement sur la date du 15 mai annoncée par Pétain comme le moment où l'on aurait besoin de lui. Dont il résulte que Reynaud, n'était probablement pas étranger à une conspiration dans laquelle ses propres initiatives s'inséraient avec tant de précision.

Dans ses mémoires, Churchill n'est pas ambigu sur l'impression qu'il ressentit de l'atmosphère politique en France dans les derniers temps de la débâcle de juin 1940. Il parle de *pourriture* : une pourriture dont on peut dater le vrai début de l'investiture de Paul Reynaud comme Président du Conseil. Reynaud qui en dépit de tout et à force de faux-semblants réussirait presque à sauver sa réputation. Reynaud, que de Gaulle lui-même, d'habitude perspicace et tendant même au cynisme, prit toujours pour un grand homme. C'est au moins ce qui ressort de ses écrits d'après-guerre, qui devaient aussi ménager un avenir politique au solitaire de Colombey. Or Reynaud, dernier président du Conseil '*républicain*' avant le désormais réputé infâme ex-maréchal Pétain, fut dans l'après-guerre, pour cette seule raison, rendu intouchable : tant il importait pour la totalité de la classe politique défailante en 1940, mais depuis revenue aux affaires, de consolider le mythe d'une rupture nette opérée, du fait d'un seul homme, ou à la rigueur d'un étroit complot, à la date du 10 juillet 1940. La réalité est bien plus désolante, et elle était telle que Churchill l'a nommée. Mais juste après la libération du territoire et la fin de la guerre, on s'accordait sur un point du haut en bas de la communauté nationale : il fallait regarder vers l'avenir. Il ne fallait plus parler de ce qui s'était passé avant la guerre, ou même pendant, car il y avait trop de cadavres dans les placards, trop d'erreurs avaient été commises, trop de mensonges avaient été proférés, trop de trahisons perpétrées. Trop de dignitaires s'étaient révélés lâches ou stupides et, comme devait décider de Gaulle, *la France aurait besoin de tous ses fils*. Les malins et les médiocres étaient donc rapidement revenus à la surface et l'on avait décidé d'un commun accord, pour la protection des intérêts dominants, d'ériger des statues à quelques grands morts, d'oublier les autres, et de vivre, plutôt que sur les complexités de l'Histoire, sur des légendes parfois arrangées à l'usage des survivants, en fonction des objectifs du moment.

Le Parti communiste lui-même, qui avait plus de héros à honorer que de réprouvés à oublier, et encore davantage de martyrs méconnus et anonymes, fonctionnerait lui aussi à la fiction réconciliatrice et consolante. Pierre Georges, mort dans des circonstances suspectes à la veille du passage du Rhin à la Noël 1944 serait l'une de ces légendes, célébrée mieux que connue, sous le nom de *Colonel Fabien* : mais rien n'annonçait encore cela. A la veille de l'invasion de la France, il n'était encore, en tant que communiste et ancien des Brigades internationales, qu'un délinquant étroitement surveillé par la police de Paul Reynaud. Il avait le 6 mai 1940, une semaine avant la percée de Sedan, bénéficié d'un non-lieu dans l'affaire des tracts pour laquelle il était interné depuis cinq mois mais il avait été maintenu en internement administratif en vertu du décret Sérol d'avril 1940. Transféré au château de Baillet, ancienne maison de repos des métallos réquisitionnée par le gouvernement, il allait de très peu s'arracher à la mort entre les mains des gardes mobiles et de justesse retrouver la liberté, par l'évasion, en profitant du chaos de juin, passant sans transition du statut de détenu comme ennemi de l'État à celui de patriote et de clandestin. Pour nous aujourd'hui – mais ce label n'existait pas encore – de *résistant*. Pour lui, comme pour tant d'autres communistes, la phase

de *collaboration communiste avec l'Allemagne nazie* dont les anti-communistes répandent la légende - légende noire et médisante celle-là - n'avait pas trouvé de lieu ni de temps pour se matérialiser. Loin des intrigues politiciennes et des arrangements diplomatiques, une seule chose pour lui ne changea jamais beaucoup entre juillet 1936 et décembre 1944 : il fut toujours mal vu, surveillé, recherché ou détenu par la police, la justice, le gouvernement et la gendarmerie de son pays.

Pour les communistes, il n'y avait pas de grâce à attendre d'un personnage tel que Paul Reynaud. Car sur un point seulement Reynaud était constant et ne trompait pas : c'était sur son anticommunisme, d'où découlait son antisoviétisme. Le 28 mars il avait fixé sa position devant les Anglais, plus dure encore que celle de Daladier en ce qui concernait les relations avec l'Union soviétique. Et, poussant la franchise à un niveau intéressant car il confirme ce qui apparaît par ailleurs sur l'impact du jeu politicien sur des décisions qui auraient dû être déterminées par de pures considérations stratégiques et d'intérêt national, il ne se fit pas scrupule de faire valoir auprès des Britanniques qu'il s'agissait *de sa réputation en France*, et que la fragilité de sa position politique - il faut rectifier : *politicienne* - lui imposait de tenir compte des positions du *courant Laval-Bonnet-Flandin* qui exigeait la rupture et même la guerre avec l'Union soviétique. Même Halifax, apaiseur et anti-soviétique s'il en fut, avait, rapporte Maïski, des positions beaucoup plus modérées et retenait les Français. On peut considérer que la politique folle qui avait consisté à pousser Staline dans les bras d'Hitler, qui avait débouché sur la signature du pacte germano-soviétique, avec ce résultat que la France allait affronter l'Allemagne avec pratiquement ses seules forces, avait été principalement promue par le gouvernement français. Et le tardif accord du 28 mars n'y changeait rien.

Pour atténuer la critique que l'on peut faire d'un **choix de la défaite** propre à Paul Reynaud, puis à Pétain, car leurs politiques sont trop contiguës et continues pour qu'on ne les mette pas sur le même plan, il est honnête de faire remarquer que la résolution britannique incarnée par Churchill d'aller jusqu'au bout contre Hitler ne pouvait en juin 1940 pas être considérée comme un acquis, et que l'hypothèse Weygand, avec son pessimisme - '*Comment les Anglais pourraient-ils réussir là où nous avons échoué ?*' - pour avoir été controuvée, n'était pas sans revêtir un certain degré de vraisemblance avant la preuve du contraire, avec son corollaire resté célèbre par la reprise ironique qu'en fit Churchill après quelques mois de résistance anglaise : '*Avant quinze jours l'Angleterre aura traité avec les Allemands, ou bien elle aura le cou tordu comme un poulet*'. C'était une éventualité, et les forces qui portaient à l'alignement sur la politique de Weygand étaient puissantes en Grande-Bretagne et auraient très bien pu l'emporter. Mais si l'on excuse Reynaud d'avoir été en réalité un *mou* posant en *dur* sur la base de cet argument, il faut alors admettre que la même excuse couvre aussi Pétain, Weygand, Huntziger et tout le clan défaitiste, dont le comportement découlait de la conviction exprimée par Pétain devant Lequerica aux premiers jours de l'offensive allemande : '*les Anglais ont l'intention de laisser les Français combattre sans aide jusqu'à la dernière goutte de sang. Après quoi ils passeront un compromis avec Hitler, et se doteront peut-être même d'un gouvernement fasciste*'. Le clan défaitiste ne faisait qu'être plus franc que les faux *durs*, et leur chef Pétain pourra explicitement revendiquer d'avoir été simplement lucide lorsque, confronté à Churchill le 12 juin au château de Muguet, le Maréchal reviendra sur les circonstances de la guerre précédente, rappelant comment '*quand votre Gough était mis en pièces par Luddendorff, je suis venu à son secours avec quarante divisions. Cette fois, c'est notre armée qui est mise en pièces. Où sont vos quarante divisions ?*' De la part de Pétain, porte-parole des défaitistes, c'était un '*je vous l'avais bien dit*', et Churchill, qui rapporte lui-même l'anecdote, ne prétend pas avoir trouvé quoi que ce soit à répondre au Maréchal. Est-ce

aller trop loin que de dire qu'en septembre 1939 la France était entrée seule en guerre contre l'Allemagne ? On peut dire au moins qu'elle ne faisait pas la même guerre que son alliée supposée. Mais ceci est une observation de validité générale : Russes, Français, Américains, Anglais, Grecs, Serbes, Polonais, chacun fit sa guerre selon des rythmes et avec des buts propres, et tous ne s'accordaient que sur la nécessité de se débarrasser d'Hitler. Mais pour cela il y avait loin de la coupe aux lèvres.

Comme l'armée française s'était dotée d'un *Service cinématographique* qui depuis le début de la guerre présentait chaque semaine un reportage sur les événements en rapport avec la défense nationale, on peut encore voir, à la date du 9 mai 1940 le président Lebrun inaugurer à Paris l'exposition de la *France d'Outre-mer*. On le voit passer devant un panneau où s'affiche un slogan encourageant : « *La France est un pays de 110 millions d'habitants* », et l'on rapportait que le général Noguès était sur le point d'organiser en Afrique du Nord la levée d'importants effectifs coloniaux destinés à être envoyés sur le front européen. On voyait aussi les généraux Gort et Georges en inspection aux armées. « *Confiance et affection, haut moral de nos troupes...* », allait le commentaire : mais les visages que l'on voyait sur l'écran, après huit mois de *drôle de guerre*, racontaient une autre histoire à venir. Le même jour, le communiqué de l'État-major no 497 du 9 Mai 1940 indiquait : '*Dans la région à l'Est de la Moselle, plusieurs patrouilles ennemies ont été repoussées par nos feux d'infanterie et d'artillerie.*'

Elles allaient revenir.

29 octobre 2023